

NATIONALRAT
Geschäftsprüfungskommission
 Sektion EDA

P r o t o k o l l

der Sitzung vom 11. April 1989, 14.00-16.45 Uhr in Bern, Parla-
 mentsgebäude, Zimmer des Nationalratspräsidenten

Vorsitz: Hr. Nationalrat Braunschweig

Teilnehmer: HH. Nationalräte Berger, Houmard, Jeanneret
 Hr. Bundesrat Felber
 Hr. Generalsekretär Schaller

zeitweise: Hr. Pache, Presse- und Informationschef
 Hr. Botschafter Rüegg, Politische Direktion
 Hr. Botschafter Jenö Staehelin, Politische
 Direktion
 Hr. Botschafter Krafft, Direktion für Völker-
 recht
 Hr. Botschafter Fritz Staehelin, Direktion für
 Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre
 Hilfe
 Hr. Frieden, Direktion für Entwicklungszusam-
 menarbeit und humanitäre Hilfe
 Hr. Botschafter Manz, Direktion für Verwal-
 tungsangelegenheiten und Aussendienst

Sekretariat: Hr. Mastronardi

Protokoll: Frau Probst (d)
 Frau Bütikofer (f)

entschuldigt: HH. Nationalräte Oehler, Leuenberger Moritz

Tagesordnung:
 Geschäftsbericht 1988 des EDA



Information der Oeffentlichkeit

M. Jeanneret: Nous avons déjà entendu la Chancellerie fédérale au sujet de l'information du public et les renseignements reçus couvrent en grande partie également le DFAE; je n'ai donc pas de questions particulières.

M. Felber, conseiller fédéral: Le cahier des charges du chef de l'information du DFAE est très précis, M. Pache peut vous donner tous les renseignements désirés.

M. Pache: Vous êtes en possession de la "Note aux Directions" qui constitue les directives du DFAE en matière d'information. Le chef du département se préoccupe personnellement de toutes les réponses d'ordre politique données aux journalistes. Nous avons à cet effet une séance journalière. La DDA a son propre service de presse qui travaille en étroite collaboration avec le mien; le chef du département est également au courant de l'information diffusée par la DDA pour autant que celle-ci touche des problèmes politiques.

M. Houmard: Les directives datent d'octobre 1988 - elles sont donc nouvelles. Nous souhaitons qu'elles vous permettent de faire de bonnes expériences.

EFFI-QM

Hr. Schaller: Unsere Erfahrungen mit dem projektbegleitenden Ausschuss sind gut. Das EDA war aber bisher noch nicht von Massnahmen des Projektes EFFI-QM betroffen. Auf unseren Wunsch werden wir für das Teilprojekt Reorganisation der Uebersetzungsdienste beigezogen.

M. Jeanneret: Quels sont les effets (négatifs ou positifs) du transfert du DFF à la Chancellerie fédérale? Est-ce encore trop tôt pour que le DFAE se prononce à ce sujet?

M. Felber: Dans le cadre des décisions du Conseil fédéral, nous nous sommes déjà prononcés; le DFAE ne voit pas d'effets négatifs à ce transfert. Comme tout autre département, nous avons avantage à travailler avec une instance neutre, qui par définition est au service de l'ensemble des départements. On évitera ainsi des conflits soit de compétences soit de personnes. Indépendamment des propositions de Mc Kinsey pour notre département, nous procédons à une réévaluation de nos structures. Nous sommes dans l'impossibilité d'accomplir toutes les tâches qui nous incombent, c'est la raison pour laquelle nous étudions la manière de mieux gérer le personnel à disposition.

Erster Teil

Hr. Braunschweig: Im letzten Jahr konnten einige Konflikte etwas entschärft werden. Hingegen ist in mehreren Staaten eine Zunahme innerer Spannungen zwischen verschiedenen Volksgruppen feststellbar. Wie beurteilt das EDA diese Entwicklung?

M. Felber: En politique étrangère, le problème le plus difficile est l'appréciation de l'ampleur future des conflits internes et latents. En Europe, cette question se pose pour la Yougoslavie où le conflit est "aidé" par les structures constitutionnelles de cet Etat. La Commission des affaires étrangères nous a demandé de traiter ce sujet qui est tout à fait particulier. Cet Etat fédératif connaît des structures qui ne peuvent pas être comparées à celles de la Suisse. Chaque République yougoslave peut émettre un droit de veto sur une décision prise au niveau fédéral; c'est là l'élément le plus perturbateur. Sans une structure fédérale puissante comme elle existait du temps du maréchal Tito, la Yougoslavie risque de devenir un pays ingouvernable. La situation actuelle laisse fort à craindre qu'il n'ait pas de solution sans modification de la constitution. Des républiques comme la Slovénie et la Croatie, plus évoluées dans le sens occidental ou comme la Serbie, république centralisatrice, n'accepteront pas de perdre ce droit de veto. De plus, il existe un système de régions autonomes à l'intérieur des républiques. Les structures économiques en vigueur connaissent un échec total dont on parle depuis dix ans déjà mais qui ne saurait durer encore dix ans. En Yougoslavie, la situation est grave à l'échelon politique - elle est catastrophique à l'échelon économique. Nous avons appris que certaines entreprises autogérées permettent aux ouvriers de ne travailler que trois à quatre heures par jour pour satisfaire aux besoins de la production. L'inflation est de 1'000 à 2'000 pourcent par année et ce n'est que grâce au travail "au gris" ou "au noir" que la population peut subsister. Plus le temps passe, plus il sera difficile de demander à la Yougoslavie des réformes économiques structurelles importantes vu les avantages dont la population bénéficie malgré tout. Les pays d'Europe occidentale craignent que la Yougoslavie redevienne un pays membre du groupe de l'Est; le nouveau gouvernement semble pourtant viser une économie de marché. Il y a deux possibilités d'aide: la Suisse accepte dans le cadre de l'AELE, la constitution d'un fonds de solidarité auquel tous les Etats participent et dont le montant est en discussion (comme pour le Portugal); les conditions d'engagement de ce fonds doivent servir à des modifications et non seulement à un désendettement. Après avoir discuté deux fois avec le Ministre des affaires étrangères d'Albanie, je crois savoir que ce pays n'a aucune revendication territoriale sur le Kosovo (population musulmanes d'origine albanaise) et que l'Albanie souhaite que la République fédérative yougoslavie maintienne ses frontières actuelles.

En URSS, le soulèvement des nationalités est un phénomène inattendu. Les mouvements dans les républiques musulmanes dont les structures ne correspondent plus ni aux traditions historiques ni à la religion, ne nous étonnent pas mais nous sommes un peu sur-

pris par les mouvements nationalistes russes suscités par une population chrétienne européenne qui veut marquer sa différence avec la partie musulmane. Il s'agit de conflits ethniques, philosophiques et religieux au sein de l'URSS où la direction du parti communiste n'est pas prête à abandonner le pouvoir. En Pologne, l'Union soviétique admet une démarche lente mais pas un renversement ou un bouleversement des structures.

Quant aux mouvements qui se déroulent au sein des Etats du Tiers Monde il faut savoir que par exemple la République de l'Afrique du Sud compte à elle seule 13 tribus; le discours peut durer des heures pour savoir laquelle a le plus d'influence. L'ANC qui est le mouvement d'opposition politique le mieux structuré ne peut pas prétendre représenter la totalité des 13 tribus sud-africaines dont certaines ont des chefs traditionnels importants. En Afrique, nous connaissons le même problème qu'en Afghanistan et en Namibie, il y a des différences entre les chefs de l'opposition partis en exil et qui opèrent de l'extérieur et ceux qui sont restés au pays.

Hr. Rüegg: Generelle Zusammenhänge zwischen der globalen Entspannung Ost/West und dem Aufkommen staatsinterner Spannungen zwischen ethnischen Gruppen lassen sich zwar nicht nachweisen, sind aber denkbar. In vielen Ländern der Dritten Welt, in denen die nationalen Grenzen nicht mit einer nationalen Einheit übereinstimmen, ist feststellbar, dass das Fehlen einer starken Zentralregierung oder eine innenpolitische Öffnung (eine Lockerung der Repression autoritärer Regimes) lokale oder regionale Autonomie- oder Unabhängigkeitsbestrebungen fördert. Ein lokales Spannungspotential ist immer vorhanden (Beispiel China/Tibet: Die Chinesen befürchten eine Desintegration der Nation, wenn andere ethnische Gruppen dem Beispiel Tibets folgen würden).

B. Politische DirektionFall Jürg Weis

M. Felber, conseiller fédéral: Il a toujours été question de l'acceptation du communiqué provenant des autorités salvadoriennes au moment de la mort de Jürg Weis. Il s'agit d'un procès d'intentions à l'adresse du DFAE. Nous n'avons jamais accepté ni publié ce communiqué qui était le seul document en notre possession mais nous avons immédiatement donné l'ordre à notre ambassadeur d'aller vérifier sur place. La mort d'un compatriote à l'étranger ne nous laisse jamais indifférents surtout lorsqu'il s'agit de mort violente. Nous avons malheureusement plusieurs cas d'accidents de ce genre; dans certains cas, on n'en parle pas ou très peu parce que les personnes qui ont perdu la vie avaient été formellement informées à l'avance des risques qu'elles prenaient et souvent déconseillées de se rendre dans certaines régions. Dans le cas de Jürg Weis, nous n'étions pas au courant de son déplacement au Salvador.

Hr. Rüegg: Aufgrund der Informationen unserer Botschaft haben wir gegen die Berichterstattung von El Salvador sehr früh Bedenken gehegt und deshalb weitere Untersuchungen verlangt. Ohne hinreichende Hinweise konnten wir aber die offizielle Version nicht in Zweifel ziehen. Die Untersuchungen, die von privater Seite geführt wurden, haben wertvolle Erkenntnisse gebracht. Wir haben das Resultat dieser Untersuchungen in einer Note an El Salvador zusammengefasst und darin festgehalten, dass uns die offiziellen Angaben nicht befriedigten. In der Folge hat der Präsident eine ausserordentliche, nur ihm unterstellte Kommission mit der weiteren Abklärung betraut. Wir verfügen heute noch nicht über das Schlussresultat; aus früheren Erfahrungen ist aber bekannt, dass diese Kommission seriös arbeitet. Wir hoffen, eine glaubwürdige Auskunft der salvadorianischen Regierung zu erhalten.

Fall Winkler

M. Berger: Il y a eu récemment un enlèvement dans le cadre d'une organisation internationale. Là, il y aurait eu un conflit de compétence; qu'en est-il exactement?

M. Felber, conseiller fédéral: A ce sujet, j'ai eu de nombreux entretiens avec le président de la Croix-Rouge. Je défendrai devant les Chambres fédérales le prochain rapport destiné à améliorer les subventions au Comité international de la Croix-Rouge. Dans le cas évoqué, il y a eu une incompréhension ou une méprise (Missverständnis). Au moment où nous avons appris l'enlèvement de Peter Winkler, le CICR nous a demandé d'être simplement attentifs et d'avertir tous les gens intéressés dans la région mais de ne pas intervenir directement, en se fondant sur le fait que la pression morale serait sans doutes suffisante à libérer M. Winkler. Le CICR ne voulait pas qu'il y ait confusion entre son organisation internationale et la Suisse. Nous avons répondu à la demande du CICR et n'avons rien entrepris pendant deux semaines. Pendant ce temps, nous n'avons aucune nouvelle, nous n'avons

pas de revendication et ne savions pas qui l'avait enlevé. Puis est arrivée la lettre de Peter Winkler disant qu'il n'avait pas été enlevé en qualité de délégué du CICR mais en qualité de citoyen suisse. Il y eut alors la phrase du Secrétaire d'Etat d'alors qui a dit: "Maintenant, c'est nous qui allons nous en occuper". Cela ne signifiait pas que nous allions nous en occuper tout seul et que nous allions enlever le dossier au CICR. Nous avons toujours travaillé d'entente avec le CICR. Aujourd'hui encore, certains journalistes prétendent que tout ce que nous avons dit n'est qu'un tissu de mensonges. Nous avons les preuves de nos actes et c'est grâce à l'ambassadeur de Suède à Damas que nous avons pu prendre les contacts nécessaires. Deux éléments ont joué: nous étions sur la bonne piste et la pression de toutes les parties en conflit au Liban a provoqué l'isolement total des ravisseurs dont le rapt n'a pas été approuvé. Nous avons reçu toutes sortes de demandes concernant la libération de Hariri. Le soir de la libération de M. Winkler, l'ambassadeur de Suède avait rendez-vous avec les ravisseurs pour leur annoncer que le Conseil fédéral ne ferait rien et que le CICR ne paierait rien. Lorsqu'il est arrivé, il n'y avait personne et M. Winkler était déjà libéré. Ce sont là les faits et la réalité.

Deutsche Demokratische Republik

Hr. Braunschweig: Anlässlich einer Reise von Parlamentariern in die DDR hat der Aussenminister den Wunsch nach einem Besuch des Vorstehers EDA geäußert. Hängt ein Besuch von den Verhandlungen über Entschädigungsabkommen ab?

Offenbar ist in der DDR im kulturellen Bereich - im Gegensatz zur politischen Ebene - eine gewisse Oeffnung spürbar. Wäre es nicht angebracht, vermehrt Kulturattachés in Länder zu entsenden, mit denen wir in politischer Hinsicht Mühe haben (evtl. auch in arabische Staaten)?

M. Felber: Après chaque voyage de parlementaires à l'étranger, nous recevons les intéressés qui nous rapportent leurs impressions.

Quant à la RDA, j'ai déjà eu un entretien à Paris et je recevrai le 17 avril M. Vischer, Ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande; il est aussi question d'une visite en RDA. J'ai accepté l'invitation - ce sera la première visite d'un Conseiller fédéral en Allemagne de l'Est - tout en retardant son exécution. Les négociations porteront sur les indemnisations des Suisses dont les biens ont été nationalisés après la guerre; ces négociations ont été interrompues plusieurs fois par les Allemands de l'Est; nous exigerons que les négociations soient pour le moins reprises et qu'elles arrivent à terme; il s'agira du 30e round! Vu l'importance que la RDA attache à cette visite, elle doit être tout particulièrement bien préparée. L'attitude de la RDA dans le cadre de la CSCE nous fait encore hésiter. Avec la Tschékoslovaquie et la Roumanie, la RDA fait partie du groupe qui a le plus freiné l'évolution du dossier des

droits de l'homme à Vienne. Là aussi, nous demandons quelques signes de bonne volonté.

Les Allemands de l'Est sont très friands de culture occidentale et ce n'est pas à la population à payer pour les difficultés que nous avons avec le régime et avec le gouvernement. Nous avons un nombre relativement réduit d'attachés culturels dans les pays où la demande est très importante et où il est justifié qu'un de nos diplomates ne soit chargé que de ce dossier. Pourtant, toutes nos ambassades doivent s'occuper des affaires culturelles. Si un pays vient à développer des relations culturelles particulièrement importantes, on pourrait imaginer, dans l'ambassade en question, l'attribution d'un diplomate supplémentaire mais nous n'avons pas trop de personnel à disposition. Nous travaillons très bien avec Pro Helvetia qui est le principal "ambassadeur de la culture".

C. Direktion für internationale Organisationen

M. Jeanneret: Vu le rôle de plus en plus important de l'Europe centrale, le département prévoit-il un renforcement possible de la place de Vienne aux dépens de Genève?

M. Felber, conseiller fédéral: Le déplacement de certains services à Vienne s'est heurté à la volonté de nombreux Etats qui ne veulent pas y siéger. Les Autrichiens font des efforts considérables pour obtenir des conférences alors que nous devons en refuser. Le personnel des Nations Unies et des organisations spécialisées préfère rester à Genève et se montrent très réticent lorsqu'il est question d'être transféré à Vienne.

M. Berger: Les missions internationales se multiplient et les ambassadeurs ont tendance à devenir des "bonnes à tout faire". Quelles en sont les conséquences sur le personnel?

M. Felber, conseiller fédéral: Le manque de personnel est évident, c'est pour nous une préoccupation constante et nous connaissons aussi des difficultés de recrutement. Le titre, aussi glorieux soit-il, ne s'obtient pas avant l'âge d'environ 48 ans. De plus, certains nous quittent en cours de route parce qu'ils obtiennent mieux ailleurs. Bien que nous ayons de plus en plus besoin de spécialistes, l'élément le plus attractif de la fonction reste la polyvalence; les gens ne changent pas seulement de postes, ils changent aussi de fonctions (économie, culture, politique, science, recherche, finance).

D. Direktion für Völkerrecht

Kongo-Schweizer

M. Houmard: Le problème des Suisses du Congo préoccupe le département depuis fort longtemps. Nous voulions remercier le Conseil fédéral de la décision qu'il a pris en janvier dernier, Or, après avoir entendu le directeur de l'OFAS, nous constatons que les négociations s'avèrent difficiles. J'ai à nouveau reçu une plainte de l'Association concernée disant: "Au lieu de prendre la balle au bond et de négocier la nature et l'importance du geste, le DFAE a encore attendu sept mois avant de répondre à la Belgique, d'où le revirement actuel que l'on sait, refus de négocier même avec un geste de Berne." Après ce refus, confirmé par M. Cotti, conseiller fédéral, quelles sont les dispositions prises? Dans le cas de la RDA, le DFAE souhaite aboutir à une solution satisfaisante, nous sommes dans la même situation face au problème des Suisses du Congo.

M. Jeanneret demande à recevoir, en cours d'année et à titre confidentiel, l'état des négociations avec tous les pays concernés par des problèmes du même ordre.

M. Felber, conseiller fédéral se déclare d'accord de faire un rapport intermédiaire sur la situation, à condition que le contenu reste confidentiel. Nous tenons à séparer clairement les négociations: pour les Suisses du Congo, elles touchent des prestations sociales auxquelles ils ont droit, pour tous les autres, il s'agit d'indemnités à titre de séquestration ou de nationalisation des biens.

M. Krafft: Contentieux de nationalisation: avec le Zaïre, les négociations touchent à leur fin; avec la RDA la prochaine phase des négociations à l'échelon des experts n'aura lieu qu'au courant de l'année mais une décision politique sera probablement nécessaire.

Ressortissants suisses du Congo: Il s'agit d'un problème de sécurité sociale, les intéressés tout comme leurs employeurs ont versé des cotisations d'assurés allant jusqu'à 20 pourcent des salaires. A l'accession à l'indépendance, la Belgique a repris une partie de ses biens et une partie a été nationalisée par le Zaïre. En 1960, la Belgique a adopté une loi assurant la continuité du régime de sécurité sociale qui mentionne que "L'adaptation des rentes au coût de la vie ne sera versée qu'aux ressortissants belges et aux ressortissants des pays avec lesquels la Belgique va conclure un accord de réciprocité". De tels accords ont eu lieu avec le Portugal, les Pays-Bas et le Luxembourg, puis il y eut le Traité de Rome dont une disposition prévoit que sont concernés tous les pays membres de la Communauté Européenne - donc pas la Suisse. L'OFAS a négocié régulièrement avec la Belgique la question de savoir s'il était possible de conclure un accord de réciprocité au sens de la loi de 1960 mais, à l'échelon juridique, il existe une incapacité d'aménager un tel accord. On a donc envisagé différentes hypothèses. La Belgique souhaite qu'en cas

de maladie, les ressortissants belges en séjour en Suisse soient pris en charge par l'assurance-maladie. Le 9 mars 1987, le Conseil fédéral a décidé de charger le DFAE de négocier à l'échelon politique.

J'ai eu l'année dernière un entretien avec les autorités belges qui proposaient - faute d'accord de réciprocité - que la Suisse verse à la Belgique une contribution substantielle lui permettant d'assurer l'égalité de traitement par le biais de versements de rentes adaptées au coût de la vie. Je n'avais pas alors la possibilité d'entrer en matière à ce sujet. La question fut alors soumise au Conseil fédéral qui, en date du 30 janvier 1989, nous a autorisé à poursuivre les négociations avec la Belgique afin d'obtenir une égalité de traitement totale entre les Suisses et les Belges dans la même situation. Je suis retourné à Bruxelles en février et j'ai dû constater que la Belgique n'exige pas seulement une contribution substantielle, mais une contribution totale assurant l'égalité du traitement (1,3 à 1,4 million par année). La situation est ainsi nouvelle et nous devons revenir devant le Conseil fédéral qui devra prendre une nouvelle décision. D'une part, les intéressés sont victimes de spoliation, d'autre part, la Belgique dispose d'une loi lui interdisant de verser des rentes adaptées au coût de la vie faute d'accord de réciprocité. Sur le plan juridique il n'y a aucune possibilité d'invoquer une base juridique quelconque pour revendiquer l'égalité de traitement; la solution à trouver sera de nature politique.

M. Houmard: Depuis plusieurs années, chacun est d'accord sur le fait que les Suisses concernés ont un droit à des prestations puisqu'ils ont versé des sommes importantes allant jusqu'à 20 pourcent de leurs salaires. L'exercice dure depuis trop longtemps, s'il continue, les personnes directement touchées seront décédées sans avoir obtenu satisfaction. Il faut absolument trouver une solution acceptable dans le plus bref délai.

M. Krafft: Lorsque vous parlez de "droit", il s'agit de constater que les revendications sont certes légitimes mais juridiquement infondées. Le système de capitalisation de l'époque ne prévoyait aucune adaptation des rentes et nous ne pouvons donc évoquer aucune cause d'arbitrage.

M. Felber, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral juge l'attitude de la Belgique comme "un peu osée". En janvier dernier, nous avons proposé au Conseil fédéral une participation au financement des rentes ou la présentation d'un message aux Chambres prévoyant une somme à évaluer, à obtenir puis à répartir. La prestation unique fut exclue.

L'OFAS ne peut rien entreprendre afin de ne pas créer de précédent. Il s'agit d'une négociation diplomatique et politique attribuée au DFAE, si la négociation échoue, il ne nous restera que la solution de l'évaluation d'un montant global à répartir.

M. Krafft: Il faut tenir compte de la création d'un précédent qui ne sera ni accepté ni compris de tous les autres Suisses de

l'étranger qui ont subi des dommages du même genre. Le cas des Suisses du Congo est certes un cas particulier mais les gens ne feront pas la distinction entre sécurité sociale et indemnité de nationalisation.

M. Berger souhaite une solution permettant d'éviter de créer un précédent. La 10e revision de l'AVS est en préparation et l'énorme montant des rentes versées à l'étranger est connu. Je crains qu'un débat politique ne crée des difficultés par la suite.

La section décide de présenter l'affaire à la commission plénière qui sera priée de se prononcer et de faire une proposition.

E. Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe

M. Houmard: Connaissez-vous la qualité de la formation donnée par l'école d'ingénieurs qui a été massivement soutenue en Indonésie?

Au Népal, la restauration et l'entretien des routes sont-ils en rapport avec nos anciennes remarques concernant la construction des routes dans ce pays?

Hr. Staehelin hat die Ingenieurschulung in Indonesien im Jahre 1982 selbst besucht. Es handelt sich um ein sehr grosses Programm. Die Swisscontact hat es im Auftrag der Weltbank stark ausgedehnt. Der Bedarf an qualifizierten Lehrkräften wird von der indonesischen Regierung sehr hoch eingeschätzt; daraus ergeben sich aber auch gewisse Wachstumsprobleme.

M. Houmard: Nous avons reçu une demande d'aide pour la création d'une école en Indonésie. Comme nous sommes encore une jeune école, je me suis adressé à l'Ecole Rosenheim qui existe depuis 65 ans déjà. Cette école m'a répondu qu'elle préparait le même projet mais que, puisque la Suisse allait s'en occuper, elle s'était retirée. Nous ne tenons pas à faire un exercice de confrontation dans deux pays et c'est pourquoi nous nous sommes déclarés d'accord de travailler d'entente avec l'Allemagne.

Hr. Staehelin: Es gibt eine Schule in Malang, die sich mit Holzverarbeitung befasst. Ich werde Ihrer Frage nachgehen.

Zu Nepal: Für die Strasse von Lamosango nach Jiri, die in das wichtige Gebiet des integrated hill development programm führt, ist ein sorgfältig erarbeitetes Unterhaltskonzept nötig. Aus diesem Grunde werden wir die Nepali in diesem Programm noch einige Jahre unterstützen müssen. Der Wiederinstandstellung von Strassen kommt in vielen Entwicklungsländern grosse Bedeutung zu.

Es gibt Stipendiaten, die einen Teil ihrer Ausbildung in der chemischen Industrie absolvieren. Es handelt sich um ein gut eingespieltes und von unseren Partnern geschätztes Programm, das zusammen mit der UNIDO organisiert wird.

Die Frage betreffend die Wiederöffnung der Mittel des FIDA (Fonds international de développement agricole) wird schriftlich beantwortet (s. ANHANG I).

Die Kriterien für die Gewährung von Nahrungsmittelhilfe wurden besser bekanntgemacht. Die Gesuche müssen begründet werden; Nahrungsmittelhilfe soll nicht als Budgetmittel verwendet werden. Beispielsweise soll kein Milchpulver in der Schweiz eingekauft werden, wenn mit weniger Geld auf Platz die gleiche Ernährungsqualität sichergestellt werden kann.

Verschuldung von Entwicklungsländern

M. Houmard: Quels sont actuellement les excédents de la balance des paiements, en particulier dans les pays les plus endettés?

M. Felber: Le Conseil fédéral traitera le problème de l'endettement des pays en développement et la possibilité de participer aux efforts de la Communauté internationale pour réduire l'endettement lors d'une prochaine séance spéciale. Ce problème concerne l'Afrique, l'Amérique latine, une partie de l'Asie et tous les pays de l'Est. Nous examinerons en particulier les propositions américaines du secrétaire au trésor concernant les pays du Tiers Monde.

Hr. Staehelin: Ich habe den Fragenkatalog, den die GPK dem EDA, dem EFD und dem EVD unterbreitet hat, mit Befriedigung zur Kenntnis genommen. Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie uns nach Abschluss Ihrer Beratungen über Ihre Schlussfolgerungen orientieren würden.

(Die ausführlichen Antworten von Hrn. Botschafter Staehelin auf die Zusatzfragen der GPK sind als ANHANG III dem Protokoll beige-fügt).

M. Felber propose de soumettre à la section un document (ANNEXE II) qui traite le problème général de l'endettement appliqué plus particulièrement aux pays à revenu moyen (Mexique, Brésil dont la capacité de développement est réelle mais qui sont surendettés).

Jusqu'en 1985 il n'existait qu'une solution qui était le rééchelonnement de la dette (allonger de quelques années en espérant une amélioration et une décharge); cette solution a abouti à un échec puisqu'en même temps, on a réinjecté de l'argent et augmenté la dette. Puis vint l'initiative Baker qui proposait de relancer la croissance, aider les exportations et imposer aux pays des politiques macroéconomiques et de réajustement structurel (dont on parle encore toujours) qui visent à promouvoir les investissements, à résorber le déficit budgétaire et à libérer ainsi les forces du marché. On sait que ces mesures ont eu des effets pervers dans certains pays et qu'elles signifiaient une augmentation des prêts des banques commerciales. Le plan Baker a été complété par un certain nombre d'éléments propres à enrichir le "menu des instruments à disposition", des nouveaux prêts, des prêts à l'utilisateur final, de l'argent-prêt avec des emprunts obligataires (nouvelle formule) au lieu de prêts syndiqués, la capitalisation des intérêts (on n'assure pas le service de la dette mais on capitalise, donc on augmente la dette de l'intérêt), des prêts à la balance des paiements (méthode plus économique) et des conversions de dettes contractées en monnaies extérieures, en monnaies nationales. On a abouti à des résultats qui représentent une stabilisation à court terme qui n'ont pas apporté la solution désirée. Parmi les causes de ces échecs: manque de flux financier, la Banque mondiale n'a pas pu augmenter ses prêts dans des proportions suffisantes et la croissance économique n'a malheureusement pas repris, le déséquilibre déjà existant a encore augmenté. Les autres éléments ont obtenu un succès partiel; il a fallu envisager une nouvelle approche qui a commencé par un plus

grand temps de réflexion à l'échelon international. La première solution était la réduction du service de la dette soit une diminution des taux d'intérêt. Il y eut ensuite plusieurs mesures envisagées: les initiatives de rachat des dettes sur le marché secondaire à des valeurs plus basses, les bons zéro, la conversion de la dette en investissements directs etc.

Actuellement, il y a lieu d'analyser le nouveau plan du secrétaire américain au trésor, il s'agit d'une proposition de nouvelle approche qui s'appuie sur quatre volets principaux: les pays-débiteurs doivent poursuivre leur stratégie d'ajustement en appliquant des politiques propres à favoriser les flux nouveaux d'investissements et renforcer l'épargne intérieure; les banques commerciales doivent fournir un éventail plus large de formes de soutien financier y compris les réductions de la dette et les réductions du service de la dette (première difficulté); les institutions financières internationales publiques doivent continuer à jouer un rôle central de catalisateur de nouveau financement et les gouvernements des pays créanciers doivent continuer à procéder aux échelonnements de dettes dans le cadre du Club de Paris. Toutes ces mesures doivent être prises ensemble, après concertation. L'objectif est une réduction de la dette commerciale de 20 pourcent pour les 39 pays endettés de cette catégorie représentant environ 70 milliards de dollars en trois ans sur une dette totale de 340 milliards de dollars.

Le Conseil fédéral examinera les possibilités de la Suisse à s'insérer dans ce nouveau plan. Certains Etats prétendent qu'il est exclu que les institutions bancaires financées par les capitaux publics se substituent aux banques privées et les banques privées trouvent la chose intéressante et attendent de voir quel sera l'effort consenti par les institutions publics avant de déterminer leurs positions. Il sera certes intéressant pour votre section de prendre connaissance en détail des mesures brièvement exposées.

F. Direktion für Verwaltungsangelegenheiten und Aussendienst

Hr. Manz: Die neue Organisationsstruktur des EDA hat sich sehr gut bewährt. Kompetenzkonflikte sind keine aufgetreten - nicht zuletzt wegen des guten persönlichen Einvernehmens zwischen dem Generalsekretär und mir.

Meiner Direktion sind drei Hauptaufgaben anvertraut:

- Personal- und Verwaltungsfragen
- alle Sicherheitsfragen
- Organisation des Aussendienstes (und Aufsicht darüber).

Das Hauptproblem ist für mich die Personalknappheit, bedingt durch einen Zuwachs an Aufgaben und Schwierigkeiten bei der Rekrutierung. Es zeigt sich, dass unser Personal in Bern und im Ausland zunehmend unter Stress gerät. Wir versuchen, dem Druck mit Prioritätensetzung, Rationalisierung und Einsatz von Informatik entgegenzuwirken. Sorgen bereiten uns auch Gesundheit und Wohlbefinden unserer Beamten und ihrer Familien. Wertvolle Arbeit leistet in diesem Zusammenhang der "Verein der Ehegatten der versetzbaren Beamten".

Grosse Beachtung schenken wir der Versetzungsdisziplin und der Versetzungsgerechtigkeit.

Zum Bereich Sicherheit: Es ist eine Verlagerung von der politischen Kriminalität zum gewöhnlichen Verbrechen feststellbar. Wir unternehmen weiterhin grosse Anstrengungen, um unsere Beamten, Sachen und Objekte zu schützen.

Der Ausbau der Informatik geht zügig voran. In den nächsten fünf bis sechs Jahren sollen alle Posten mit Informatik ausgerüstet werden.

M. Jeanneret: Après avoir entendu M. Manz sur la politique du personnel et sur la sécurité, je demande au chef du département de se prononcer lui aussi à ce sujet.

M. Felber, conseiller fédéral: La structure donne satisfaction et grâce à une année pas trop astreignante, de bonnes relations de confiance se sont établies entre les personnes. M. Manz traite tous les problèmes de personnel et informe régulièrement soit le chef du département soit le secrétaire général; il s'occupe de tous les transferts avec le secrétaire d'Etat et me soumet les propositions. Nous n'avons pas eu de difficultés; il s'agit maintenant de renforcer le secrétariat général qui est surchargé et d'y attribuer un secrétaire général adjoint.

Zusatzfragen vom 23.3.89

M. Felber: Concernant notre ambassade à Washington, il n'est pas exact de dire que cette représentation a été dotée au détriment d'autres postes. C'est évidemment le poste le plus important. Entre 1975 et aujourd'hui, l'effectif du personnel n'a été augmenté

que de deux unités. Le nombre de diplomates (8) est resté le même; il y a sur place des attachés qui viennent d'autres départements (BAWI). Nous avons limité le personnel consulaire à 6 personnes et les deux postes en plus ne sont pas des postes diplomatiques.

Concernant les attachés: Nous avons aujourd'hui 8 postes d'attachés culturels dans 8 grandes ambassades où le volume des échanges culturels les justifie (Paris, Rome, Vienne, Bonn, Londres, Washington, New York et Tokio).

Concernant le principe de la rotation: La Délégation des finances nous a demandé de ne pas accélérer le système de rotation et de maintenir un rythme raisonnable; elle a accepté nos propositions. En principe, la durée est de quatre ans (exceptions: maladie, décès, retraite ou fin de carrière, év. scolarité des enfants ou postes particulièrement difficiles ou dangereux). Nous avons au total 155 représentations; en 1988 nous avons procédé à 25 mutations tout en respectant la durée de quatre ans sans être stupidement rigide (la moyenne est de 3,7 ans).

Dritter bis Fünfter Teil

Keine Bemerkungen.

Berichterstattung vor der KommissionBerichterstatter: Hr. BraunschweigThemen:

- Information der Oeffentlichkeit
- EFFI-QM
- Spannungsgebiete (z.B. Jugoslawien)
- Kongo-Schweizer (Hr. Houmard wird sich der Angelegenheit annehmen und einen Vorschlag unterbreiten)
- Verschuldung von Entwicklungsländern (Federführung Sektion EFD)
- evtl. Informationen von Hrn. Botschafter Staehelin, DEH (je nach Inhalt des schriftlichen Berichtes) - Personalfragen / Organisationsstruktur des EDA (Hinweis auf die gute Entwicklung)



DÉPARTEMENT FÉDÉRAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

*Direction de la coopération au
développement et de l'aide humanitaire*

Le directeur

Berne, le 17 avril 1989

Monsieur Philippe Mastronardi
Secrétaire des Commissions
de gestion
Palais fédéral ouest

3003 B e r n e

Monsieur le Secrétaire,

Suite à la réunion qu'a tenue le 11 avril 1989 la Commission de gestion du Conseil national, au cours de laquelle a été posée une question sur la 3ème reconstitution des ressources du FIDA (Fonds international de développement agricole), je suis en mesure de vous faire part de ce qui suit.

L'hypothèse de travail retenue pour cette reconstitution est \$ 750 millions, soit \$ 500 millions de la part de la catégorie I (OCDE), \$ 180 millions de la part de la catégorie II (OPEP) et \$ 70 millions de la part de la catégorie III (Pays récipiendaires).

La dernière consultation entre pays membres s'est tenue les 30 et 31 mars derniers. Elle n'a pas encore permis de conclure car seuls 8 des 12 membres de la catégorie II avaient une contribution à annoncer, tandis que l'Irak faisait savoir qu'il ne participerait pas et que l'Arabie Saoudite, le Qatar et les Emirats arabes unis demandaient un délai supplémentaire tout en assurant qu'ils allaient bientôt être prêts. Une nouvelle échéance a été fixée au 6 juin prochain.

Pour une fois, un retard a au moins un avantage: le prix du pétrole continue à se raffermir et les pays de l'OPEP ont de moins en moins de raisons d'invoquer leurs difficultés économiques pour tenter de réduire encore leurs contributions. De sorte que la probabilité d'aboutir en juin est assez élevée.

Il n'empêche qu'il faut éviter à l'avenir le gaspillage de temps et d'argent qu'entraînent d'aussi longues négociations. Une redistribution des droits de vote et des sièges au Conseil d'administration, qui plus que jusqu'ici serait fonction des contributions, aurait une influence positive à cet égard. Elle est envisagée et nous l'appuyons.

F.R. Staehelin

s.C.41.125.0 - FIV/JC

Berne, le 7 avril 1989

Endettement : cas des pays endettés à revenu moyen1. Stratégie appliquée jusqu'à ce jour

Dès l'éclatement de la crise de l'endettement en 1982, un certain nombre de pays en développement ont plus particulièrement retenu l'attention dans la mesure où leurs difficultés financières entraînaient un risque grave de perturbation du système financier international. Dans un premier temps (1982-1985), la stratégie appliquée à ces pays a résidé dans des opérations de rééchelonnement de dettes et d'injection de liquidités à court (crédits-relais) et à moyen terme (paquets bancaires et du FMI). Cette stratégie permit de maîtriser le risque systémique, mais ne rétablit ni les conditions de la croissance, ni le crédit des pays débiteurs sur les marchés financiers.

C'est au vu de cette constatation que fut lancée, en automne 1985, l'initiative Baker. Cette initiative découlait du raisonnement suivant :

Pour revenir à un coefficient du service de la dette supportable, il est nécessaire de relancer la croissance, avant tout par les exportations, et de mobiliser l'épargne intérieure. A terme, il sera ainsi possible de diminuer la part des recettes en devises affectées au paiement des intérêts et d'augmenter la part de l'épargne nationale dans le financement des investissements. Les pays endettés se retrouveront ainsi dans une situation financière maîtrisable. Durant la période de transition, pour permettre de réaliser les investissements nécessaires au retour à la croissance, il est nécessaire d'augmenter les flux de ressources vers les pays endettés, et donc le niveau de la dette.

-2-

L'initiative reposait sur trois piliers :

- adoption, pas les pays débiteurs, de politiques macroéconomiques et structurelles visant à promouvoir les investissements (notamment les investissements privés et les investissements directs à l'étranger), à résorber les déficits budgétaires, à libérer les forces du marché et à assurer le bon fonctionnement du mécanisme des prix et à réduire l'inflation
- augmentation des prêts des institutions multilatérales de développement
- augmentation des prêts des banques commerciales.

En octobre 1987, le Secrétaire américain au Trésor Baker complétait son "plan" par un certain nombre d'éléments propres à enrichir le "menu" des instruments à disposition :

- prêts nouveaux destinés au financement de projets spécifiques ou au commerce
- prêts accordés directement à l'utilisateur final avec garantie de l'Etat ("on-lending")
- argent frais sous forme d'emprunts obligataires au lieu de prêts syndiqués
- capitalisation des intérêts
- prêts à la balance des paiements
- conversions de dettes contractées en monnaie extérieure en dettes en monnaie nationale
- conversions de dettes en participation au capital ("debt for equity")

-3-

- conversions de créances bancaires en obligations négociables ("debt for exit bonds").

2. Résultats

Si l'initiative Baker a permis une stabilisation à court terme du système financier international, elle n'a pas, toutefois, apporté de solution durable au problème de l'endettement. Cet échec est dû, pour l'essentiel, aux raisons suivantes, qui sont d'ailleurs étroitement liées les unes aux autres :

- a) Les flux financiers prévus n'ont pas eu lieu. D'une part, les banques commerciales n'ont pas eu de véritable intérêt à augmenter leurs prêts. A mesure qu'elles accumulaient des provisions pour pertes sur créances douteuses, elles étaient individuellement moins menacées. L'obligation même de constituer de telles provisions (de 30 à 50 % sur les nouveaux prêts) avait un effet nettement dissuasif. D'autre part, les pays débiteurs eux-mêmes se sont montrés réticents à accroître leur endettements auprès des banques (décisions politiques, conditionnalité, argent trop cher). La Banque mondiale et le FMI, quant à eux, n'ont pas non plus augmenté leurs prêts dans les proportions escomptées (augmentation des remboursements de prêts anciens, capacité d'absorption insuffisante des pays débiteurs etc.)
- b) En dépit d'une évolution économique remarquable dans les pays industrialisés et par là d'un contexte à priori favorable, la croissance économique n'a pas repris de la manière attendue dans les pays endettés. Cette situation est due, en premier lieu, au fait que les plans d'ajustement ne peuvent être mis en oeuvre que sur une base à relativement long terme. Les mesures d'ajustement - même celles qui étaient réalisables à court terme - se sont également heurtées à de fortes réticences sociales qui en ont considérablement retardé et affaibli la mise en oeuvre. Enfin, certains facteurs défavorables ont persisté dans l'environnement international, tels que la montée du protectionnisme ou le niveau trop faible des matières premières.

c) Le déséquilibre macroéconomique global, dû avant tout à une détérioration de la relation entre épargne et investissement aux Etats-Unis dans les années 80 et à l'absorption d'une part croissante de l'épargne mondiale par ce pays, n'a pas été résorbé. Ce déséquilibre s'est traduit, d'une part, par la persistance de taux d'intérêt réels élevés et, d'autre part, par une réorientation des banques américaines vers leur marché intérieur. Il a par là contribué au phénomène de transfert négatif des pays endettés vers les pays créanciers.

Les différents éléments du "menu", quant à eux, ont connu un succès partiel. Les diminutions de dettes par conversions ont atteint le montant total de \$ 17,2 mia. (dont quelque \$ 13 mia. "debt for equity") de 1984-1988. Les principaux pays qui ont appliqué de telles recettes sont l'Argentine, le Brésil, le Chili et le Mexique. Toutefois, il convient de reconnaître que ces opérations, effectuées sur une base volontaire, n'ont en aucune manière changé les données fondamentales du problème de l'endettement.

3. Nouvelle approche

Les résultats insuffisants des politiques appliquées jusqu'à ce jour ont déclenché un processus de réflexion au plan international qui n'est pas achevé à l'heure actuelle. L'objectif fondamental demeure la réduction du service de la dette à un taux supportable à court terme et qui préserve les chances de croissance et de développement à long terme des pays endettés. Cet objectif est susceptible d'être atteint, soit directement par la réduction de la charge d'intérêt, soit indirectement par une diminution du niveau de la dette. Cette seconde alternative occupe actuellement une place centrale dans la recherche d'une nouvelle approche. Elle serait censée s'effectuer sur une base volontaire et en respectant la logique du marché. Un certain nombre de techniques ont été formulées et déjà appliquées dans certains cas :

a) Rachat au comptant de dettes sur le marché secondaire ("Debt buy-back" ou "Debt for cash") :

Une telle solution implique que le pays débiteur a à sa disposition des réserves excédentaires en devises qui lui permettent de procéder à un tel rachat. Il est également concevable qu'il emprunte de telles réserves pour l'occasion. Dans ce cas, il y a substitution et en principe réduction du nombre de créanciers en même temps que diminution de la dette extérieure.

b) Conversion de la dette en investissement direct ("Debt for equity")

Les créances envers un pays débiteur sont acquises par un investisseur direct (entreprise) qui obtient en contre-partie des fonds locaux lui permettant d'acquérir une participation au capital productif du pays en question.

c) Mobiliérisation de la dette ("Debt for bonds")

Les créances fiduciaires, diminuées de la décote sur le marché secondaire (ou de toute autre décote définie de manière "exogène"), sont échangées contre des obligations nouvelles émises par le pays débiteur. Les obligations peuvent être cédées à des tiers sur le marché secondaire lorsque les créanciers initiaux désirent s'en séparer. La dette extérieure diminue du montant de la décote.

d) Utilisation de la dette pour le financement d'importations en provenance des pays débiteurs ("Debt for goods")

Les importateurs acquièrent des créances sur le pays débiteur sur le marché secondaire. Ils les échangent contre des fonds locaux, avec lesquels ils paient les biens importés.

e) "Debt for environment"

Le problème de la protection de l'environnement dans les pays endettés se pose aujourd'hui avec acuité. Il existe un lien direct, dans certains cas, entre endettement et détérioration ou destruction des ressources. On pourrait concevoir le financement d'investissements en monnaie locale pour la protection ou la préservation de l'environnement en combinant ce financement avec une opération de désendettement.

f) "Debt for development"

Dans la mesure où les pays endettés reçoivent de l'aide de programmes ou toute autre aide dépensée sous forme de fonds locaux, cette aide pourrait être combinée avec une opération de désendettement.

Les techniques ci-dessus ne vont pas sans susciter quelques questions. Une condition du succès d'une opération de réduction de dette réside sans aucun doute dans son ampleur, et dépend donc à la fois de la décote sur le marché secondaire et de la motivation des banques commerciales. Dans les transactions "Debt for bonds", cette motivation sera influencée notamment par l'assurance qu'auront les banques que les nouvelles créances acquises seront effectivement servies et remboursées à l'échéance, d'où la problème de la création d'un éventuel mécanisme de garantie. En tout état de cause, les possibilités évoquées ci-dessus ne constituent pas en elles-mêmes un paradigme exclusif. Elles doivent être complémentaires des politiques appliquées jusqu'ici, dont elles constituent à la fois une extension et, dans une certaine mesure, une correction. En particulier, les réductions de dette n'élimineront pas la nécessité de nouvelles opérations de rééchelonnement ou de transfusion d'argent frais. Le "mix" optimal dépendra finalement de la constellation propre à chaque débiteur. De ce fait, une stratégie "cas par cas" demeurera indispensable.

4. Le Plan Brady

4.1 Principaux éléments

Le Plan Brady, né d'une réévaluation de la stratégie américaine par la nouvelle administration Bush, constitue à l'heure actuelle la principale proposition de nouvelle approche. En tant que tel, il a fait l'objet d'une discussion intensive lors des récentes réunions de printemps des organismes directeurs des institutions de Bretton Woods. Le plan repose sur quatre volets essentiels :

- a) Les PAYS DEBITEURS doivent poursuivre leur stratégie d'ajustement en appliquant des politiques propres à favoriser les flux nouveaux d'investissements, renforcer l'épargne intérieure et promouvoir le retour des capitaux en fuite.
- b) Les BANQUES COMMERCIALES doivent fournir un éventail plus large de formes de soutien financier, y compris réduction de la dette, réduction du service de la dette et argent frais; dans ce contexte, les "negative pledge clauses" figurant dans les contrats en vigueur doivent être suspendues, par exemple pour une période donnée.
- c) Les INSTITUTIONS FINANCIERES internationales doivent continuer à jouer un rôle central de catalyseurs de nouveau financement et soutenir et encourager les efforts visant à réduire la dette et le service de la dette. Une partie de leurs fonds peut être utilisée pour financer des plans spécifiques de réduction de dette (garantie ou "cash" pour des actions de "buy-back") ou pour garantir le paiement d'intérêts.
- d) Les GOUVERNEMENTS DES PAYS CREANCIERS doivent continuer à procéder aux rééchelonnements de dettes dans le cadre du Club de Paris tout en maintenant ouvertes les garanties contre les risques à l'exportation pour les pays débiteurs qui procèdent à l'ajustement. Ils peuvent, par ailleurs, fournir un financement additionnel ("In addition, cre-

-8-

ditor countries which are in a position to provide additional financing in support of this effort may wish to consider to doing so") de même qu'ils doivent réduire les obstacles fiscaux et réglementaires rendant plus difficiles les opérations de réduction de dettes.

D'un point de vue quantitatif, selon les informations données par D. Mulford devant une commission du Sénat américain, l'objectif général est une réduction de la dette commerciale (et du service correspondant) de 20 % pour 39 pays endettés, principalement sous forme de "debt-equity swaps". L'on semble ainsi envisager une diminution de \$ 70 mia. sur une dette totale de \$ 340 mia. (sur trois ans), ainsi qu'une baisse des versements d'intérêt de \$ 20 mia. Un tel objectif exigerait une mise de fonds initiale de \$ 20-25 mia. par le FMI et la Banque mondiale destinée à financer des opérations de "buy-back", d'achat de "zero-bonds" du Trésor américain pour garantir le paiement d'"exit bonds" à l'échéance et la garantie du paiement d'intérêts futurs.

D'une manière générale, la réaction au Plan Brady peut être considérée comme positive. Le communiqué du Groupe des Sept du 2.4.1989 précise notamment que "the debt strategy should be strengthened by placing greater emphasis on voluntary debt and debt service reduction in agreement with the commercial banks as a complement to new lending". L'idée d'une utilisation de ressources du FMI et de la Banque mondiale (dans une mesure limitée) pour faciliter des transactions de diminution de dette est acceptée. Le Communiqué précise toutefois que les négociations concrètes sont l'affaire des pays débiteurs et des banques commerciales. Le point le plus controversé demeure la possible entremise des institutions de Bretton Woods quant à une garantie du service de nouvelles obligations émises en lieu et place des anciennes créances bancaires ("debt for bonds"). Avant tout, la Grande-Bretagne et la RFA sont opposées à tout transfert de risques privés sur les institutions internationales et les gouvernements. Le FMI et la Banque mondiale ont néanmoins été invités à étudier la possibilité (dans les limites de leurs principes établis) d'un soutien au paiement d'intérêt.

-9-

Pour le reste, il est à noter que l'on s'en tient au principe de la conditionnalité et de l'ajustement, ainsi qu'à une stricte approche cas par cas.

L'accueil de la communauté bancaire demeure pour l'instant encore assez prudent, sans être négatif. Leur attitude ne pourra véritablement être testée que dans un cas concret. L'on s'attend généralement à ce que le Mexique constituera le premier cas où l'on tentera l'application de la nouvelle stratégie.

ANHANG III

Antworten von Hrn. Botschafter
Fritz Staehelin auf Zusatzfragen

Frage 4

Langfristige Folgen der Verschuldung (wirtschaftliche und soziale Konsequenzen: Übermässiger Schuldendienst behindert Wirtschaftswachstum, vermindert Investitionen, bremst laufende Reformen). Welche Länder betrifft dies? Welches sind die Folgen für unsere Entwicklungshilfe?

a) Welches sind die speziell betroffenen Länder?

Die Verschuldungskrise und die Belastung des Budgets durch den Schuldendienst haben besonders schwerwiegende langfristige Konsequenzen für die Länder mit niedrigem Einkommen, die sehr hoch verschuldet sind (über 20 Länder in Afrika südlich der Sahara).

Andere Länder mit mittleren Einkommen und mit schwachen wirtschaftlichen Grundlagen, mit wenig diversifizierten Ausfuhren, leiden ebenfalls stark unter den Folgen einer ausserordentlich hohen Verschuldung, Verschuldung, die sich vor allem in den Siebzigerjahren aufgebaut hat (Nigeria, Elfenbeinküste, Bolivien, Costa Rica, Honduras, Nicaragua, Philippinen).

Auch in den Schuldnerländern mit sehr grossem wirtschaftlichem Potential (Brasilien, Mexiko, u.a.m.) drückt die Verschuldungskrise auf die Investitionen und verlangsamt das Wachstum. Die Ausschöpfung der natürlichen Reichtümer des Landes werden schwieriger und viel kontroverser und auch die gerechtere Verteilung des Volkseinkommens wird erschwert.

Je diversifizierter die wirtschaftliche Struktur eines Landes ist, und je bedeutsamer die Integration dieses Landes in den Welthandel, desto weniger wird die Verschuldung zu einem unüberwindbaren Hindernis für die wirtschaftliche und soziale Entwicklung des Landes. Es geht darum, in jedem Fall die beste Verbindung einer Finanzierung von aussen mit einer glaubwürdigen Stabilisierungspolitik und mit tiefgreifenden wirtschaftlichen Anpassungen zu verbinden.

b) Folgen für die Entwicklungszusammenarbeit der Schweiz.

Die ärmsten Länder werden sich nur an die neuen Bedingungen der Weltwirtschaft anpassen und nach und nach die Verschuldungskrise überwinden können, wenn ihre Strukturreformen durch eine verstärkte Finanzhilfe von den Industriestaaten über längere Jahre nachhaltig unterstützt werden.

Das Volumen der internationalen Hilfe ganz allgemein und auch die Beiträge der Schweiz im speziellen, müssen vergrössert und die Form der Hilfe muss den neuen Bedürfnissen angepasst werden.

In der schweizerischen Politik der Entwicklungszusammenarbeit haben wir wegen der Verschuldungskrise folgende Aenderungen eingeführt:

- die Schweiz hat die Initiativen der Weltbank zugunsten der besonders schwer verschuldeten afrikanischen Länder unterstützt durch eine Verstärkung der bilateralen Zahlungsbilanzhilfen und durch eine namhafte Erhöhung der Kofinanzierungen von Strukturanpassungsprogrammen. Von 1985-88 sind so ungefähr 250 Millionen Franken verpflichtet worden. Diese Hilfe, die rasch ausbezahlt werden soll, und die mit der Verwirklichung von Wirtschaftsreformen eng verbunden sein muss, wird sicher auch in den kommenden Jahren noch in grossem Umfang weitergeführt werden müssen.
- Unser Land hat mit 5 Millionen Franken zum Rückkauf der kommerziellen Aussenschuld von Bolivien beigetragen. Dank dieser Aktion, an der sich verschiedene Länder, koordiniert durch den internationalen Währungsfonds, beteiligten, gelang es Bolivien, seine Schuld gegenüber Handelsbanken um ca. 250 Millionen Dollar zu reduzieren. Aehnliche Aktionen werden zur Zeit international geprüft zugunsten von afrikanischen Ländern. Die Schweiz wird aufmerksam prüfen, ob sie sich daran beteiligen kann.

- Da unsere Partnerländer infolge der Schuldenkrisen immer grössere Budgetschwierigkeiten haben, hat die Schweiz in den vergangenen Jahren immer mehr im Rahmen der technischen Zusammenarbeit einen Teil der Finanzierung von Lokalkosten und von laufenden Unterhaltskosten übernommen. Diese Entwicklung ist kurzfristig unvermeidlich und sicher auch gerechtfertigt, denn nur so können sehr wichtige Einrichtungen, wie z.B. Schulen und Gesundheitsdienste, weiter funktionieren. Mittelfristig werden wir jedoch diese Leistungen wieder reduzieren müssen, weil sie die Abhängigkeit vom Ausland auf gefährliche Art verstärken.

- Die Verschuldungskrise und die Anpassungsmassnahmen wirken sich auch auf die Projekte der Entwicklungszusammenarbeit aus. Diese Auswirkungen sind oft nachteilig, z.B. wenn die Saläre der lokalen Experten so niedrig gehalten werden, dass diese noch einer zweiten Tätigkeit nachgehen müssen, um ihre Familie ernähren zu können, oder wenn die Budgetkürzungen dazu führen, dass die geplanten Tätigkeiten gar nicht durchgeführt werden können, weil die erforderlichen Betriebsmittel fehlen. Umgekehrt können die wirtschaftlichen Reformmassnahmen, die unter dem Zwang der Anpassung getroffen werden, sich auch positiv auf Entwicklungsprogramme und Entwicklungsprojekte auswirken. Insbesondere werden die Einkommen der Landwirte erhöht, Subventionen, die ungerecht und ineffizient sind, werden gekürzt und auch Wechselkursverfälschungen werden abgeschafft.

Frage 6

Benachteiligte Bevölkerungsschichten (die ärmere Bevölkerung leidet unter den Begleiterscheinungen der Verschuldungskrise; die Sozialindikatoren in der ersten Hälfte der Achtzigerjahre haben sich in zahlreichen Ländern verschlechtert).

a) Hat sich diese Entwicklung noch verschärft?

In zahlreichen Ländern, die in die Verschuldungsfalle geraten sind, hat sich die Lage der besonders schwachen Bevölkerungsschicht im Verlaufe der ersten Hälfte der Achtzigerjahre deutlich verschlechtert. In den allerletzten Jahren ist diese Entwicklung recht unterschiedlich verlaufen. So hat sich in den ärmsten Ländern Afrikas südlich der Sahara in den Jahren 1986-88 das Einkommen und auch der Konsum pro Kopf der Bevölkerung leicht erhöht, und dies zum ersten Male seit mehr als zehn Jahren. Das war eine Folge besserer Ernten und auch verstärkter internationaler Hilfe. In Lateinamerika verlief die Entwicklung je nach Land sehr verschieden.

Einerseits konnten ganz bescheidene Verbesserungen in Bolivien und in Chile erzielt werden, während sich andererseits die Lage in Peru und in Brasilien deutlich verschlimmerte.

Allgemein kann festgestellt werden, dass die Entwicklung der Lage für die ärmeren und schwächeren Bevölkerungsschichten sowohl durch die Zwänge, die von der Verschuldungskrise ausgehen, als auch durch die Wirtschafts- und Sozialpolitik bestimmt wird, die von den betreffenden Regierungen verfolgt wird. Hiezu kommen dann noch die Ratschläge, die diese Regierungen von den internationalen Organisationen erhalten.

b) Welche Erfolge erzielen die speziellen Sozialprogramme, die den sozialen Kosten der Strukturreformen begegnen sollen?

Die Schweiz engagiert sich entschieden für diese Aspekte der Strukturanpassungsprogramme. Die DEH unterstützt das Programm

der Weltbank betreffend die sozialen Dimensionen des Anpassungsprozesses in Afrika. In den Ländern, in denen sich unsere Zusammenarbeit konzentriert, setzen wir uns für die Formulierung von Anpassungspolitiken ein, die mit dem Kampf zur Verringerung der absoluten Armut vereinbar sind. Zu diesen Politiken gehören u.a. auch soziale Ausgleichsmassnahmen, welche notwendig werden, wenn gewisse Subventionen gestrichen werden, wenn Abwertungen erfolgen und Lebensmittelpreise erhöht werden müssen.

Zur Zeit sehen wir eine schweizerische Beteiligung an den Sonderprogrammen zu diesem Zwecke in Ghana, Mozambique, Tansania und im Tschad vor.

In Ghana ist das Programm Pamscad eben erst praktisch angelaufen. Schon vor zwei Jahren wurde ein solches Programm beschlossen. Das langsame Anlaufen macht deutlich, wie schwach die Verwaltungsdienste und auch die nichtstaatlichen Organisationen in den afrikanischen Ländern, ganz besonders auf der lokalen Ebene sind. Ich muss feststellen, dass einmal mehr der Verzug bei der Ausarbeitung der sozialen Programme im Zusammenhang mit drakonischen wirtschaftspolitischen Massnahmen zu zusätzlichen Leiden für die benachteiligten Bevölkerungsschichten zu führen droht.

In Bolivien hingegen gelang es dem Fonds für dringliche soziale Massnahmen rasch erstaunlich positive Ergebnisse zu erzielen: Ende 1988 arbeiteten 26'000 Personen in Projekten, die von diesem Fondo Social de Emergencia unterstützt wurden. Dieser Fonds hat in weniger als zwei Jahren schon 225'000 Monatslöhne (insgesamt 18 Millionen Dollar) ausgerichtet. Nach Berichten der bolivianischen Behörden soll die Zahl der arbeitslosen Personen dank dieses Fonds um 20% verringert worden sein. Die Projekte, die vom Fonds unterstützt wurden, und die noch einige Monate weitergeführt werden sollen, ermöglichten die Rehabilitierung von sozialen Infrastrukturen, den Bau von billigen Wohnungen oder Behausungen und die Verbesserung des Schulwesens, etc.

Es ist übrigens nicht ausgeschlossen, dass die bolivianische Regierung in Zukunft diese sehr wirksame Methode der Zusammenarbeit mit der betroffenen lokalen Bevölkerung anwenden wird, um schrittweise die sozial immer noch sehr angespannte Lage des Landes zu verbessern.

*Auszug aus Protokoll
GPH-N vom 23./24.5.89*

fixation d'une votation. D'une part, le Conseil fédéral envisage un délai, d'autre part ses motifs de fond expliquent son attente. La Commission de gestion peut exprimer au Conseil fédéral son voeu de ne pas répéter trop souvent cette procédure et de ne pas instaurer une telle pratique dans d'autres cas d'initiatives.

Beschluss:

Die Kommission genehmigt den Briefentwurf ohne den Hinweis ... "noch vor den Sommerferien" mit grossem Mehr gegen eine Stimme.

Themen der Berichterstattung im Rat:

- Generalsekretärenkonferenz
- Realisierung der Regierungsrichtlinien
- Uebersetzungswesen

Berichterstatter: Hr. Braunschweig

Eidg. Departement für auswärtige Angelegenheiten

- Neue Spannungen

Hr. Braunschweig: Einerseits ist im Verhältnis Ost/West eine Entspannung feststellbar, andererseits gibt es eine Zunahme von Spannungen zwischen einzelnen Volksgruppen und Völkern in Vielvölkerstaaten (Beispiele: Jugoslawien, Rumänien, UdSSR). Der Departementschef legte dar, es sei schwierig zu beurteilen, ob ein Konflikt eine rein regionale Angelegenheit sei, oder ob eine Ausweitung befürchtet werden müsse. Die politischen Strukturen Jugoslawiens - die auf einen einzelnen Staatsmann ausgerichtet waren - versagen heute. Zusammen mit den wirtschaftlichen Schwierigkeiten des Landes könnte dies dazu führen, dass Jugoslawien wieder vermehrt in das östliche Lager gedrängt wird. Der Bundesrat klärt ab, ob durch die Bildung eines Fonds ein Beitrag zur Stabilisierung der Lage geleistet werden könnte. Eine wirtschaftliche Unterstützung käme aber nur in Frage, wenn wirtschaftliche Veränderungen erfolgen.

Im Falle der Sowjetunion kamen die Konflikte im westlichen (christlichen) Teil ziemlich unerwartet, während es in den muslimischen Republiken schon länger garte.

- Personal- und Strukturfragen

Hr. Braunschweig: Die neue Organisationsstruktur des EDA hat sich bewährt. Kompetenzkonflikte sind keine aufgetreten und die Beziehungen unter den leitenden Beamten sind gut.

Ein Hauptproblem des EDA ist die Personalknappheit. Der Beruf des Diplomaten hat stark an Attraktivität verloren und der Stress hat zugenommen. Das Departement ist sehr aktiv, um die Sicherheit seines Personals auf den Aussenposten zu gewährleisten. Es ist

eine Verlagerung von der politischen Kriminalität zum gewöhnlichen Verbrechen feststellbar. Der Versetzungsgerechtigkeit wird grosse Aufmerksamkeit geschenkt; in der Regel werden die Mitarbeiter während vier Jahren an einem Ort eingesetzt. Nach meiner Auffassung würden die Vorteile eines längeren Aufenthalts die Nachteile überwiegen.

- Kongo-Schweizer

Der Kommission liegt der Entwurf zu einer Motion vor.

M. Houmard: Le sujet n'est pas nouveau, il a déjà souvent fait l'objet d'interventions parlementaires. A mon avis, il est temps d'arriver à une conclusion. Les ressortissants suisses du Congo, tout comme leurs employeurs, ont versé des cotisations importantes allant jusqu'à 20% des salaires. Lors de l'accession du Congo à l'indépendance, la Belgique a repris une partie de ses biens, une autre partie a été nationalisée. En 1960 la Belgique a adopté une loi assurant la continuité du régime de sécurité sociale valable pour les ressortissants belges et pour les ressortissants avec lesquels des accords avaient été conclus, en particulier avec le Portugal, les Pays-Bas et le Luxembourg. Ensuite le Traité de Rome a été appliqué à tous les pays de la Communauté Européenne et c'est parce que la Suisse ne fait pas partie de la CEE que nos ressortissants se trouvent dans une situation particulière.

A plusieurs reprises, l'Office fédéral des assurances sociales a essayé de trouver une solution dans un accord de réciprocité. Les Belges étaient d'accord d'entrer en matière et demandaient qu'en cas de maladie, les ressortissants belges en séjour en Suisse soient pris en charge par l'assurance-maladie suisse. La Commission de gestion est intervenue à plusieurs reprises auprès du DFAE et auprès du DFI pour trouver une solution acceptable. Par décision du 9 mars 1987, le Conseil fédéral a chargé le DFAE de tout mettre en oeuvre pour obtenir de la part des autorités belges que les ressortissants suisses confrontés à des problèmes d'inadéquation de leurs rentes de sécurité sociale soient traités comme les ressortissants belges ou ceux de la CEE (égalité de traitement). Le 30 janvier 1989, le Conseil fédéral a confirmé cette décision; il a chargé le DFAE de poursuivre les négociations avec la Belgique.

Actuellement, les négociations s'enlisent, elles auraient même été interrompues. Lors de nos entretiens avec le DFAE et avec le DFI nous avons constaté que les efforts entrepris jusqu'ici pour une reconnaissance des revendications de nos compatriotes en matière d'égalité de traitement n'ont pas abouti. Il y a donc maintenant 30 ans que la question est en suspens et le malaise est évident. A notre avis, il est urgent de prendre des mesures et c'est pourquoi je vous propose de présenter une motion suggérant au Conseil fédéral de présenter au Parlement un arrêté fédéral prévoyant un crédit d'engagement.

Selon M. Krafft, ambassadeur, une visite du roi des Belges est annoncée pour cet automne; dans l'intérêt des deux parties, les

problèmes en suspens devraient être liquidés avant. D'autre part, le ministre des affaires étrangères belge va quitter son poste au mois de juin et l'ambassadeur suisse en Belgique a été mandaté par M. Felber, conseiller fédéral, pour traiter le sujet; une certaine pression de la part du Parlement suisse paraîtrait judiciaire.

Le point essentiel de la motion est le suivant: "Le montant des crédits annuels inscrits au budget de la Confédération (env, 1,2 millions) sera fixé en tenant compte de la part que la Belgique sera prête à verser." Il ne s'agit donc pas d'ouvrir simplement un crédit destiné à la liquidation du cas mais d'un montant à adapter suite aux toutes prochaines discussions avec la Belgique. L'affaire pourrait ainsi être réglé dans un délai d'un mois environ.

Hr. Allenspach erkundigt sich, ob durch eine solche Regelung nicht ein Präjudiz geschaffen würde, auf das sich andere Staaten und Gruppen berufen könnten.

M. Jeanneret: L'année dernière, pour des raisons de préjudices M. Felber nous demandait d'être discret et promettait un rapport verbal à la section pour l'ensemble des Suisses de différents pays dont le Congo n'est qu'un exemple. En avril 1989, nous avons repris ce dossier et le chef du DFAE a formellement séparé le cas des Suisses du Congo des autres cas. Dans son exposé, M. Krafft a souvent soulevé le problème du précédent et c'est bien là la question centrale. Pouvons-nous, en politique extérieure, prendre le risque que la Suisse intervienne financièrement dans un pays avec lequel nous avons des relations diplomatiques. Il s'agit véritablement d'un cas tout à fait particulier; le Parlement peut agir sans créer de préjudices aux autres cas.

Hr. Wanner: Das Bundesamt für Sozialversicherung hat ähnliche Bedenken geäußert. Es handelt sich vor allem um gut bemittelte Leute. Ich kann der Motion zwar zustimmen, aber nicht mit sehr gutem Gewissen.

Hr. Braunschweig: Aus menschlichen Gründen sollte die Angelegenheit zu einem guten Ende gebracht werden. Als Jurist habe ich aber Bedenken.

Frau Fankhauser hat Bedenken wegen der Gleichstellung. Wie rechtfertigen wir eine solche Ausnahmelösung, wenn wir unsere Leute mit Beitragslücken auf die Ergänzungsleistungen verweisen müssen? Ich könnte mich höchstens mit der Rückzahlung der Beiträge einverstanden erklären. Ist es wirklich notwendig, dass wir mit einer Motion Akzente setzen, wenn die diplomatischen Bemühungen laufen?

Hr. Seiler Rolf teilt die Auffassung von Frau Fankhauser nicht. Die Beitragslücke ist eine Lücke im Gesetz und kann nicht mit dem speziellen Problem der Kongo-Schweizer verglichen werden. Es ist an der Zeit, dass hier etwas geschieht und das Unrecht gemildert wird. Ich bin deshalb sehr für die Motion.

M. Berger: Fort de ce qui a été dit jusqu'ici, des assurances reçues et du fait que notre pays respecte les engagements qu'il prend en matière sociale à l'égard des ressortissants étrangers qui ont travaillé dans notre pays et qui s'expatrient, je ne vois pas quel est l'incident diplomatique qui pourrait se présenter. Il faut à mon avis saisir l'occasion de régler une question qui traîne depuis de nombreuses années, quitte à rencontrer quelques difficultés.

M. Houmard insiste sur le fait que le problème préoccupe la Commission de gestion depuis de nombreuses années et que c'est la première fois que nous recevons une réponse claire de la part du Conseil fédéral. Ce dernier fait une nette distinction entre les Suisses du Congo et les ressortissants suisses d'autres pays qui ne seront pas traités de la même manière pour éviter de créer un préjudice.

Il s'agit maintenant de mettre la Belgique en face de ses obligations et de traiter une question fondamentale après avoir entrepris toutes les négociations imaginables. Quant à savoir quelles sont les personnes riches ou pauvres qui doivent être prises en considération et quel est le montant à prévoir, toutes ces questions seront réglées par les services compétents. Après avoir payé le 20% d'un salaire, il n'est véritablement pas normal de ne retirer que 200.- francs par mois!

Toutes nos informations sont très récentes et notre intervention permettrait une liquidation rapide. La motion a été élaborée en collaboration avec M. Krafft qui s'est occupé de cette affaire dès le début et qui en connaît tous les détails.

Hr. Mastronardi (zur verfassungsrechtlichen Situation): Bei einer Motion wird die rechtliche Ausgestaltung dem Bundesrat überlassen. Ich nehme nicht an, dass verfassungsrechtliche Probleme entstehen; die Regelung muss wohl in Form eines allgemeinverbindlichen Bundesbeschlusses erfolgen.

Die Kommission genehmigt die Motion mit 12 : 0 Stimmen mit einigen Enthaltungen.

M. Jeanneret tient à savoir si la Commission de gestion du Conseil des États traite également ce problème et quel est son avis.

M. Mastronardi: Il serait difficile de prendre des contacts à l'avance car, lorsque le Conseil national aura pris sa décision quant à la motion, une commission ad hoc sera créée dans la deuxième Chambre pour traiter l'affaire.

Geschäftsbericht

Hr. Hösli: In der ganzen Bundesverwaltung werden Personalbegehren gestellt. Wir sollten uns grundsätzlich überlegen, wie wir dazu Stellung nehmen wollen. Zurückhaltung ist am Platz.

Hr. Braunschweig: Die Ausserungen des Departements sind als Berichterstattung zu betrachten. Im Vordergrund standen qualitative Fragen, wie die Verbesserung der Sicherheit und die gesundheitlichen Probleme.

Hr. Rutishauser ist ebenfalls der Auffassung, die Kommission solle sich zu Personalbegehren der einzelnen Departemente zurückhaltend äussern; wenn aber eine Aufgabe nicht erfüllt werden kann (wie bei der Information) kommen wir nicht umhin, das Personalproblem in die Betrachtungen einzubeziehen.

Frau Fankhauser regt an, eine Untersuchung darüber zu veranlassen, weshalb der Beruf des Diplomaten nicht mehr begehrt ist.

Themen der Berichterstattung im Rat

- Spannungen innerhalb von Staaten
- Personalprobleme des EDA
- Motion Sozialversicherungsansprüche der ehemaligen Kongo-Schweizer

Berichterstatter: Hr. Braunschweig, Hr. Houmard (für die Motion)

Eidg. Departement des Innern

M. Houmard: A l'Office de la santé publique, nous avons examiné trois problèmes: le SIDA, la drogue et les médicaments dans les fourrages.

SIDA: en 1987, le département a élaboré un concept comprenant quatre volets: la surveillance de l'épidémie, la prévention, la consultation et la recherche. Selon l'estimation de l'office, 20 à 30'000 personnes sont positives en Suisse. Ce chiffre se base sur les tests résultant d'environ 2'000 consultations. En 1988, le nombre de cas déclarés s'élevait à 702. Il s'agit de maintenir les efforts de surveillance et de prévention. En vertu de l'ordonnance du Conseil fédéral instituant des mesures pour empêcher la transmission de maladies infectieuses, tous les prélèvements de sang sont obligatoirement soumis au tests de dépistage. La campagne de prévention vise tout particulièrement à rendre attentifs les toxicomanes, à modifier leur comportement et à mettre en garde les jeunes contre la consommation de drogue par injection. L'office fonde son activité sur l'hypothèse optimiste de la découverte - avant l'an 2'000 - d'un traitement causal ou d'un vaccin. Il s'agit donc pour l'instant d'endiguer au mieux le problème et de coordonner les efforts.

Drogue: Un rapport sera soumis au Conseil fédéral dans le courant de l'année. L'Institut suisse de prophylaxie de l'alcoolisme a reçu un mandat d'étude, l'Office élabore un rapport sur les aspects sociaux et les perspectives de la prévention de la drogue en Suisse. Une commission traite l'initiative Rechsteiner.

NATIONALRAT
Geschäftsprüfungskommission

3003 Bern, 5. April 1989 Mdi/ep

An alle Sektionen

Geschäftsbericht 1988

Zusätzliches Querschnittthema EFFI-QM

Sehr geehrte Dame
Sehr geehrte Herren

Die Sektion EDI hat an ihrer Sitzung vom 4. April beschlossen, Sie zu bitten, den Stand des Projektes EFFI-QM in den Departementen zu einem zusätzlichen Querschnittthema zu machen. (Dieses Projekt prüft im Anschluss an die amtspezifischen Rationalisierungsmassnahmen des Projektes EFFI die amtsübergreifenden Möglichkeiten der Effizienzsteigerung).

Die Geschäftsprüfungskommission ist grundsätzlich daran interessiert, dass das Projekt erfolgreich zu Ende geführt wird. Daher könnten zum Beispiel folgende Fragen gestellt werden:

1. Laufen die Teilprogramme zu EFFI-QM in Ihrem Departement programmgemäss?
2. Werden die vorgesehenen Abläufe eingehalten (Rolle von Projektleitung und projektbegleitendem Ausschuss)?
3. Sind negative Auswirkungen der Verschiebung der Projektleitung vom Finanzdepartement in die Bundeskanzlei spürbar?
4. Können (und sollten) die Bedingungen, unter denen das Projekt heute abläuft, verbessert werden, um einen Erfolg sicherzustellen (zum Beispiel Information der betroffenen Dienste, Möglichkeiten der Dienste, an den Umsetzungsentscheiden mitzuwirken)?

Mit freundlichen Grüssen

Der Sekretär der Geschäfts-
prüfungskommissionen


Ph. Mastronardi

CONSEIL NATIONAL
Commission de gestion

3003 Berne, le 5 avril 1989

A toutes les sections

Rapport de gestion 1988

Thème supradépartemental complémentaire EFFI-QM

Madame,
Messieurs,

Lors de sa séance du 4 avril 1989, la section DFI a décidé de vous demander de faire de l'état actuel du projet EFFI-QM dans tous les départements, l'objet d'un thème supradépartemental complémentaire. (Suite aux mesures spécifiques de rationalisation dans chaque office, ce projet est destiné à examiner les possibilités d'augmenter l'efficacité entre les offices).

La Commission de gestion est fondamentalement intéressée au succès du projet. C'est la raison pour laquelle les questions suivantes vous sont proposées:

1. Dans votre département, les programmes partiels EFFI-QM se déroulent-ils dans les délais?
2. Les développements prévus sont-ils respectés (rôle de la conduite du projet et de son comité d'accompagnement)?
3. Les effets négatifs du transfert de la conduite du projet du Département des finances à la Chancellerie fédérale se font-ils ressentir?
4. Les conditions garantissant le succès du projet pourraient-elles (ou devraient-elles) être améliorées (par exemple par l'information des services concernés, par la possibilité donnée à ces services de contribuer aux décisions d'application)?

Veuillez agréer, Madame et Messieurs, mes salutations les meilleures.

Le secrétaire des
Commissions de gestion



Ph. Mastronardi



GESCHÄFTSPRÜFUNGSKOMMISSION DES NATIONALRATES
 COMMISSION DE GESTION DU CONSEIL NATIONAL
 COMMISSIONE DELLA GESTIONE DEL CONSIGLIO NAZIONALE

Tel. Nr. (031) 61 97 12

3003 Bern, den 23. März 1989

An den Vorsteher des Eidg.
 Departementes für auswärtige
 Angelegenheiten
 Herrn Bundesrat R. Felber
 Bundeshaus West

3003 B e r n

Geschäftsbericht 1988, Zusatzfragen

Sehr geehrter Herr Bundesrat,

Im Auftrag des Sektionspräsidenten, Herrn Nationalrat Braunschweig, bitte ich Sie an der Sitzung vom 11. April 1989 die nachstehenden Zusatzfragen zu beantworten:

1. Trifft es zu, dass unsere Botschaft in den Vereinigten Staaten in den letzten Jahren zulasten anderer Vertretungen personell besonders gut dotiert worden ist?
2. Die Kulturattachés unserer Botschaften könnten gerade in Ländern, die sich kulturell stark von der Schweiz unterscheiden, oder zu denen die Beziehungen schwierig sind, eine besondere Verständigungsfunktion erfüllen. Sind in diesen Ländern in den letzten Jahren vermehrt Kulturattachés eingesetzt worden oder besteht eine entsprechende Absicht dazu im Departement?
3. Das Rotationsprinzip im diplomatischen Corps führt in der Regel zu einem Wechsel des Stelleninhabers alle drei bis vier Jahre. Dies schafft zum Teil Probleme für die Kontinuität der Aufgabenerfüllung. Prüft das Departement eine Verlängerung des heute geltenden Turnus?

Ich danke Ihnen für Ihre Bemühungen und versichere Sie, sehr geehrter Herr Bundesrat, meiner ausgezeichneten Hochachtung.

Im Auftrag des Sektionspräsidenten
 Der Sekretär:

Ph. Mastronardi

Kopie:

- an die Sektionsmitglieder

Berne, le 18 octobre 1988

Note aux Directions, à tous les services de la centrale
et aux représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger

Service de Presse et Information

Le Service de Presse et Information (SPI) est rattaché, comme le prévoit la Loi sur l'Organisation de l'administration fédérale, au Secrétariat général, organe d'état-major du Département.

Les décisions concernant la stratégie et la substance de l'information appartiennent au Chef du DFAE qui chargera le SPI de l'exécution. Le Chef du SPI, en tant que porte-parole du Département, reçoit ses instructions en premier lieu du Chef du DFAE. Il est cependant chargé de les exécuter en étroite consultation et collaboration avec les Directions du DFAE.

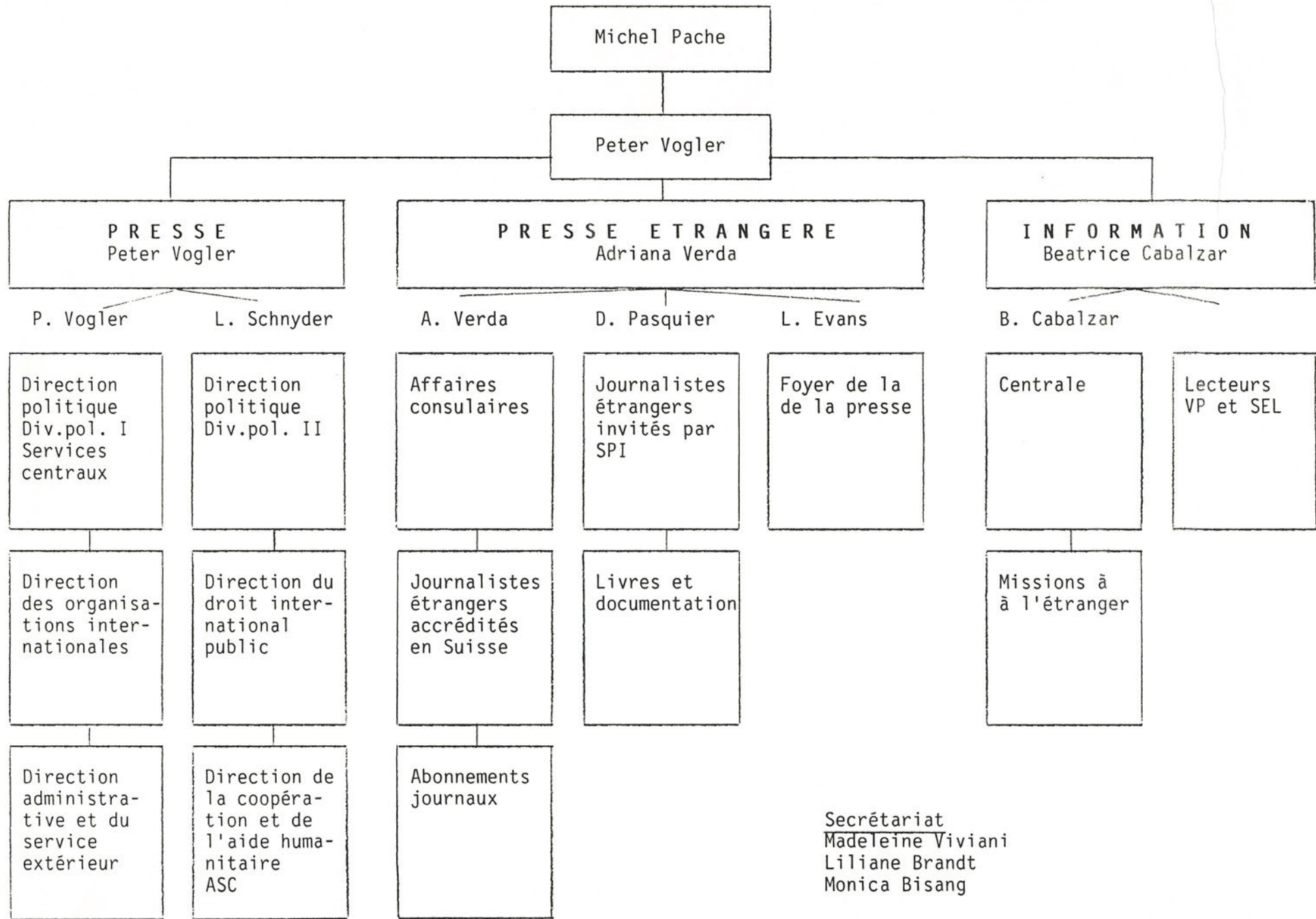
Les Directions renseigneront à temps le SPI des objets en cours afin que les décisions sur la nécessité/opportunité, et le cas échéant la teneur de l'information, puissent être prises au moment approprié par le Chef du DFAE. A cet effet, elles s'adresseront aux personnes responsables du SPI selon l'organigramme et le plan de travail ci-joints. Elles agiront de même pour toutes les propositions destinées au Conseil fédéral.

Le SPI continuera à être l'interlocuteur principal des journalistes; ils s'adresseront - comme c'était l'habitude jusqu'à présent - en premier lieu au SPI pour d'éventuelles questions. Le SPI leur répondra directement en se fondant sur les informations recueillies auprès des Directions et services du DFAE et du Chef du DFAE. Le SPI peut, dans les cas et dans les domaines où cela s'avère indiqué ou nécessaire, renvoyer les journalistes aux fonctionnaires chargés d'un dossier spécifique. Le SPI sera tenu au courant des questions posées par des journalistes afin qu'il puisse informer le Chef du DFAE avant la parution des réponses et des interviews dans la presse.



René Felber

SERVICE DE PRESSE ET D'INFORMATION



NATIONALRATSommersession 1989 - Session d'été 1989

Zu 89.021 Motion der Geschäftsprüfungskommission
vom 23. Mai 1989

Sozialversicherungsansprüche der ehemaligen Kongo-Schweizer

Der Bundesrat wird eingeladen, dem Parlament einen Bundesbeschluss vorzulegen, der die Eröffnung eines Verpflichtungskredits vorsieht, aus dem der Bund Schweizern, die im ehemaligen Belgisch-Kongo Sozialversicherungsbeiträge bezahlt haben, Ergänzungszahlungen leistet. Diese Leistungen sollen sicherstellen, dass die Betroffenen gleich behandelt werden wie die belgischen Staatsbürger, die sich in der gleichen Lage befinden. Die Höhe der jährlich in den Voranschlag aufzunehmenden Kredite wird unter Berücksichtigung des Anteils festgelegt, den Belgien zur Sicherstellung dieser Gleichbehandlung zu zahlen bereit ist.

Revendication des Suisses de l'ancien Congo belge en matière de sécurité sociale

Le Conseil fédéral est invité à présenter au Parlement un arrêté fédéral prévoyant l'ouverture d'un crédit d'engagement destiné à permettre à la Confédération de verser aux ressortissants suisses qui ont cotisé à la sécurité sociale de l'ancien Congo belge des compléments de rentes leur assurant une égalité de traitement totale avec les ressortissants belges se trouvant dans la même situation. Le montant des crédits annuels inscrits au budget de la Confédération sera fixé en tenant compte de la part que la Belgique sera prête à verser pour assurer cette égalité de traitement.

Kommissionssprecher: Houmard

NATIONALRAT
Geschäftsprüfungskommission

Beschluss der Kommission vom
25. Januar 1989

F R A G E N zur Prüfung des Geschäftsberichtes 1988

DEPARTEMENT FUER AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

I Querschnitt-Thema: Information der Oeffentlichkeit

Die Kommission wünscht von der Bundeskanzlei und von jedem Departement einen kurzen Bericht über die Praxis zum Prinzip der Information der Oeffentlichkeit durch die Verwaltung aus der Sicht der zentralen Informationsdienste (vgl. unseren Bericht dazu im Amtlichen Bulletin N 1982 S. 640ff.)

Dabei interessieren vor allem folgende Fragen:

1. Haben sich Organisation und Praxis des Informationswesens seit der Inspektion der Geschäftsprüfungskommission entsprechend unseren Wünschen entwickelt?
2. Wie wird darauf geachtet, dass bereits bei der Erarbeitung der Verwaltungsleistungen berücksichtigt wird, dass die Ergebnisse den Bedürfnissen der Oeffentlichkeit gerecht werden sollen (z.B. Aspekt der "bürger nahen Verwaltung")?
3. Welches sind die heutigen Möglichkeiten und Schwierigkeiten der Informationsdienste der Departemente und der Bundeskanzlei bei der Erfüllung ihrer Aufgabe? (z.B. Zugang zu den Verwaltungsinformationen, Koordinationsprobleme, Konflikt zwischen der Dringlichkeit, dem Zwang zu spontaner Antwort einerseits, der Verpflichtung andererseits, Auskünfte nach Instruktion durch den Departementsvorsteher zu erteilen).

II Schwerpunktthema Departement für auswärtige Angelegenheiten

Verschuldung von Entwicklungsländern (gemäss dem Bericht des Departementes vom April 1988 und mündlichen Ergänzungen).

1. Politische Direktion: Fall Jürg Weis

Welche zusätzlichen Ergebnisse haben offizielle und private Abklärungen zur Ermordung des Schweizerbürgers Jürg Weis in El Salvador bis anhin ergeben? Welche Konsequenzen hat das Departement für sich, bzw. unsere diplomatischen und konsularischen Vertretungen gezogen? (mündlich)

2. Direktion für Völkerrecht: Kongo-Schweizer

Die Sektion wünscht Auskunft über die Gründe für die Verzögerung des Geschäftes, das zwischen dem EDA und dem EDI zu behandeln gewesen ist. Auf der Grundlage des Aussprachepapiers, das dem Bundesrat vorgelegt worden ist, wünscht die Sektion mit den Departementsvorstehern die Beschlüsse des Bundesrates und die mögliche Rolle des Parlamentes in dieser Angelegenheit zu erörtern (das Thema wird sowohl in der Sektion EDA wie in der Sektion EDI behandelt, schriftlich)

Bitte die schriftlichen Berichte in 10 deutschen und 6 französischen Exemplare bis zum 13. März 1989 dem Sekretariat der Geschäftsprüfungskommissionen, Bundeshaus West, 2. Stock, Büro 220/222 zustellen.

CONSEIL NATIONAL
Commission de gestion

Décision de la commission
du 25 janvier 1989

Q U E S T I O N S pour l'examen du Rapport de gestion 1988

DEPARTEMENT DES AFFAIRES ETRANGERES

I SUJET INTERDEPARTEMENTAL: Information du public

La commission demande à la Chancellerie fédérale et à chaque département un bref rapport sur la mise en pratique du principe de l'information du public par l'administration du point de vue des Services centraux de l'information (cf. notre rapport y relatif dans le Bulletin officiel N 1982 p. 640s.).

La commission s'intéresse tout particulièrement aux questions suivantes:

1. Depuis l'inspection de la Commission de gestion, l'organisation et la pratique de l'information ont-elles été adaptées à nos demandes?
2. Comment prend-on en considération le fait que les résultats devant être adaptés aux exigences du public (sous l'aspect d'une "administration proche du citoyen"), il faut tenir compte de ces exigences déjà à partir de l'élaboration des prestations de l'administration?
3. Quelles sont aujourd'hui les possibilités et les difficultés des Services d'information des départements et de la Chancellerie fédérale dans l'accomplissement de leurs tâches (par exemple accès aux informations de l'administration, problèmes de coordination, conflit entre l'urgence ou la contrainte de donner des réponses spontanées d'une part, d'autre part le devoir de donner des renseignements selon les instructions du chef du département)?

II' Sujet principal du Département des affaires étrangères

Endettement des pays en voie de développement (sur la base du rapport du mois d'avril 1988 et d'indications verbales).

III Questions particulières

1. Direction politique: Affaire Jürg Weis

Quels sont les résultats des enquêtes officielles et privées concernant l'assassinat du citoyen suisse Jürg Weis au Salvador? Quelles sont les conséquences tirées par le département pour ses représentations diplomatiques et consulaires? (verbalement)

2. Direction du droit international public: Suisses du Congo

La section tient à connaître les raisons du retard apporté à cette affaire qui devait être traitée entre le DFAE et le DFI. Sur la base du papier de discussion du Conseil fédéral, la section demande à s'entretenir des décisions du Conseil fédéral et du rôle éventuel du Parlement (cet objet sera traité par la section DFI et par la section DFAE, par écrit).

Veillez faire parvenir les rapports écrits en 10 exemplaires allemands et 6 exemplaires français avant le 13 mars 1989, au Secrétariat des Commissions de gestion, Palais fédéral ouest, 2e étage, bureaux 220 et 222.

NATIONALRAT

Geschäftsprüfungskommission

3003 Bern, 31. März 1989 Mdi/ep

Geschäftsbericht 1989; Zusatzfragen für die SektionssitzungenQuerschnittsthema: Information der Oeffentlichkeit1. Fragen an alle Informationschefs

- 1.1 Was können Sie im direkten Verkehr mit den Sachbearbeitern (im Einzelgeschäft) tun, um das Prinzip der "bürgernahen Verwaltung" durchzusetzen (training on the job zur adressatengerechten Erarbeitung der Verwaltungsleistungen)?
- 1.2 Wie erfahren Sie den Inhalt der zu vermittelnden Information: nach dem Beschluss/Ereignis, durch Teilnahme daran oder durch Mitwirkung bei seiner Vorbereitung (können Sie die Geschäfte vom Informationsaspekt her beeinflussen)?
- 1.3 Erleben Sie Konflikte zwischen zwei Forderungen:
 - a. Information als Führungsinstrument von Bundesrat und Verwaltung (Steuerungsmittel zur Durchsetzung einer Politik)
 - b. Information als öffentliche Rechenschaftsablage von Bundesrat und Verwaltung (Mittel öffentlicher Verwaltungskontrolle)?
- 1.4 Könnte die Belastung des zentralen Informationsdienstes durch (vermehrte) Dezentralisierung - verbunden mit Schulung und Koordination - verringert werden?
- 1.5 Wie wirkt sich die fehlende Möglichkeit zu eigener Weiterbildung und zur Schulung dezentraler Informationsdienste aus?

2. Fragen an Informationschefs einzelner Departemente2.1 Bundeskanzlei

- a. Wäre es nicht Sache der Bundeskanzlei, eine vergleichende Analyse der Bedürfnisse und Möglichkeiten der Departemente im Informationswesen vorzunehmen, um dem Bundesrat zu gestatten, die Berechtigung gewisser Forderungen zu beurteilen:
zum Beispiel:
 - Weiterbildung der zentralen und dezentralen Informationsdienste

- Vergleich der Infrastrukturen und Rationalisierungsmöglichkeiten - Stellenbedarf
 - Erfolg der Kurse für Chefbeamte (Auftritte vor Radio und Fernsehen)
- b. Halten sich die Bundeshausjournalisten nun an Sperrfristen (früher haben sie sich einmal geweigert)?
 - c. Worin liegt der angebliche Widerspruch zwischen adressatengerechter Präsentation und den Kriterien für das Publikationswesen? Wo verhindert eine kostenbewusste Nutzenüberlegung die wirkungsvolle Gestaltung von Veröffentlichungen?

2.2 EDA

Welche Rolle spielen dezentrale Informationsbeauftragte, wenn eine Dienstanweisung des Departementschefs den zentralen Informationsdienst für Auskünfte als zuständig erklärt? Zeigt die Praxis nicht doch, dass ein Merkblatt über die Auskunftserteilung nützlich wäre?

2.3 EDI

- a. Die permanente Erreichbarkeit des zentralen Informationsdienstes ist mit einem Stellvertreter zu 50% kaum zu gewährleisten: Wie muss bei den heutigen Medienbedürfnissen ein Dienst dotiert sein, um die Forderung der Geschäftsprüfungskommission zu erfüllen?
- b. Wann wird die departementsinterne Regelung der Auskunftserteilung vorliegen?
- c. Wie soll das künftige Informationskonzept des Departements in die Praxis umgesetzt werden?

2.4 EJPD

- a. Wie hat sich das fehlende fachtechnische Weisungsrecht des zentralen Informationsdienstes bisher ausgewirkt (dezentrale Stellen erst seit 1984/1986)?
- b. Wie soll die Auskunftserteilung geregelt werden?
- c. Wird die Informationszuständigkeit bei der Einsetzung von Experten und Expertenkommissionen noch nicht in jedem Auftrag geregelt?
- d. Wie werden die Linienverantwortlichen darin geschult, bereits bei der Erarbeitung der Verwaltungsleistungen auf die Bedürfnisse der Öffentlichkeit zu achten?

2.5 EMD

Was soll Inhalt des künftigen Informationskonzeptes sein?

2.6 EFD

- a. Ist die Teilzeitstellvertretung (75%) hinreichend, um die jederzeitige Erreichbarkeit des Dienstes zu gewährleisten?
- b. Hat das Fehlen eines Weisungsrechtes schon nachteilige Folgen gezeitigt oder spielt es in der Praxis bereits?

2.7 EVD

- a. Umfassen die "erforderlichen Kompetenzen" implizit ein fachtechnisches Weisungsrecht oder genügt die "Abspracheverpflichtung"?
- b. Wie wird das neue Informations-Konzept durchgesetzt?

2.8 EVED

- a. Die Teilzeitstellvertretung (30%) genügt kaum, um die permanente Erreichbarkeit sicherzustellen. Welche Folgen hat dies?
- b. Hat der zentrale Informationsdienst kein fachtechnisches Weisungsrecht?
- c. Genügt der zentrale Dienst modernen Anforderungen noch, wenn er weder über eigene journalistische Erfahrung verfügt, noch sich weiterbilden kann?
- d. Ist keine Regelung (Merkblatt) für die Auskunftserteilung geplant?

Der Sekretär der Geschäfts-
prüfungskommissionen


Ph. Mastronardi

Geht an:

- alle Kommissionsmitglieder

Rapport de gestion 1988 - Questions complémentaires pour les séances de sections

Objet interdépartemental: INFORMATION DU PUBLIC

- 1 Question à tous les chefs de l'information
- 11 Que pouvez-vous faire, dans vos rapports directs avec les préposés à des affaires déterminées, pour mettre en oeuvre le principe d'une administration proche des citoyens (formation en cours d'emploi à une exécution des prestations administratives appropriées aux destinataires)?
- 12 Comment obtenez-vous la substance de l'information à transmettre: après la décision ou l'événement, en y participant ou en prenant part à sa préparation (pouvez-vous influencer sur l'affaire sous l'angle informatif)?
- 13 Constatez-vous des conflits entre ces deux exigences:
- a. Information comme instrument de direction du Conseil fédéral et de l'Administration (moyen d'orienter l'application d'une politique)
 - b. Information comme moyen pour le gouvernement et l'administration de rendre compte de leur activité (moyen de contrôle public du fonctionnement de l'administration)?
- 14 Pourrait-on réduire la charge de travail du Service central d'information par une décentralisation plus poussée accompagnée de formation et de coordination?
- 15 Quelles sont les conséquences de l'absence de possibilités d'auto-formation et de formation au bénéfice des collaborateurs des services d'information décentralisés?
- 2 Questions aux chefs de l'information des départements
- 21 Chancellerie fédérale
- a. Ne conviendrait-il pas que la Chancellerie fasse une analyse comparative des besoins et des possibilités des départements en matière d'information afin de mettre le Conseil fédéral à même d'apprécier le bien-fondé de certaines exigences?
Exemple:
 - perfectionnement des collaborateurs des services d'information centraux et décentralisés
 - comparaison des infrastructures et des possibilités de rationalisation - besoin en postes
 - résultat des cours pour fonctionnaires supérieurs (passages à la radio et à la TV)

- b. Les journalistes du Palais fédéral respectent-ils les embargos (ils avaient refusé de le faire)?
- c. En quoi consiste la prétendue contradiction entre une présentation des faits conforme aux intérêts des destinataires d'une part et les critères régissant les publications d'autre part? En quoi des considérations liées aux coûts mettent-elles en péril l'efficacité des publications?

22 DFAE

Quel est le rôle des délégués à l'information des offices lorsqu'une instruction de service du chef du département déclare le chef du service central d'information responsable de la communication des renseignements? L'expérience ne montre-t-elle pas qu'une notice explicative fixant les modalités de la fourniture des informations serait utile?

23 DFI

- a. Comment assurer la disponibilité permanente du service central d'information avec un suppléant à mi-temps? Comment doter un tel service de manière à satisfaire d'une part aux besoins actuels des médias et d'autre part aux exigences de la Commission de gestion?
- b. Quand sera disponible le règlement départemental de la communication des renseignements?
- c. Comment les principes en matière d'information élaborés par le département seront-ils mis en oeuvre?

24 DFJP

- a. Quelles ont été les répercussions du pouvoir insuffisant du Service central d'information d'émettre des instructions quant aux aspects techniques de l'information (compte tenu du fait que les postes d'information décentralisés n'existent que depuis 1984/1986)?
- b. Comment sera réglée la communication des renseignements?
- c. Est-il exact que la compétence en matière d'information n'est pas encore réglée dans chaque mandat lors de la mise à contribution d'experts ou de commissions techniques?
- d. Comment entend-on former les responsables hiérarchiques pour s'assurer que l'on tient compte des besoins du public dès la préparation des prestations de l'administration?

25 DMF

Quels seront les principes régissant l'information?

26 DFF

- a. L'occupation aux trois-quarts (75%) du poste suffit-elle pour garantir la disponibilité permanente du service?
- b. L'absence de pouvoir d'émettre des instructions a-t-elle déjà eu des effets fâcheux ou se manifeste-t-elle déjà dans la pratique?

27 DFEP

- a. Les compétences exigibles englobent-elles implicitement un pouvoir d'émettre des instructions quant aux aspects techniques de l'information ou estime-t-on suffisante l'obligation de concertation?
- b. Comment le nouveau schéma de l'information est-il mis en pratique?

28 DFTCE

- a. L'occupation à temps partiel (30%) du service d'information ne saurait guère suffire à assurer une disponibilité permanente. Quelles en sont les conséquences?
- b. Le service central d'information n'a-t-il pas le pouvoir d'émettre des instructions quant aux aspects techniques de l'information?
- c. Le service central peut-il satisfaire aux exigences modernes alors que son responsable ne dispose ni d'une expérience journalistique ni de possibilités de se perfectionner?
- d. N'a-t-on prévu aucun règlement ou notice explicative régissant les modalités de la fourniture des renseignements?

Le secrétaire des
Commissions de gestion



Ph. Mastronardi

Distribué:

- à tous les membres de la commission

NATIONALRAT
 Geschäftsprüfungskommissionen
 Sektionen EDA, EFD und EVD

3003 Bern, 5. April 1989
 Mdi/ep

Zusatzfragen für die
Sektionssitzungen

Geschäftsbericht 1988; Verschuldungskrise

Fragen an die drei zuständigen Departemente

(auf der Grundlage des Berichts des EDA vom April 1988)

1. Zahlungsbilanz

- a. Wie gross sind die ^{Ertrags} Zahlungsbilanzüberschüsse der Schweiz (seit 1980, absolut und in Prozenten des Volumens) gegenüber den Entwicklungsländern? (EDA/EVD)
- b. Insbesondere gegenüber jenen Ländern mit den grössten Schuldenlasten (pro Kopf ihrer Bevölkerung)? (EDA/EVD)
- c. Wie sind diese Zahlen zu interpretieren: Hilft die Schweiz einem Entwicklungsland erst, wenn die Zahlungsbilanz für sie negativ ist, oder nützt der Handel dem Entwicklungsland auch bei ungünstigerer Bilanz? Wo liegt die Schwelle (zum Beispiel dort, wo der Kapitalfluss geringer ist, als die Inlandkredite)? Für welche Länder ist diese Schwelle erreicht?

2. Rentabilitätsrechnung der Kredite (vgl. 1 c.)

- a. Trifft die Annahme zu, dass jeder Zusatzkredit an ein Entwicklungsland dann für dieses rentabel ist, wenn das durch den Kredit verursachte Wachstum der Inlandproduktion einen Ertrag erzielt, der die Zunahme des Schuldendienstes mehr als deckt? Wie ist dieser Ertrag zu definieren? (EVD)
- b. Für welche Entwicklungsländer wurde dieses Erfordernis im Schnitt seiner Schuldenverhältnisse vor (bzw. nach) dem Baker-Plan erfüllt? (EDA/EVD)

3. Wirkungen des Baker-Planes

Das EDA spricht dem Baker-Plan wenig entlastende Wirkung für die Entwicklungsländer zu, hingegen habe er den Handelsbanken gestattet, ihre Stellung zu stärken. Dies gelte insbesondere auch für die Schweizer Banken.

- a. In welchem Ausmass hat sich der Zahlungsverkehr der (Schweizer) Banken seit 1985 zu deren Gunsten verändert?
- b. Welche Renditen oder Defizite wurden von den (Schweizer) Banken in den letzten vier (bzw. 10) Jahren auf dem Entwicklungsländer-Geschäft erzielt, bzw. getragen? (EFD/EVD (ERG)).

4. Langfristige Folgen der Verschuldung

Das EDA verweist auf langfristige wirtschaftliche und soziale Konsequenzen der Verschuldung von Entwicklungsländern. Ein übermässiger Schuldendienst behindere in zahlreichen Ländern die Entwicklung, indem er das Wirtschaftswachstum verlangsamt, die Investitionen vermindere und die laufenden Reformen bremse.

- a. Für welche Länder gilt dies?
- b. Welches sind die Folgen für unsere Entwicklungshilfe (zum Beispiel Wegfall der Eigenleistung des Entwicklungslandes; Geschenkcharakter unserer Hilfe statt Hilfe zur Selbsthilfe: Verweigerung von Mischkrediten, wo der Empfängerstaat seinen Anteil von 15% nicht mehr aufbringen kann)? (EDA/EVD)

5. Politik des Verschuldungswachstums

Stimmt die Grundannahme des Baker-Planes noch, dass die Verschuldung durch zusätzliche Kredite (und Auflagen betr. Strukturanpassungen) überwunden werden kann (= Beschleunigung des "Wettlaufs" der Wachstums- und Verschuldungsraten), oder muss umgekehrt primär der Schuldendienst reduziert werden, damit Wachstum reinvestiert werden kann (statt zur Schuldentilgung eingesetzt)?

- a. Vgl. das Umdenken in der Entwicklungshilfe vom Ansatz bei der Ueberwindung der Armut zur Senkung des Bevölkerungswachstums zum (teilweise) umgekehrten Vorgehen.
- b. Widerspricht der zweite Ansatz (Senkung der Darlehenszinse) den Grundsätzen der Privatwirtschaft? Müssen daher die Industriestaaten die Schulden übernehmen (= zum Teil Inhalt des neuen Brady-Planes), oder können sie den eigenen Banken Zinsvorschriften machen (evtl. verbunden mit staatlichen Beihilfen)? (EDA/EVD/EFD)

6. Benachteiligte Bevölkerungsschichten

Das EDA weist darauf hin, dass die ärmere Bevölkerung in den Entwicklungsländern unter den Begleiterscheinungen der Verschuldungskrise leidet; in zahlreichen Ländern haben sich die Sozialindikatoren in der ersten Hälfte der achtziger Jahre verschlechtert.

- a. Hat sich diese Entwicklung noch verschärft?
- b. Welche Erfolge erzielen (oder versprechen) die speziellen Sozialprogramme, die sich den sozialen Kosten der Krise zuwenden (für die Schweiz war von Bolivien und Ghana die Rede)? (EDA/EVD)

7. Anforderungen an die Wirtschafts- und Handelspolitik

Das EDA schätzt den Erfolg als gering ein, den Weltbank und Währungsfonds beim Bemühen gehabt haben, von den Industrieländern eine Wirtschafts- und Handelspolitik zu erwirken, die die Schuldenlast der Entwicklungsländer erleichtern würde.

- a. Wie sind diese Bemühungen heute zu beurteilen?
- b. Was kann die Schweiz dazu beitragen?
- c. Wie kann sie das Interesse der Entwicklungsländer an einer Liberalisierung des Handels mit Landwirtschaftsgütern im Rahmen der GATT-Verhandlungen gegen ihre Eigeninteressen gewichten? (EVD)

Der Sekretär der Geschäfts-
prüfungskommissionen


Ph. Mastronardi

CONSEIL NATIONAL
Commission de gestion
Sections DFAE, DFF, DFEP

3003 Berne, le 5 avril 1989

Questions complémentaires pour
les séances des sections

Rapport de gestion 1988 - Crise de l'endettement

Questions aux trois départements compétents

(base: rapport d'avril 1988 du DFAE)

1 Balance des paiements

- a. Quels sont les excédents de la balance des paiements de la Suisse depuis 1980 (en valeur absolue et en pour-cent) à l'égard des pays en développement? (DFAE/DFEP)
- b. Quels sont en particulier ces excédents à l'égard des pays les plus endettés (par habitant)? (DFAE/DFEP)
- c. Comment interpréter ces chiffres: la Suisse ne fournit-elle une aide effective que lorsqu'elle accuse un solde déficitaire de la balance des paiements, ou le commerce avec les pays en développement a-t-il des effets favorables même en cas de solde déficitaire pour ces pays? Où se situe le seuil (par exemple dans les pays où l'afflux de capitaux est inférieur au volume des crédits intérieurs)? Pour quels pays ce seuil est-il atteint?

2 Rentabilité des crédits (cf. 1 c.)

- a. Est-il vrai que chaque crédit additionnel à un pays en développement n'est rentable pour ce pays que lorsque la croissance de la production intérieure suscitée par ce crédit aboutit à un produit excédant la hausse du service de la dette? Comment définir ce produit? (DFEP)
- b. Pour quels pays en développement cette exigence a-t-elle été remplie, en ce qui concerne la structure de son endettement, avant, ou le cas échéant après, la publication de plan Baker? (DFAE/DFEP)

3 Effets du plan Baker

Selon le DFAE, le plan Baker aurait peu amélioré l'état de l'endettement des pays en développement, mais aurait, par contre, renforcé la position des banques commerciales. Ceci serait vrai notamment des banques suisses.

- a. Dans quelle mesure le trafic des paiements des banques suisses s'est-il modifié en faveur des banques commerciales depuis 1985?
- b. Quels sont les rendements ou les déficits enregistrés par les banques suisses ces quatre (ou dix) dernières années dans les affaires conclues avec des pays en développement (DFE/DFEP (GRE)).

4 Effets à long terme de l'endettement

Selon le DFAE, l'endettement des pays en développement a des conséquences économiques et sociales à long terme. Lorsque le service de la dette est excessif, il entraverait le développement dans de nombreux pays du fait qu'il ralentit la croissance économique, affaiblit l'investissement et freine les réformes en cours.

- a. Quels sont les pays touchés?
- b. Quelles en sont les conséquences pour notre aide au développement (par exemple renoncement à l'apport propre du pays en développement, caractère de don de l'aide, qui ne suscite plus un développement autonome, refus d'accorder des crédits mixtes lorsque l'Etat bénéficiaire ne peut plus fournir son apport de 15%)? (DFAE/DFEP)

5 Politique d'accroissement de l'endettement

La thèse fondamentale du plan Baker est qu'il est possible de surmonter l'endettement par des crédits additionnels assortis de charges, notamment de l'obligation de procéder à des ajustements structurels (il en résulterait une accélération de la "compétition" entre les taux de croissance et d'endettement). Cette thèse est-elle correcte, ou faut-il au contraire réduire d'abord le service de la dette afin de favoriser la croissance et par là l'investissement (et éviter ainsi l'absorption de la croissance par l'amortissement de la dette)?

- a. Analogie: Si on croyait autrefois que l'aide au développement devait d'abord viser à maîtriser la pauvreté pour susciter un abaissement du taux de croissance de la population, on pense actuellement que le contraire est vrai aussi.
- b. Le second principe (abaissement des taux de prêt) est-il contraire aux règles de l'économie privée? Faut-il alors que les pays industriels prennent les dettes en charge (comme le veut pour une part le nouveau plan Brady) ou peuvent-ils édicter des directives régissant les intérêts à l'intention de leurs propres banques (en les assortissant éventuellement d'aides publiques)? (DFAE/DFEP/DFE)

6 Couches défavorisées de la population

Selon le DFAE, les couches pauvres des pays en développement souffrent particulièrement des conséquences de l'endettement. Dans nombre de pays, les indicateurs sociaux se sont détériorés pendant la première moitié des années huitante.

- a. Cette évolution s'est-elle renforcée?
- b. Quels sont les résultats visée (ou promis) par les programmes sociaux quant à la compensation des coûts sociaux de la crise (cas de la Bolivie et du Ghana, en rapport avec la Suisse)? (DFAE/DFEP)

7 Exigences vis-à-vis de la politique économique et commerciale

Le DFAE juge limité le succès rencontré par les efforts de la Banque mondiale et le Fonds monétaire pour obtenir que les pays industriels pratiquent une politique économique et commerciale tendant à alléger le fardeau de la dette des pays en développement.

- a. Que faut-il penser de ces efforts?
- b. Comment la Suisse peut-elle y contribuer?
- c. Comment notre pays peut-il faire valoir contre ses propres intérêts ceux des pays en développement quant à une libéralisation du commerce des produits agricoles au titre des négociations de l'AGETAC (GATT)? (DFEP)

Le secrétaire des
Commissions de gestion



Ph. Mastronardi

EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
FUER AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, 24. Februar 1989

NATIONALRAT
Geschäftsprüfungskommission

Geschäftsbericht 1988

Frage III. 2 : Kongo-Schweizer

Die Sektion wünscht Auskunft über die Gründe für die Verzögerung des Geschäftes, das zwischen dem EDA und dem EDI zu behandeln gewesen ist. Auf der Grundlage des Aussprachepapiers, das dem Bundesrat vorgelegt worden ist, wünscht die Sektion mit den Departementsvorstehern die Beschlüsse des Bundesrates und die mögliche Rolle des Parlamentes in dieser Angelegenheit zu erörtern.

I

1. Der Bundesrat hat das EDA in seinem Entscheid vom 9. März 1987, der sich ebenfalls auf das Entschädigungsabkommen mit Zaïre und die Lage der Algeriengeschädigten bezieht, beauftragt, alles zu unternehmen, um von den belgischen Behörden zu erreichen, dass die Schweizer Bürger, die seit der Erlangung der Unabhängigkeit des ehemaligen Belgisch-Kongo mit dem Problem der Unangemessenheit ihrer Sozialversicherungsrenten konfrontiert sind, gleich wie belgische Staatsangehörige in der gleichen Situation behandelt werden. Das belgische Gesetz vom 16. Juni 1960, das die Sozialversicherungsorganismen der Angestellten des Belgisch-Kongo und von Ruanda-Burundi unter die Garantie und die Kontrolle des belgischen Staates gestellt hat, sieht die Indexierung der Grundrente an die Lebenshaltungskosten in der Tat nur für belgische Staatsangehörige und Angehörige von Ländern vor, mit denen ein Gegenseitigkeitsabkommen abgeschlossen worden ist. Diese Anpassung an die Teuerung ist nunmehr vom Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaft in Luxemburg in mehreren Entscheiden in den Jahren 1977, 1980 und 1983 auch für die Angehörigen der Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaft anerkannt worden. Am 17. Juli 1963 hat die belgische Regierung ein Gesetz erlassen, das für die Angestellten von belgischen Unternehmen in Zaïre ein neues freiwilliges Ueberseesozialversicherungssystem einführte, das die oben

beschriebene Ungleichbehandlung aufrechterhält. Dessen geschäftsführendes Organ, das belgische Ueberseesozialversicherungsamt (OSSOM), hat unter anderem die Aufgabe, den Berechtigten der alten Kolonialsysteme die Rentenzahlung zu gewährleisten.

2. Zur Zeit befinden sich beinahe 800 Personen in dieser Lage, unabhängig davon, ob sich ihr Statut auf das belgische Gesetz von 1960 oder dasjenige von 1963 bezieht. Nur ungefähr 200 beziehen im Moment belgische Renten, wobei die Mehrheit ausschliesslich für das Sozialversicherungssystem von vor 1960 Beiträge bezahlt hat. Wenn sich auch das Mandat, welches dem EDA übertragen wurde, nur auf die Lage der Schweizer Bürger in Bezug auf das Gesetz vom 16. Juni 1960 bezieht, zeigt die Prüfung des Problems doch, dass das Los der Schweizer, welche an das neue System von 1963 Beiträge bezahlt haben, nicht vernachlässigt werden kann. Deshalb besteht Grund zur Annahme, dass die Zahl von 200 in den kommenden Jahren noch zunehmen wird. Nichtsdestoweniger gilt es zu bedenken, dass Belgien beabsichtigt, jegliche Ungleichbehandlung, die auf das Gesetz von 1963 zurückgeht, zu beseitigen, so dass sich die Zahl der Bezüger von belgischen Renten, die mit dem Problem der Unangemessenheit konfrontiert sind, nach einer leichten Zunahme stabilisieren sollte.

Eine gewisse Anzahl unserer Landsleute hat sich mit dem Ziel, ihre Interessen gemeinsam zu verteidigen, in einem Verein organisiert, der "Association de défense sociale des Suisses du Congo" (ADSSC), deren Präsident Paul Brunner die Bundesverwaltung unablässig bearbeitet, um die Gleichbehandlung zu erlangen.

3. Die ADSSC hat die Massnahmen, welche die belgische Regierung zum Zeitpunkt der Unabhängigkeit des Belgisch-Kongo getroffen hat, als Diskriminierung, ja als Raub bezeichnet. Sie behauptet, dass die belgische Regierung dadurch, dass sie die Sozialversicherungsorganismen des Belgisch-Kongo und von Ruanda-Burundi unter ihre Garantie gestellt hat, die Zinsen des Kapitals beschlagnahmt hat und auf diese Weise den Versicherten schweizerischer Nationalität die Anpassung

- 3 -

ihrer Renten an die Lebenshaltungskosten vorenthält.

Aufgrund des Gesetzes von 1946, welches das koloniale Sozialversicherungssystem einführte, mussten die Versicherungsorganismen dieses Systems einen Drittel der Einnahmen aus den Beiträgen in Belgien und zwei Drittel im Belgisch-Kongo investieren. Es versteht sich von selbst, dass diese Investitionen im Moment der Unabhängigkeit im Jahre 1960 verstaatlicht wurden. Hingegen hatte Belgien anlässlich der Regelung des "Contentieux" zwischen Belgien und Zaïre 40 % der in der früheren Kolonie angelegten Guthaben wieder zurückerlangt. Die ADSSC ist davon überzeugt, dass die belgische Regierung, indem sie diesen Teil wieder erhielt, auch den Rentenbetrag hätte erhöhen müssen. Die belgische Regierung weist diese Anschuldigungen zurück und macht geltend, dass die nachfolgenden Abwertungen das Kapital der Versicherungsorganismen entwertet haben und dass die Anlagen zu Erträgen weit unter 10% getätigt wurden. Weiter vertritt die genannte Regierung den Grundsatz, wonach sie, da das koloniale Sozialversicherungssystem auf dem Kapitalisierungsprinzip beruhte, nicht verpflichtet war, im Moment der Unabhängigkeit des Belgisch-Kongo eine Indexierung der Renten an die Lebenshaltungskosten vorzusehen. Das BSV, welches zu diesem Punkt eine Studie verfasste, bestätigt diese Betrachtungsweise.

II

4. Der Bundesrat hatte in seinen Antworten vom 5. Dezember 1988 auf die Interpellation Spoerry und die einfachen Anfragen Ziegler, Ruffy, Grassi, Brélaz und Claude Frey insbesondere erklärt, dass er sich in naher Zukunft über die verschiedenen Optionen, die ihm offenstehen, aussprechen würde, das heisst namentlich die Frage, ob es angezeigt ist:
 - die Verhandlungen mit Belgien in Uebereinstimmung mit dem Mandat, welches dem EDA am 9. März 1987 übertragen wurde, weiterzuführen,
 - das Dossier als abgeschlossen zu betrachten, oder
 - eine sogenannte interne Lösung zu treffen, indem die Eidgenossenschaft eine Entschädigung ausrichten würde, sei es eine generelle

oder eine auf Härtefälle beschränkte.

5. Der Bundesrat hat angesichts dieser Möglichkeiten an seiner Sitzung vom 30. Januar 1989 für die sogenannte "externe" Lösung optiert, das heisst für diejenige, die darin besteht, die Verhandlungen mit Belgien weiterzuverfolgen, und zwar mit dem Ziel, eine vollständige Gleichbehandlung zwischen schweizerischen und belgischen Staatsangehörigen des ehemaligen Belgisch-Kongo in der gleichen Lage zu erreichen und das unter Berücksichtigung der Position, welche von der belgischen Delegation am 22. Juni 1988 dargelegt wurde (siehe den summarischen Bericht der exploratorischen Gespräche jenes Datums, welcher Ihnen am 1. Juli 1988 übermittelt wurde). Das EDA wurde beauftragt, in Absprache mit dem EDI den Betrag auszuhandeln, den die Schweiz gegebenenfalls dem belgischen Staat bezahlen müsste, um diese Gleichbehandlung sicherzustellen.

Die Schweiz würde auf diese Weise, zwar nicht rechtlich, aber doch faktisch zumindest teilweise an die Stelle des belgischen Staates treten, was die "Obligationen" des letzteren gegenüber den Schweizern betrifft, die an die Sozialversicherung des Belgisch-Kongo Beiträge bezahlt haben. Wenn es auch in den internationalen Beziehungen nicht üblich ist, dass ein Staat einem andern Staat zuhanden seines Haushaltes eine Pauschalsumme als Kompensation für die Schäden oder die Verluste ausrichtet, die seine eigenen Angehörigen erlitten haben, so ist diese Vorgehensweise verwaltungstechnisch doch unbestreitbar die wirtschaftlichste. Der Vorteil dieser Lösung ist ein doppelter, denn einerseits wird die Zuweisung der Leistungen dem belgischen Ueberseesozialversicherungsamt (OSSOM) obliegen und andererseits könnte die Gleichbehandlung auf eine möglichst adäquate Art und Weise verwirklicht werden.

III

1. Der Bundesrat hat demgegenüber die Idee verworfen, das Dossier zu schliessen oder vielmehr, es nur auf Sparflamme weiterzuverfolgen, solange sich die Rechtslage nicht ändert.
2. Weiter hat er vorläufig die Möglichkeit einer internen Entschädigung, sei es aller Schweizer Bürger, die mit dem Problem der Unangemessenheit konfrontiert sind, sei es derjenigen, die sich in einer Notlage befinden könnten, ausgeschlossen:
 - a) Es wurde in der Tat vorgeschlagen, die Betroffenen nach dem Muster der Leistungen des Bundes an Geschädigte der Katastrophe von Tschernobyl zu entschädigen (Entscheid vom 18. Dezember 1987, AS 1988, 628). Das Vorgehen betreffend dieser Entschädigungen war in diesem Fall innovativ, indem nämlich der Bundesrat den Eidgenössischen Räten vorgeschlagen hatte, dass der Bund einen Teil der Schäden übernehme, welche gewisse Kategorien von Produzenten erlitten hatten. Diese Art Entschädigung hätte in Bezug auf die Schweizer Bürger des Belgisch-Kongo in der Form einer einmaligen Pauschalzahlung oder einer wiederkehrenden Leistung vorgesehen werden können.
 - b) Der Bundesrat hätte schlussendlich auch ins Auge fassen können, den genannten Schweizern, die sich in einer echten Bedürftigkeitssituation befinden, eine einmalige Pauschalsumme zur Verfügung zu stellen. Er hätte sich dabei vom Bundesbeschluss vom 13. Juni 1957 über eine ausserordentliche Hilfe an Auslandschweizer und Rückwanderer, die infolge des Krieges von 1939-1945 Schäden erlitten haben (AS 1957, 967) inspirieren lassen, der eine ausserordentliche Hilfe an Schweizer Opfer des Nazismus vorsieht, die sich weder im Ausland noch in der Schweiz eine neue Existenz schaffen konnten. Diese sogenannte "interne" Lösung hätte erlaubt, das Dossier, zumindest was die Eidgenossenschaft betrifft,

- 6 -

abzuschliessen und dabei zu zeigen, dass der Bundesrat gegenüber dem Schicksal der Betroffenen nicht unsensibel geblieben ist.

IV

Ihre Kommission hatte sich im übrigen die Frage gestellt, ob es nicht möglich wäre, die für die Sicherstellung der Gleichbehandlung notwendige Summe dem einen oder andern der nachfolgend genannten Fonds zu belasten:

- Was den AHV-Ausgleichsfonds betrifft, ist das BSV zum Schluss gelangt, dass ein Beitrag des genannten Fonds nicht möglich ist, da Artikel 95 des Bundesgesetzes über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHVG, SR 831.10) dessen Intervention auf die Deckung von Kosten, die auf die Anwendung des Gesetzes zurückgehen, beschränkt.
- Des weiteren wurde vorgeschlagen, eine Summe für die Schweizer des Belgisch-Kongo dem "Schweizerischen Fonds für Hilfe bei nicht versicherbaren Elementarschäden" zu entnehmen. Die Statuten des genannten Fonds, der übrigens von einem Teil der Einnahmen aus dem Betrieb der Spielbanken finanziert wird, welche der Bund gemäss Artikel 35, Absatz 5 der Bundesverfassung bezieht, erlauben jedoch keine zweckentfremdete Verwendung seines Kapitals.
- Zudem wurde davon abgesehen, den "Hilfsfonds für Auslandschweizer und Rückwanderer" zu beanspruchen, da dies durch dessen Reglement nicht vorgesehen ist.

V

Der Bundesrat hat dementsprechend an seiner Sitzung vom 30. Januar 1989 das EDA beauftragt, die Verhandlungen mit Belgien in Absprache mit dem EDI weiterzuführen. Der Bundesrat hat das Departement ebenfalls beauftragt, alles daranzusetzen, um vom belgischen Staat zu erreichen, dass

er die Ungleichbehandlung, die auf das Gesetz vom 17. Juli 1963 zurückgeht, welches eine Ueberseesozialversicherung einfuhrte, aufhebe.

Der Bundesrat behält sich entsprechend dem Resultat der Verhandlungen mit Belgien vor, zu entscheiden, ob der Betrag, der notwendig wäre, um die Gleichbehandlung mit den belgischen Staatsangehörigen zu erreichen, dem belgischen Staat oder durch die Eidgenossenschaft direkt unseren Landsleuten in der Form von Zusatzrenten zu überweisen sei.

Die Zurverfügungstellung der erforderlichen Beträge wird, unabhängig von der Lösung, welche schlussendlich getroffen werden wird, Gegenstand einer Botschaft zur Eröffnung der erforderlichen Kredite an die eidgenössischen Räte bilden müssen.



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

s.B.31.31.B.0 - GER/SUD

3003 Berne, le 16 février 1989

Antwort auf:

Frage Nr. 2 an das EDA

Frage Nr. 4 an das EDI

Bitte dieses Zeichen in der Antwort wiederholen
Prière de rappeler cette référence dans la réponse
Pregasi rammentare questo riferimento nella risposta

Commission de gestion
du Conseil national

3003 Berne

**Revendications des Suisses de
l'ancien Congo belge en matière
de sécurité sociale**

Monsieur le Président,

Par lettre du 9 août 1988, votre Commission a demandé au Département des affaires étrangères et au Département de l'intérieur de poursuivre en commun la recherche d'une solution au problème des revendications des Suisses de l'ancien Congo belge en matière de sécurité sociale.

Comme vous le savez, le Conseil fédéral, dans ses réponses du 5 décembre 1988 à l'interpellation Spoerry et aux questions ordinaires Ziegler, Ruffy, Grassi, Brélaz et Claude Frey, a déclaré notamment qu'il se prononcerait dans un proche avenir sur les différentes options qui s'offraient à lui, soit notamment sur le point de savoir s'il y avait lieu :

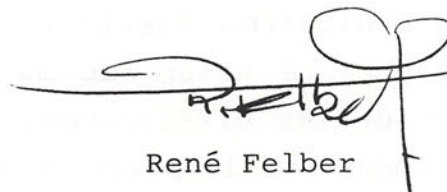
- 2 -

- de poursuivre les négociations avec la Belgique, conformément au mandat donné le 9 mars 1987,
- de clore le dossier, ou
- d'adopter une solution dite interne, en prévoyant une indemnisation, générale ou limitée aux cas de rigueur, qui serait versée par la Confédération.

De ces solutions, le Conseil fédéral a retenu, dans sa séance du 30 janvier 1989, celle qui consiste à poursuivre les négociations avec la Belgique en vue de parvenir à une égalité de traitement totale entre les ressortissants suisses de l'ancien Congo belge et les ressortissants belges se trouvant dans la même situation. Ce Département est chargé de négocier, en accord avec le Département de l'intérieur, le montant que la Suisse devrait verser à l'Etat belge, le cas échéant, pour assurer cette égalité de traitement. A cet égard, nous vous faisons tenir sous ce pli la décision du Conseil fédéral du 30 janvier 1989 relative à ce problème.

Au demeurant, il est entendu que l'ouverture d'un crédit budgétaire en faveur des Suisses de l'ancien Congo belge, pour ce qui touche leurs revendications en matière de sécurité sociale, devrait, le moment venu, être approuvée par les Chambres fédérales.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre haute considération.



René Felber

Annexes :

- Réponses à l'interpellation Spoerry et aux questions ordinaires Ziegler, Ruffy, Grassi, Brélaz et Claude Frey
- Décision du Conseil fédéral du 30.1.1989



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

Berne, le 30 novembre 1988

Conseil national

Au Conseil fédéral

Réponse écrite

88.707 Interpellation Spoerry

La réponse à l'interpellation susmentionnée est adoptée
(cf. annexe).

L'AFF, l'OFAS, l'OFIANT et l'OFAEE ont été consultés.



René Felber

Annexe : réponse f + d

Extrait du protocole :

- DFAE (12)
- DFI (6)
- DFF (6)
- DFEP (6)

Conseil nationalRéponse écrite

88.707 Interpellation Spoerry du 27 septembre 1988
Rentes des Suisses du Congo

La Belgique a réduit considérablement, après l'indépendance du Zaïre en 1960, les rentes versées par l'Etat aux Suisses de ses anciens territoires africains et ne les a plus indexées. Les primes versées à nos compatriotes intéressés, fort élevées initialement, sont maintenant tout à fait insuffisantes, à la différence de celles que reçoivent d'autres personnes assurées aux mêmes conditions. Cette situation choquante a été encore aggravée, la Suisse n'ayant pu obtenir en 1975, lors du renouvellement de la convention de sécurité sociale conclue avec la Belgique, que le principe de l'égalité de traitement soit appliqué aux personnes assurées dans l'ancien Congo belge. Selon des nouvelles parues dans la presse, la Belgique a enfin admis, au cours de l'été, qu'elle devrait payer chaque année 1,3 million de francs aux 250 Suisses de l'étranger concernés.

En même temps, ce pays a fait comprendre qu'il était prêt à négocier une solution fondée sur le principe de l'égalité de traitement.

Je demande au Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes :

1. Quel est l'état d'avancement des pourparlers avec la Belgique à ce sujet ?
2. Est-il exact que la Belgique fait dépendre son accord à un règlement de la question, d'une concession que la Suisse devrait faire sur le plan financier, sous forme d'un remboursement préalable par notre pays ?
3. Le Conseil fédéral est-il prêt à procéder à un tel remboursement ? Comment financerait-il l'opération ?
4. Il semble que l'on pourrait régler ce problème avec la collaboration des intéressés. Comment une telle solution serait-elle conçue ?
5. Le Conseil fédéral reconnaît-il qu'il est nécessaire, pour nos concitoyens lésés, que cette affaire soit réglée d'urgence ? Est-il prêt à veiller à ce qu'une solution satisfaisante soit trouvée rapidement à cette fâcheuse situation ?

Cosignataires

Aubry, Basler, Bremi, Bühler, Cavadini, Cincera, Daepf, Dünki, Frey Walter, Graf, Hari, Hess Otto, Mühlemann, Müller-Meilen, Neuenschwander, Oester, Philipona, Rutishauser, Rychen, Seiler Hanspeter, Tschuppert, Wanner, Wyss William, Zölch (24)

Développement

L'auteur renonce à développer son intervention mais demande une réponse écrite.

Réponse du Conseil fédéral

1. L'inégalité de traitement qui frappe les ressortissants suisses ayant cotisé aux systèmes de sécurité sociale de l'ancien Congo belge est bien connue du Conseil fédéral. A ce sujet, il convient de rappeler tout d'abord que la loi belge du 16 juin 1960, qui a placé sous la garantie et le contrôle de l'Etat belge les organismes de sécurité sociale des employés du Congo belge et du Ruanda-Urundi, ne prévoit l'indexation de la rente de base au coût de la vie qu'en faveur des ressortissants belges et des ressortissants de pays avec lesquels un accord de réciprocité a été conclu. En outre, le régime colonial de sécurité sociale du Congo belge et du Ruanda-Urundi ne prévoyait pas l'indexation des rentes. De plus, par la loi du 17 juillet 1963 instituant un régime de sécurité sociale d'outre-mer, la gestion du régime de pensions des employés de l'ancien Congo belge a été confiée à l'Office de sécurité sociale d'outre-mer (OSSOM), qui assume dorénavant le paiement des prestations.

Depuis l'accession de l'ancienne colonie belge à l'indépendance, les autorités fédérales ont déployé tous leurs efforts pour trouver une solution satisfaisante à ce problème. Elles ont ainsi dû constater à l'époque que, contrairement à ce que prétend aujourd'hui l'Association de défense sociale des Suisses du Congo, la Convention entre la Suisse et la Belgique en matière d'assurances sociales, du 17 juin 1952, ne pouvait s'appliquer en l'occurrence, parce qu'il avait toujours été entendu que le champ d'application des accords bilatéraux de sécurité sociale que la Suisse avait conclus après la seconde guerre mondiale avec des pays ayant des colonies se limitait exclusivement au territoire de la métropole. C'est pourquoi elles ont examiné la possibilité soit de conclure un accord de réciprocité au sens de la loi belge précitée, soit de demander l'inclusion, lors de la révision de la Convention susmentionnée de 1952, de la loi du 16 juin 1960 dans le champ d'application de la nouvelle Convention belgo-suisse de sécurité sociale, du 24 septembre 1975. Un arrangement n'a pu être trouvé au sujet de la première solution en raison des prétentions belges jugées inacceptables pour la Suisse et en l'absence de situation comparable dans les deux pays et, pour ce qui touche la deuxième, le gouvernement belge a toujours allégué que la loi du 16 juin 1960 était distincte de l'ensemble des lois belges de sécurité sociale et ne pouvait être comprise dans les accords bilatéraux de sécurité sociale. Insister sur ce dernier point eût, à un moment donné, conduit la Suisse à sacrifier des intérêts importants d'autres de ses ressortissants pouvant se prévaloir des lois belges de sécurité sociale.

Le Conseil fédéral est conscient du fait que les ressortissants suisses ressentent cette inégalité de traitement encore plus durement depuis que l'adaptation au renchérissement est également reconnue aux ressortissants des pays membres de la Communauté européenne par plusieurs arrêts rendus en 1977, 1980 et 1983 par la Cour de justice de Luxembourg.

2. En date du 9 mars 1987, le Conseil fédéral a décidé de porter cette affaire au niveau politique en chargeant le Département fédéral des affaires étrangères d'ouvrir de nouvelles négociations avec le gouvernement belge et en lui donnant pour mandat de mettre tout en oeuvre pour obtenir de la part des autorités belges que les ressortissants suisses de l'ancien Congo belge bénéficient de rentes équivalentes à celles qui sont versées à des ressortissants belges.

La reprise de ce dossier par les autorités belges, qui a nécessité des concertations entre les différents ministères, ainsi que la crise gouvernementale qui s'est prolongée jusqu'au printemps 1988, ont eu pour résultat que des conversations de caractère exploratoire n'ont pu avoir lieu qu'au mois de juin de cette année, à Bruxelles. A cette occasion, la délégation belge a clairement exprimé le point de vue selon lequel l'égalité de traitement ne serait pas accordée sans un geste financier de la Confédération. Elle a demandé dès lors que la Suisse alloue au budget de l'Etat belge une part substantielle du montant (1,2 million de francs suisses par année) devant permettre de reconnaître à nos compatriotes l'égalité de traitement totale avec les ressortissants belges.

L'étude de ce dossier fait l'objet de discussions à haut niveau entre les Départements intéressés. Partant, le Conseil fédéral se prononcera prochainement sur le point de savoir s'il y a lieu :

- de clore le dossier, compte tenu du résultat des pourparlers de juin 1988, ou
- d'engager des négociations avec la Belgique, dans le but d'aboutir à la solution mentionnée ci-dessus, ou enfin
- d'adopter une solution dite interne, en prévoyant une indemnisation générale ou limitée aux cas de rigueur, qui serait versée par la Confédération.

En outre, le Conseil fédéral tient à rappeler, ainsi qu'il l'a souligné dans sa réponse en date du 24 février 1988 à la question ordinaire Philipona, du 1er décembre 1987, que la Confédération n'a pas à répondre des dommages causés à des ressortissants suisses à l'étranger par des Etats étrangers et que sa responsabilité n'est dès lors pas engagée dans cette affaire.

3. L'Etat belge a toujours affirmé qu'il était juridiquement dispensé de prévoir, au moment de l'indépendance du Congo belge, l'indexation des rentes au coût de la vie, parce que les organismes de sécurité sociale du Congo belge et du Ruanda-Urundi étaient fondés sur un système de capitalisation individuelle. En adoptant la loi du 16 juin 1960, la Belgique a prévu un système de garantie en faveur de ses propres nationaux, soit un système de solidarité ou de répartition, dont la quote-part nécessaire pour assurer l'indexation est financée directement par le budget de l'Etat. Seule la conclusion d'un accord de réciprocité permettrait à des ressortissants étrangers de bénéficier également de l'indexation. Etant donné que la Suisse n'a pas conclu un accord de réciprocité au sens de

la loi du 16 juin 1960 et qu'elle n'est pas partie au Traité de Rome instituant la Communauté économique européenne, il n'existe aucune base juridique que les ressortissants suisses pourraient invoquer pour bénéficier de l'indexation de leurs rentes comme les ressortissants belges.

Pour ce qui touche la question d'une éventuelle violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Belgique, il y a lieu de relever qu'il appartiendra, le cas échéant, aux organes institués par ladite Convention de se prononcer. En ce qui concerne, plus particulièrement, le droit au respect de la propriété privée garanti à l'article 1er du Protocole additionnel à ladite Convention, la Suisse, qui n'a pas ratifié ce Protocole jusqu'à maintenant, n'est pas en mesure de l'invoquer à l'égard de la Belgique.

Enfin, le Traité d'établissement belgo-suisse, du 4 juin 1887, ne peut pas davantage être invoqué, puisque, selon une pratique constante, les prestations d'assurances sociales ne sont pas couvertes par les traités d'établissement.

88.707 Interpellation Spoerry vom 27. September 1988
Auslandschweizer-Rentenansprüche gegenüber Belgien

Seit der Unabhängigkeitserklärung von Zaïre im Jahre 1960 hat Belgien die staatlichen Renten an Schweizer in Afrika stark gekürzt und nicht mehr indexiert. Trotz ehemals hohen Prämienleistungen werden daher heute den betroffenen Schweizern im Gegensatz zu den andern, in gleicher Weise Versicherten, völlig ungenügende Renten ausbezahlt. Diese stossende Situation wurde noch dadurch verschärft, dass die Schweiz im Jahre 1975 bei der Erneuerung des schweizerisch-belgischen Sozialversicherungsabkommens nicht erreichen konnte, das Gleichbehandlungsprinzip auch für die Versicherten des belgisch Kongo festzuschreiben. Nun war der Presse zu entnehmen, dass Belgien im Sommer dieses Jahres endlich eingestanden hat, den rund 250 anspruchsberechtigten Auslandschweizern Leistungen im Betrage von jährlich 1,3 Millionen Franken vorzuenthalten. Gleichzeitig hat Belgien auch signalisiert, zu einer Lösung auf der Basis des Gleichbehandlungsprinzipes Hand zu bieten.

In diesem Zusammenhang bitte ich den Bundesrat um die Beantwortung der folgenden Fragen :

1. Wie weit sind die Verhandlungen mit Belgien in dieser Sache fortgeschritten ?
2. Trifft es zu, dass Belgien seine Einwilligung in eine entsprechende Regelung von einer finanziellen Geste in Form einer vorausgehenden Ablösungszahlung von Schweizer Seite abhängig macht ?
3. Ist der Bundesrat bereit, eine solche Vorauszahlung zu leisten und wie will er sie finanzieren ?
4. Es scheinen Lösungen unter Mitwirkung der Betroffenen möglich zu sein. Wie könnte eine solche Lösung aussehen ?
5. Anerkennt der Bundesrat die Dringlichkeit, die diesem Problem aus der Sicht der betroffenen Auslandschweizer zukommt und bietet er Hand, diese unerfreuliche Situation rasch einer befriedigenden Lösung zuzuführen ?

Mitunterzeichner

Aubry, Basler, Bremi, Bühler, Cavadini, Cincera, Daepf, Dünki, Frey Walter, Graf, Hari, Hess Otto, Mühlemann, Müller-Meilen, Neuenschwander, Oester, Philipona, Rutishauser, Rychen, Seiler Hanspeter, Tschuppert, Wanner, Wyss William, Zölch (24)

Begründung

Der Interpellant verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

Antwort des Bundesrates

1. Dem Bundesrat ist die Ungleichbehandlung, welche die Schweizer trifft, die Beiträge an die Sozialversicherungsinstitutionen des ehemaligen Belgisch-Kongo bezahlt haben, bestens bekannt. Diesbezüglich ist vorerst daran zu erinnern, dass das belgische Gesetz vom 16. Juni 1960, welches die Sozialversicherungsorganismen der Angestellten des Belgisch-Kongo und von Ruanda-Burundi unter die Garantie und Kontrolle des belgischen Staates gestellt hat, die Indexierung der Grundrente an die Lebenshaltungskosten nur für belgische Staatsangehörige sowie Staatsangehörige solcher Länder vorsieht, mit denen ein Reziprozitätsabkommen abgeschlossen wurde. Das koloniale Sozialversicherungssystem des ehemaligen Belgisch-Kongo und von Ruanda-Burundi sah im übrigen keine Indexierung der Renten vor. Das Gesetz vom 17. Juli 1963 hat alsdann ein Ueberseesozialversicherungssystem geschaffen und die Verwaltung des Rentensystems der Angestellten des ehemaligen Belgisch-Kongo dem Ueberseesozialversicherungsamt (Office de sécurité sociale d'outre-mer (OSSOM)) übertragen, welches seitdem die Bezahlung der Leistungen übernimmt.

Nachdem die ehemalige belgische Kolonie unabhängig wurde, haben die Bundesbehörden alle Anstrengungen unternommen, um für dieses Problem eine zufriedenstellende Lösung zu finden. Sie mussten schon damals feststellen, dass das Abkommen zwischen der Schweiz und Belgien über Sozialversicherung vom 17. Juni 1952 entgegen dem, was heute die Vereinigung der ehemaligen Kongoschweizer (Association de défense sociale des Suisses du Congo) behauptet, auf diesen Fall keine Anwendung finden kann, und zwar weil immer klar war, dass sich der Anwendungsbereich der bilateralen Sozialversicherungsabkommen, welche die Schweiz nach dem 2. Weltkrieg mit Staaten abgeschlossen hatte, die Kolonien besaßen, ausschliesslich auf das Territorium der Mutterländer beschränkte. Aus diesem Grunde haben sie einerseits die Möglichkeit geprüft, ein Reziprozitätsabkommen im Sinne des erwähnten belgischen Gesetzes abzuschliessen und andererseits, anlässlich der Revision des erwähnten Abkommens von 1952, den Einbezug des Gesetzes vom 17. Juni 1960 in den Anwendungsbereich des neuen belgisch-schweizerischen Abkommens vom 24. September 1975 zu verlangen. Eine Lösung konnte jedoch nicht gefunden werden: In Bezug auf die erste Möglichkeit wegen der belgischen Gegenforderungen, welche für die Schweiz als unakzeptabel beurteilt wurden und wegen des Fehlens einer vergleichbaren Situation in den zwei Ländern; in Bezug auf die zweite Möglichkeit hat die belgische Regierung immer angeführt, dass das Gesetz vom 16. Juni 1960 nicht zur belgischen Sozialversicherungsgesetzgebung gehöre und nicht in die bilateralen Sozialversicherungsabkommen eingeschlossen werden könne. Ein Insistieren auf diesem letzten Punkt hätte dazu geführt, dass die Schweiz zu einem gegebenen Zeitpunkt wichtige Interessen von anderen ihrer Staatsangehörigen geopfert hätte, die sich auf die belgische Sozialversicherungsgesetzgebung berufen konnten.

Der Bundesrat ist sich bewusst, dass die Schweizer Bürger diese Ungleichbehandlung noch stärker empfinden, seitdem die Anpassung an die Teuerung durch mehrere Entschiede des Luxemburger Gerichtshofes in den Jahren 1977, 1980 und 1983 auch für die Angehörigen der Mitgliedländer der Europäischen Gemeinschaft anerkannt wurde.

2. Am 9. März 1987 hat der Bundesrat beschlossen, diese Angelegenheit auf der politischen Ebene zu behandeln, indem er das Departement für auswärtige Angelegenheiten beauftragte, mit der belgischen Regierung neue Verhandlungen zu führen und ihm den Auftrag gab, alles zu unternehmen, um von den belgischen Behörden zu erreichen, dass die ehemaligen Kongoschweizer in den Genuss von Renten kommen, die den an Belgier ausbezahlten gleichwertig sind.

Die Wiederaufnahme dieses Dossiers durch die belgischen Stellen, welche Absprachen unter den verschiedenen Ministerien erforderte, sowie die Regierungskrise, die bis zum Frühjahr 1988 dauerte, führten dazu, dass exploratorische Gespräche erst im Juni dieses Jahres in Brüssel stattfinden konnten. Bei dieser Gelegenheit hat die belgische Delegation klar den Standpunkt vertreten, nach welchem die Gleichbehandlung ohne eine finanzielle Geste der Eidgenossenschaft nicht gewährt würde. Sie hat verlangt, dass die Schweiz dem belgischen Staatshaushalt einen substantiellen Teil des Betrages (1,2 Millionen Schweizer Franken pro Jahr) zur Verfügung stelle, der es erlauben würde, unseren Mitbürgern die vollständige Gleichbehandlung mit den belgischen Staatsangehörigen zu gewähren. Die genaue Summe, welche die Schweiz bezahlen müsste, wäre Gegenstand von Verhandlungen zwischen den zwei Ländern.

Das Studium dieses Dossiers ist Gegenstand von Diskussionen auf hoher Stufe zwischen den interessierten Departementen. Der Bundesrat wird demnächst entscheiden,

- ob das Dossier in Anbetracht der Ergebnisse der Gespräche von Juni 1988 als abgeschlossen betrachtet werden soll, oder
- ob mit Belgien in Verhandlungen zu treten ist, und zwar mit dem Ziel, zur obenerwähnten Lösung zu gelangen, oder schlussendlich,
- ob eine sogenannte interne Lösung getroffen werden soll, indem die Eidgenossenschaft eine Entschädigung ausrichtet, sei es eine generelle oder eine auf Härtefälle beschränkte.

Im weiteren erinnert der Bundesrat daran, so wie er es in seiner Antwort vom 24. Februar 1988 auf die ordentliche Anfrage Philipona vom 1. Dezember 1987 unterstrichen hat, dass die Eidgenossenschaft nicht für Schäden zu haften hat, welche Schweizern im Ausland durch ausländische Staaten entstanden sind und ihre Verantwortlichkeit in dieser Angelegenheit deshalb nicht berührt ist.

3. Der belgische Staat hat immer unterstrichen, dass er juristisch nicht verpflichtet war, im Moment der Unabhängigkeit des Belgisch Kongo die Indexierung der Renten an die Lebenshaltungskosten vorzusehen, weil die Sozialversicherungsein-

richtungen des Belgisch Kongo und von Ruanda-Urundi auf einem System der individuellen Kapitaldeckung beruhten. Durch das Gesetz vom 16. Juni 1960 hat Belgien ein Garantiesystem für die eigenen Staatsangehörigen vorgesehen, das heisst, ein Solidaritäts- oder Umverteilungssystem, dessen zur Sicherung der Indexierung notwendiger Anteil vom Staatshaushalt finanziert wird. Einzig der Abschluss eines Reziprozitätsabkommens würde den ausländischen Staatsangehörigen erlauben, ebenfalls von der Indexierung zu profitieren. Da die Schweiz kein Reziprozitätsabkommen im Sinne des Gesetzes vom 16. Juni 1960 abgeschlossen hat und den Römer Vertrag, welcher die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft schuf, nicht unterzeichnet hat, besteht keine Rechtsgrundlage, welche die Schweizer Staatsangehörigen anrufen könnten, damit sie, wie die Belgier, die Indexierung ihrer Renten erhalten würden.

Was die Frage einer allfälligen Verletzung der Europäischen Menschenrechtskonvention durch Belgien betrifft, ist zu erwähnen, dass es gegebenenfalls Sache der von dieser Konvention eingesetzten Organe ist, sich dazu auszusprechen. Was im Besonderen das durch Artikel 1 des Zusatzprotokolles zu dieser Konvention garantierte Recht auf Respektierung des Privateigentums betrifft, ist die Schweiz, welche dieses Protokoll bis jetzt nicht ratifiziert hat, nicht in der Lage, es gegenüber Belgien anzurufen.

Schlussendlich kann auch der Belgisch-schweizerische Niederlassungsvertrag von 4. Juni 1887 nicht angerufen werden, weil Sozialversicherungsleistungen nach einer konstanten Praxis durch die Niederlassungsverträge nicht abgedeckt sind.



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
 FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
 DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

Berne, le 30 novembre 1988

Conseil national

Au Conseil fédéral

Réponse écrite

88.1007	Question ordinaire	Ziegler
88.1013	"	Ruffy
88.1023	"	Grassi
88.1024	"	Brélaz
88.1037	"	Frey Claude

La réponse aux questions ordinaires susmentionnées est adoptée (cf. annexe).

L'AFF, l'OFAS, l'OFIAMT et l'OFAEE ont été consultés.



René Felber

Annexe : Réponse f + d

Extrait du protocole :

- DFAE (12)
- DFI (6)
- DFF (6)
- DFEP (6)

NationalratSchriftliche Beantwortung

88.1037 Einfache Anfrage Frey Claude vom 6. Oktober 1988
Ansprüche auf belgische Renten von Afrika-Schweizern

Seit 1960 hat Belgien immer wieder geltend gemacht, dass das System der Altersrenten des "Office de sécurité sociale d'Outre Mer" (OSSOM) nicht in den Bereich der belgischen Sozialversicherung gehöre. Belgien hat sich geweigert, das Uebereinkommen von 1952 über die Mindestnormen der Sozialen Sicherheit und das Abkommen von 1975 über Soziale Sicherheit zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und dem Königreich Belgien anzuwenden mit dem Argument, es handle sich bei der OSSOM um eine Versicherungskasse mit individueller Kapitalisierung.

Feststeht, dass die kapitalisierten Beiträge, die von den Schweizer Bürgern, die im Kongo oder in Zaïre gearbeitet haben, bezahlt wurden, bei weitem dazu ausreichen, indexierte Pensionen auszurichten, die mindestens so hoch sind wie jene für Belgier. Ausserdem könnten alle damit verbundenen Vergünstigungen gewährt werden, ohne dass der belgische Staat dadurch finanziell belastet würde. Deshalb frage ich :

Kann der Bundesrat nicht mit vollem Recht von Belgien die Gleichbehandlung für unsere Mitbürger verlangen, die Ansprüche an die Versicherungskasse der OSSOM haben, ohne sich auf das Abkommen von 1975 berufen zu müssen ?

88.1037 Question ordinaire Frey Claude du 6 octobre 1988
Rentes belges des Suisses d'Afrique

Depuis 1960, la Belgique a toujours prétendu que le système de rentes vieillesse de l'Office de sécurité sociale d'Outre-Mer (OSSOM) ne relevait pas de la Sécurité sociale belge. Elle s'est opposée à l'application des Conventions sociales réciproques de 1952, puis de 1975, sous prétexte qu'il s'agissait d'une caisse à capitalisation individuelle.

Comme il a été établi que les cotisations capitalisées payées par les citoyens suisses ayant travaillé au Congo ou au Zaïre suffiraient largement à leur octroyer des pensions indexées au moins égales à celles des Belges, ainsi que tous les avantages liés et sans intervention financière de l'Etat belge, ma question est la suivante :

Le Conseil fédéral n'est-il pas pleinement fondé à réclamer à la Belgique l'égalité de traitement pour nos ressortissants ayants droit de la caisse de l'OSSOM, sans avoir à se référer à la Convention sociale de 1975 ?

Antwort des Bundesrates

1. Dem Bundesrat ist die Ungleichbehandlung, welche die Schweizer trifft, die Beiträge an die Sozialversicherungsinstitutionen des ehemaligen Belgisch-Kongo bezahlt haben, bestens bekannt. Diesbezüglich ist vorerst daran zu erinnern, dass das belgische Gesetz vom 16. Juni 1960, welches die Sozialversicherungsorganismen der Angestellten des Belgisch-Kongo und von Ruanda-Burundi unter die Garantie und Kontrolle des belgischen Staates gestellt hat, die Indexierung der Grundrente an die Lebenshaltungskosten nur für belgische Staatsangehörige sowie Staatsangehörige solcher Länder vorsieht, mit denen ein Reziprozitätsabkommen abgeschlossen wurde. Das koloniale Sozialversicherungssystem des ehemaligen Belgisch-Kongo und von Ruanda-Burundi sah im übrigen keine Indexierung der Renten vor. Das Gesetz vom 17. Juli 1963 hat alsdann ein Ueberseesozialversicherungssystem geschaffen und die Verwaltung des Rentensystems der Angestellten des ehemaligen Belgisch-Kongo dem Ueberseesozialversicherungsamt (Office de sécurité sociale d'outre-mer (OSSOM)) übertragen, welches seitdem die Bezahlung der Leistungen übernimmt.

Nachdem die ehemalige belgische Kolonie unabhängig wurde, haben die Bundesbehörden alle Anstrengungen unternommen, um für dieses Problem eine zufriedenstellende Lösung zu finden. Sie mussten schon damals feststellen, dass das Abkommen zwischen der Schweiz und Belgien über Sozialversicherung vom 17. Juni 1952 entgegen dem, was heute die Vereinigung der ehemaligen Kongoschweizer (Association de défense sociale des Suisses du Congo) behauptet, auf diesen Fall keine Anwendung finden kann, und zwar weil immer klar war, dass sich der Anwendungsbereich der bilateralen Sozialversicherungsabkommen, welche die Schweiz nach dem 2. Weltkrieg mit Staaten abgeschlossen hatte, die Kolonien besaßen, ausschliesslich auf das Territorium der Mutterländer beschränkte. Aus diesem Grunde haben sie einerseits die Möglichkeit geprüft, ein Reziprozitätsabkommen im Sinne des erwähnten belgischen Gesetzes abzuschliessen und andererseits, anlässlich der Revision des erwähnten Abkommens von 1952, den Einbezug des Gesetzes vom 17. Juni 1960 in den Anwendungsbereich des neuen belgisch-schweizerischen Abkommens vom 24. September 1975 zu verlangen. Eine Lösung konnte jedoch nicht gefunden werden: In Bezug auf die erste Möglichkeit wegen der belgischen Gegenforderungen, welche für die Schweiz als unakzeptabel beurteilt wurden und wegen des Fehlens einer vergleichbaren Situation in den zwei Ländern; in Bezug auf die zweite Möglichkeit hat die belgische Regierung immer angeführt, dass das Gesetz vom 16. Juni 1960 nicht zur belgischen Sozialversicherungsgesetzgebung gehöre und nicht in die bilateralen Sozialversicherungsabkommen eingeschlossen werden könne. Ein Insistieren auf diesem letzten Punkt hätte dazu geführt, dass die Schweiz zu einem gegebenen Zeitpunkt wichtige Interessen von anderen ihrer Staatsangehörigen geopfert hätte, die sich auf die belgische Sozialversicherungsgesetzgebung berufen konnten.

Der Bundesrat ist sich bewusst, dass die Schweizer Bürger diese Ungleichbehandlung noch stärker empfinden, seitdem die Anpassung an die Teuerung durch mehrere Entscheide des Luxemburger Gerichtshofes in den Jahren 1977, 1980 und 1983 auch für die Angehörigen der Mitgliedländer der Europäischen Gemeinschaft anerkannt wurde.

2. Am 9. März 1987 hat der Bundesrat beschlossen, diese Angelegenheit auf der politischen Ebene zu behandeln, indem er das Departement für auswärtige Angelegenheiten beauftragte, mit der belgischen Regierung neue Verhandlungen zu führen und ihm den Auftrag gab, alles zu unternehmen, um von den belgischen Behörden zu erreichen, dass die ehemaligen Kongoschweizer in den Genuss von Renten kommen, die den an Belgier ausbezahlten gleichwertig sind.

Die Wiederaufnahme dieses Dossiers durch die belgischen Stellen, welche Absprachen unter den verschiedenen Ministerien erforderte, sowie die Regierungskrise, die bis zum Frühjahr 1988 dauerte, führten dazu, dass exploratorische Gespräche erst im Juni dieses Jahres in Brüssel stattfinden konnten. Bei dieser Gelegenheit hat die belgische Delegation klar den Standpunkt vertreten, nach welchem die Gleichbehandlung ohne eine finanzielle Geste der Eidgenossenschaft nicht gewährt würde. Sie hat verlangt, dass die Schweiz dem belgischen Staatshaushalt einen substantiellen Teil des Betrages (1,2 Millionen Schweizer Franken pro Jahr) zur Verfügung stelle, der es erlauben würde, unseren Mitbürgern die vollständige Gleichbehandlung mit den belgischen Staatsangehörigen zu gewähren. Die genaue Summe, welche die Schweiz bezahlen müsste, wäre Gegenstand von Verhandlungen zwischen den zwei Ländern.

Das Studium dieses Dossiers ist Gegenstand von Diskussionen auf hoher Stufe zwischen den interessierten Departementen. Der Bundesrat wird demnächst entscheiden,

- ob das Dossier in Anbetracht der Ergebnisse der Gespräche von Juni 1988 als abgeschlossen betrachtet werden soll, oder
- ob mit Belgien in Verhandlungen zu treten ist, und zwar mit dem Ziel, zur obenerwähnten Lösung zu gelangen, oder schlussendlich,
- ob eine sogenannte interne Lösung getroffen werden soll, indem die Eidgenossenschaft eine Entschädigung ausrichtet, sei es eine generelle oder eine auf Härtefälle beschränkte.

Im weiteren erinnert der Bundesrat daran, so wie er es in seiner Antwort vom 24. Februar 1988 auf die ordentliche Anfrage Philipona vom 1. Dezember 1987 unterstrichen hat, dass die Eidgenossenschaft nicht für Schäden zu haften hat, welche Schweizern im Ausland durch ausländische Staaten entstanden sind und ihre Verantwortlichkeit in dieser Angelegenheit deshalb nicht berührt ist.

3. Der belgische Staat hat immer unterstrichen, dass er juristisch nicht verpflichtet war, im Moment der Unabhängigkeit des Belgisch Kongo die Indexierung der Renten an die Lebenshaltungskosten vorzusehen, weil die Sozialversicherungsein-

richtungen des Belgisch Kongo und von Ruanda-Urundi auf einem System der individuellen Kapitaldeckung beruhten. Durch das Gesetz vom 16. Juni 1960 hat Belgien ein Garantiesystem für die eigenen Staatsangehörigen vorgesehen, das heisst, ein Solidaritäts- oder Umverteilungssystem, dessen zur Sicherung der Indexierung notwendiger Anteil vom Staatshaushalt finanziert wird. Einzig der Abschluss eines Reziprozitätsabkommens würde den ausländischen Staatsangehörigen erlauben, ebenfalls von der Indexierung zu profitieren. Da die Schweiz kein Reziprozitätsabkommen im Sinne des Gesetzes vom 16. Juni 1960 abgeschlossen hat und den Römer Vertrag, welcher die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft schuf, nicht unterzeichnet hat, besteht keine Rechtsgrundlage, welche die Schweizer Staatsangehörigen anrufen könnten, damit sie, wie die Belgier, die Indexierung ihrer Renten erhalten würden.

Was die Frage einer allfälligen Verletzung der Europäischen Menschenrechtskonvention durch Belgien betrifft, ist zu erwähnen, dass es gegebenenfalls Sache der von dieser Konvention eingesetzten Organe ist, sich dazu auszusprechen. Was im Besonderen das durch Artikel 1 des Zusatzprotokoll zu dieser Konvention garantierte Recht auf Respektierung des Privateigentums betrifft, ist die Schweiz, welche dieses Protokoll bis jetzt nicht ratifiziert hat, nicht in der Lage, es gegenüber Belgien anzurufen.

Schlussendlich kann auch der Belgisch-schweizerische Niederlassungsvertrag von 4. Juni 1887 nicht angerufen werden, weil Sozialversicherungsleistungen nach einer konstanten Praxis durch die Niederlassungsverträge nicht abgedeckt sind.

Réponse du Conseil fédéral

1. L'inégalité de traitement qui frappe les ressortissants suisses ayant cotisé aux systèmes de sécurité sociale de l'ancien Congo belge est bien connue du Conseil fédéral. A ce sujet, il convient de rappeler tout d'abord que la loi belge du 16 juin 1960, qui a placé sous la garantie et le contrôle de l'Etat belge les organismes de sécurité sociale des employés du Congo belge et du Ruanda-Urundi, ne prévoit l'indexation de la rente de base au coût de la vie qu'en faveur des ressortissants belges et des ressortissants de pays avec lesquels un accord de réciprocité a été conclu. En outre, le régime colonial de sécurité sociale du Congo belge et du Ruanda-Urundi ne prévoyait pas l'indexation des rentes. De plus, par la loi du 17 juillet 1963 instituant un régime de sécurité sociale d'outre-mer, la gestion du régime de pensions des employés de l'ancien Congo belge a été confiée à l'Office de sécurité sociale d'outre-mer (OSSOM), qui assume dorénavant le paiement des prestations.

Depuis l'accession de l'ancienne colonie belge à l'indépendance, les autorités fédérales ont déployé tous leurs efforts pour trouver une solution satisfaisante à ce problème. Elles ont ainsi dû constater à l'époque que, contrairement à ce que prétend aujourd'hui l'Association de défense sociale des Suisses du Congo, la Convention entre la Suisse et la Belgique en matière d'assurances sociales, du 17 juin 1952, ne pouvait s'appliquer en l'occurrence, parce qu'il avait toujours été entendu que le champ d'application des accords bilatéraux de sécurité sociale que la Suisse avait conclus après la seconde guerre mondiale avec des pays ayant des colonies se limitait exclusivement au territoire de la métropole. C'est pourquoi elles ont examiné la possibilité soit de conclure un accord de réciprocité au sens de la loi belge précitée, soit de demander l'inclusion, lors de la révision de la Convention susmentionnée de 1952, de la loi du 16 juin 1960 dans le champ d'application de la nouvelle Convention belgo-suisse de sécurité sociale, du 24 septembre 1975. Un arrangement n'a pu être trouvé au sujet de la première solution en raison des prétentions belges jugées inacceptables pour la Suisse et en l'absence de situation comparable dans les deux pays et, pour ce qui touche la deuxième, le gouvernement belge a toujours allégué que la loi du 16 juin 1960 était distincte de l'ensemble des lois belges de sécurité sociale et ne pouvait être comprise dans les accords bilatéraux de sécurité sociale. Insister sur ce dernier point eût, à un moment donné, conduit la Suisse à sacrifier des intérêts importants d'autres de ses ressortissants pouvant se prévaloir des lois belges de sécurité sociale.

Le Conseil fédéral est conscient du fait que les ressortissants suisses ressentent cette inégalité de traitement encore plus durement depuis que l'adaptation au renchérissement est également reconnue aux ressortissants des pays membres de la Communauté européenne par plusieurs arrêts rendus en 1977, 1980 et 1983 par la Cour de justice de Luxembourg.

2. En date du 9 mars 1987, le Conseil fédéral a décidé de porter cette affaire au niveau politique en chargeant le Département fédéral des affaires étrangères d'ouvrir de nouvelles négociations avec le gouvernement belge et en lui donnant pour mandat de mettre tout en oeuvre pour obtenir de la part des autorités belges que les ressortissants suisses de l'ancien Congo belge bénéficient de rentes équivalentes à celles qui sont versées à des ressortissants belges.

La reprise de ce dossier par les autorités belges, qui a nécessité des concertations entre les différents ministères, ainsi que la crise gouvernementale qui s'est prolongée jusqu'au printemps 1988, ont eu pour résultat que des conversations de caractère exploratoire n'ont pu avoir lieu qu'au mois de juin de cette année, à Bruxelles. A cette occasion, la délégation belge a clairement exprimé le point de vue selon lequel l'égalité de traitement ne serait pas accordée sans un geste financier de la Confédération. Elle a demandé dès lors que la Suisse alloue au budget de l'Etat belge une part substantielle du montant (1,2 million de francs suisses par année) devant permettre de reconnaître à nos compatriotes l'égalité de traitement totale avec les ressortissants belges.

L'étude de ce dossier fait l'objet de discussions à haut niveau entre les Départements intéressés. Partant, le Conseil fédéral se prononcera prochainement sur le point de savoir s'il y a lieu :

- de clore le dossier, compte tenu du résultat des pourparlers de juin 1988, ou
- d'engager des négociations avec la Belgique, dans le but d'aboutir à la solution mentionnée ci-dessus, ou enfin
- d'adopter une solution dite interne, en prévoyant une indemnisation générale ou limitée aux cas de rigueur, qui serait versée par la Confédération.

En outre, le Conseil fédéral tient à rappeler, ainsi qu'il l'a souligné dans sa réponse en date du 24 février 1988 à la question ordinaire Philipona, du 1er décembre 1987, que la Confédération n'a pas à répondre des dommages causés à des ressortissants suisses à l'étranger par des Etats étrangers et que sa responsabilité n'est dès lors pas engagée dans cette affaire.

3. L'Etat belge a toujours affirmé qu'il était juridiquement dispensé de prévoir, au moment de l'indépendance du Congo belge, l'indexation des rentes au coût de la vie, parce que les organismes de sécurité sociale du Congo belge et du Ruanda-Urundi étaient fondés sur un système de capitalisation individuelle. En adoptant la loi du 16 juin 1960, la Belgique a prévu un système de garantie en faveur de ses propres nationaux, soit un système de solidarité ou de répartition, dont la quote-part nécessaire pour assurer l'indexation est financée directement par le budget de l'Etat. Seule la conclusion d'un accord de réciprocité permettrait à des ressortissants étrangers de bénéficier également de l'indexation. Etant donné que la Suisse n'a pas conclu un accord de réciprocité au sens de

la loi du 16 juin 1960 et qu'elle n'est pas partie au Traité de Rome instituant la Communauté économique européenne, il n'existe aucune base juridique que les ressortissants suisses pourraient invoquer pour bénéficier de l'indexation de leurs rentes comme les ressortissants belges.

Pour ce qui touche la question d'une éventuelle violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Belgique, il y a lieu de relever qu'il appartiendra, le cas échéant, aux organes institués par ladite Convention de se prononcer. En ce qui concerne, plus particulièrement, le droit au respect de la propriété privée garanti à l'article 1er du Protocole additionnel à ladite Convention, la Suisse, qui n'a pas ratifié ce Protocole jusqu'à maintenant, n'est pas en mesure de l'invoquer à l'égard de la Belgique.

Enfin, le Traité d'établissement belgo-suisse, du 4 juin 1887, ne peut pas davantage être invoqué, puisque, selon une pratique constante, les prestations d'assurances sociales ne sont pas couvertes par les traités d'établissement.

NationalratSchriftliche Beantwortung

88.1007 Einfache Anfrage Ziegler vom 26. September 1988
Ansprüche von Afrika-Schweizern auf belgische Renten

Es ist erwiesen, dass Belgien die Gelder der 1960 bei der Caisse de pension d'Afrique versicherten Schweizer (und Belgier) beschlagnahmt und die Zinsen, die sich auf ungefähr das Zehnfache des beschlagnahmten Kapitals belaufen, für sich behalten. Es steht fest, dass Belgien dem nicht Rechnung trägt und den versicherten Schweizern seit 28 Jahren die Indexierung vorenthält. Aus diesem Grund sind die Renten verschwindend klein.

Belgien hat die wohlerworbenen Rechte verletzt, seine Garantien nicht eingehalten und die Kontinuität des Rentensystems ausser acht gelassen. Dieses Vorgehen und der Umstand, dass Belgien, das von Gleichbehandlung spricht, die Verträge und/oder deren Sinn und Zweck missachtet, veranlassen mich, dem Bundesrat die folgenden Fragen zu stellen :

1. Wann hat er in den Medien oder im Rahmen diplomatischer Schritte auf diese Tatsachen hingewiesen ?
2. Hofft er, auf Kosten von einigen hundert Schweizern gute Beziehungen zu einem EG-Land aufrechtzuerhalten ?

88.1007 Question ordinaire Ziegler du 26 septembre 1988
Rentes belges des Suisses d'Afrique

Il a été établi que la Belgique a saisi l'argent des Suisses affiliés à la caisse de pension d'Afrique en 1960, en même temps que celui des assurés belges; que la Belgique a gardé pour elle les intérêts qui présentent environ 10 fois le capital séquestré; que la Belgique n'en tient pas compte, en privant les assurés suisses de l'indexation depuis 28 ans. De ce fait, les pensions sont dérisoires.

La Belgique a violé les droits acquis, elle a violé sa propre garantie et la continuité du régime de pensions.

Ces pratiques, ajoutées à l'irrespect des traités et/ou de leur esprit, proclamant l'égalité de traitement, me font demander au Conseil fédéral :

1. Quand a-t-il fait état de ces réalités dans les médias et dans son action diplomatique ?
2. Espère-t-il sauvegarder de bonnes relations avec un pays de la CEE au détriment de quelques centaines de Suisses ?

NationalratSchriftliche Beantwortung

88.1013 Einfache Anfrage Ruffy vom 3. Oktober 1988
Belgische Renten von Afrika-Schweizern

Nationalrat J.N. Philipona hat dem Bundesrat am 1. Dezember 1987 eine Einfache Anfrage eingereicht, in welcher er auf die Notwendigkeit hinweist, unverzüglich das Problem der seit dem 30. Juni 1960 nicht mehr indextierten belgischen Renten an Afrika-Schweizer zu lösen.

In seiner Antwort bestätigt der Bundesrat, dass die 1975 mit Belgien geführten Verhandlungen über die Gleichbehandlung von Schweizern und Belgiern gescheitert sind.

Es ist jedoch hinreichend nachgewiesen worden, dass die betreffenden Schweizer Anspruch auf Indexierung ihrer Renten haben. Ich frage daher den Bundesrat :

1. Wer profitiert davon, dass die Renten der schweizerischen Versicherten nicht indextiert werden ?
2. Ist der Bund für die von den Anspruchsberechtigten erlittenen Verluste verantwortlich ?

88.1013 Question ordinaire Ruffy du 3 octobre 1988
Rentes belges aux Suisses d'Afrique

Le Conseiller national J.N. Philipona a posé le 1er décembre 1987 au Conseil fédéral une question sur la nécessité de résoudre immédiatement le problème des rentes belges aux Suisses d'Afrique, qui ne sont pas indexées depuis le 30 juin 1960.

Dans sa réponse, le Conseil fédéral avoue lors des négociations de 1975, avoir échoué pour l'égalité de traitement avec les Belges.

Le droit à ces rentes indexées ayant été suffisamment prouvé, je me permets de poser au Conseil fédéral les questions suivantes :

1. A qui profite l'exclusion de l'indexation aux affiliés suisses ?
2. Les dommages subis par les ayants droit tombent-ils sous le coup de la responsabilité de la Confédération ?

Nationalrat

Schriftliche Beantwortung

88.1023 Einfache Anfrage Grassi vom 5. Oktober 1988
Ansprüche von Afrika-Schweizern auf belgische Renten

Bereits seit 29 Jahren werden nun die schweizerischen Erwerbstätigen im Kongo oder in Zaïre ungerecht behandelt. Gemäss den diskriminatorischen belgischen Gesetzen - sie stehen in Widerspruch mit den internationalen Uebereinkommen - wurden ihre Renten nie indexiert und entsprechen heute dem Stand von 1946. Aus finanziellen Gründen sind viele dieser Männer und Frauen gezwungen, noch weit über das Rentenalter hinaus einem Erwerb nachzugehen. Sie haben Verluste von einigen Zehn- und Hunderttausenden von Franken zu beklagen - und Belgien profitiert davon.

Belgien ist verantwortlich für die 1960 durchgeführte Beschlagnahme der Guthaben der Versicherten; der Bund hat die sozialen und wirtschaftlichen Interessen seiner Staatsangehörigen nicht wirkungsvoll genug vertreten. Zudem muss man sich die Frage stellen, mit welchem Recht die Schweiz durch die Unterzeichnung des belgisch-schweizerischen Abkommens vom 24. September 1975 über Soziale Sicherheit den Afrikaschweizern angemessene und gerechte Renten vorenthalten hat.

Belgien steht für die Zeit von 30 Jahren in der Schuld der Versicherten; der Bund für die Zeit von 5 Jahren - seit der Fehler bekannt ist.

Die beschuldigte belgische Pensionskasse (OSSOM) wendet nämlich oft eine Rückwirkung von 5 Jahren an. Der Bund ist folglich für sein Fehlverhalten, an dem er während 5 Jahren festgehalten hat, zur Verantwortung zu ziehen; das Verschulden ist den Geschädigten bekannt. Belgien hingegen hat für die Zeit von 30 Jahren Zahlungen zu leisten.

Kann der Bundesrat die folgenden Fragen beantworten :

1. Ist der Bund nicht verpflichtet, die Gleichbehandlung mindestens 5 oder 10 Jahre vor dem 1. Januar 1988 geltend zu machen ?
2. Hätte ein diplomatischer Fehlschlag nicht die moralische und rechtliche Verpflichtung des Bundes zur Folge, den Anspruchsberechtigten eine Entschädigung in gleicher Höhe auszuzahlen ?

88.1023 Question ordinaire Grassi du 5 octobre 1988
Rentes belges des Suisses d'Afrique

C'est la 29^e année que les travailleurs suisses au Congo et au Zaïre sont maintenus dans la situation injuste de pensions non-indexées, tarifs de 1946, par des lois belges discriminatoires, violant des conventions internationales. Par nécessité financière, beaucoup de ces hommes et femmes doivent poursuivre leur activité bien au-delà de l'âge de la retraite. Ils ont perdu des dizaines ou des centaines de milliers de francs, dont la Belgique profite.

La Belgique est responsable d'avoir séquestré en 1960 les avoirs des affiliés, et la Confédération n'a pas défendu efficacement les intérêts sociaux et financiers de ses ressortissants. En outre, de quel droit la Suisse a-t-elle privé de pensions décentes et justes les Suisses d'Afrique en signant avec la Belgique la Convention sociale du 24 septembre 1975 ?

La Caisse belge incriminée (OSSOM) applique souvent la rétroactivité de 5 ans. La Confédération est responsable de ses fautes pendant 5 ans, dès faute connue par le lésé; mais la Belgique est redevable pendant 30 ans. Ma question en deux volets est :

1. La Confédération ne doit-elle pas requérir l'égalité de traitement, au moins 5 ou 10 ans avant le 1^{er} janvier 1988 ?
2. Un échec diplomatique sur cette exigence n'entraînerait-il pas l'obligation morale et juridique pour la Confédération de verser aux ayants droit un dédommagement égal ?

NationalratSchriftliche Beantwortung

88.1024 Einfache Anfrage Brélaz vom 5. Oktober 1988
Ansprüche von Afrika Schweizern auf belgische Renten

Seit 1960 erhalten die Schweizer, die in den ehemaligen belgischen Kolonien in Afrika erwerbstätig waren, Renten, die im Vergleich mit den Renten für Belgier sehr niedrig sind.

Belgien hat offensichtlich die Artikel 5 und 4 sowie Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention vom 4.11.1950 verletzt; diese untersagen Diskriminationen generell und gewährleisten den Schutz des Eigentums.

Ebenfalls missachtet wurden die belgisch-schweizerischen Abkommen über Soziale Sicherheit von 1952 und 1975, die Grundprinzipien der Pensionskassen, die sich mit Einlagen finanzierten sowie die Garantie, die eine staatliche Institution, welche auf legalem Wege hohe Beiträge erhoben hat, bedingungslos bieten muss.

Sicher wird Belgien früher oder später für dieses Vorgehen verurteilt; es wäre jedoch wünschenswert, dass dies geschieht, bevor der letzte schweizerische Anspruchsberechtigte das Zeitliche segnet.

Zu diesem Thema sind schon mehrere Vorstösse eingereicht worden. Der Bund hätte sich längst für die Gleichbehandlung unser Mitbürger einsetzen und sie auch erwirken können. Trotzdem verlangt Belgien nun vom Bund einen finanziellen Zuschuss.

Kann der Bundesrat dieses Problem, das nun schon allzu lange ansteht, endlich lösen ?

Kann er mir folgende Fragen beantworten :

1. Ist er bereit, den von Belgien geforderten finanziellen Zuschuss - unter Vorbehalt der bestehenden Rechtsansprüche - zu leisten, so dass die Diskriminierung der anspruchsberechtigten Schweizer mit dem 1.1.88 ein Ende hätte ?
2. Kann er mit Belgien sofort einen Betrag festlegen, der bis zu dessen Verurteilung Gültigkeit hätte ? Kann er jetzt schon mit Belgien einen Betrag festlegen, der solange Gültigkeit hat, bis gegen Belgien entschieden ist ?
3. Is er bereit, von Belgien die Namenliste der Versicherten sowie deren letzte bekannte Adresse zu verlangen, damit kontrolliert werden kann, ob die Anspruchsberechtigten auch wirklich gleich behandelt werden ?

88.1024 Question ordinaire Brélaz du 5 octobre 1988
Rentes belges des Suisses d'Afrique

Depuis 1960, les employés suisses dans les anciennes colonies belges d'Afrique ont obtenu des rentes très fortement réduites par rapport aux belges.

On peut estimer que la Belgique a violé l'art. 4 et 5 et l'art. 14 de la convention européenne des droits de l'homme du 4.11.1950, interdisant toute discrimination et sauvegardant la propriété.

De même les conventions sociales réciproques belgo-suisses de 1952 et 1975, ainsi que les règles d'une caisse de pension à capitalisation et la garantie "inconditionnelle" à un établissement d'Etat, ayant encaissé légalement des cotisations importantes, ont été ignorées.

Il est clair que la Belgique sera tôt ou tard condamnée pour ses agissements, mais il serait souhaitable que cela se produise avant l'extinction du dernier ayant droit suisse aux rentes.

Diverses interventions parlementaires à ce sujet ont déjà été déposées et la Confédération aurait pu revendiquer et obtenir depuis longtemps un traitement égal pour nos ressortissants. Néanmoins, aujourd'hui, la Belgique requiert un geste financier de la Confédération.

Je demande au Conseil fédéral s'il est disposé à enfin résoudre ce problème qui n'a que trop duré et de répondre aux questions suivantes :

1. Le Conseil fédéral est-il prêt à faire le geste financier demandé par la Belgique, sous toutes réserves de droit, afin d'obtenir la suppression de la discrimination dès le 1.1.1988 pour les ayants droit suisses ?
2. Le Conseil fédéral est-il prêt à fixer immédiatement avec la Belgique le montant du paiement provisoire jusqu'à la condamnation de ladite Belgique ?
3. Le Conseil fédéral est-il prêt à exiger de la Belgique la liste nominale des affiliés avec dernière adresse connue, à des fins de contrôle pour les ayants droit de l'égalité de traitement ?



80 JAN. 1989

Revendications des Suisses de l'ancien
 Congo belge en matière de sécurité sociale

Vu la proposition du DFAE du 23 janvier 1989,

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

d é c i d é

1. Le Conseil fédéral, confirmant sa décision du 9 mars 1987, charge le DFAE, en accord avec le DFI, de poursuivre les négociations avec la Belgique en vue de parvenir à une égalité de traitement totale entre ressortissants suisses et belges se trouvant dans la même situation. Pour ce faire, le DFAE est chargé de négocier avec les autorités belges la somme que la Suisse devrait verser à l'Etat belge pour assurer cette égalité de traitement et cela compte tenu de la position exprimée par la délégation belge le 22 juin 1988.
2. Le DFAE et le DFI sont chargés de répondre dans le sens indiqué sous chiffre 1 ci-dessus à la lettre que leur a adressée, le 9 août 1988, la Commission de gestion du Conseil national.
3. Le DFAE est chargé, en accord avec le DFI, de mettre tout en oeuvre pour obtenir de l'Etat belge qu'il supprime l'inégalité de traitement qui résulte de la loi du 17 juillet 1963 instituant un régime de sécurité sociale d'outre-mer.
4. Le DFAE fera rapport au Conseil fédéral sur le résultat des négociations avec les autorités belges.

Pour extrait conforme
 Le Secrétaire

Protokollauszug an:				
<input checked="" type="checkbox"/> ohne / <input type="checkbox"/> mit Beilage				
z.V.	z.K.	Dep.	Anz.	Akten
X		EDA	12	-
	X	EDI	5	-
	X	EJPD	3	-
		EMD		
	X	EFD	7	-
		EVD		
		EVED		
		BK		
	X	EFK	2	-
	X	Fin.Del.	2	-

ASSOCIATION DE DÉFENSE SOCIALE DES SUISSES DU CONGO

Le président: N.R. 8927/89

P. Brunner

«Le Volson»

Chemin de Volson

CH - 1012 LAUSANNE

Le 8.4.1989.23h20

C.c.p. 10-193 46-4

tél. 021 280000

fax. 021 280001

EXPRESS

Au Président de la Commission
de Gestion du Conseil national
en main de M.M.A. HOUARD
Grand Rue 47

2735 MALLERAY

Plainte du 1er février 1989, sur 1988.

Monsieur le Président,

Outre l'inadéquation de 4 documents de 1988, relativement à la décision du Conseil fédéral du 9 mars 1987:

- 1- lettre du 1er février 1988
- 2- réponse au C.N. PHILIPONA du 27.2.1988
- 3- Conférence de presse à Berne du 24 juin 1988
- 4- texte de la réponse du 5 décembre 1988 aux:

Interpellation V. SPOERRY
Question D. Brélaz
" Cl. FREY
" M. Grassi
" V. Ruffy
" J. Ziegler

les pourparlers exploratoires tardifs des 22-23 juin 1988 avaient enregistré une acceptation belge de principe à l'égalité de traitement, moyennant "un geste" de la Suisse.

Au lieu de prendre la balle au bond et de négocier la nature et l'importance du geste, le DFAE a encore attendu 7 mois avant de répondre à la Belgique, d'où le revirement actuel que l'on sait: refus de négocier, même avec un geste de Berne.

N'est-il pas regrettable qu'après 28 ans d'injustice et d'attente, le DFAE ait mis encore si peu d'empressement à régler rapidement le problème et même en ait compromis la solution ?

A quoi sert-il de conclure à grands frais des traités et conventions (1887/ 1923/ 1952, pour ne pas les faire respecter par les états signataires ? Et même 1975.

Il est difficile d'admettre que des informations exactes aient été transmises par le DFAE au C.F. sinon, celui-ci aurait suivi pendant 27 ans une politique délibérément arbitraire et discriminatoire en défaveur de centaines de Suisses affiliés à l'OSSOM. Ainsi est-il difficile d'admettre, comme l'affirmait le DFAE en 1988 :

- 2 -

1. "qu'il n'existe aucune base juridique que les "ressortissants suisses pourraient invoquer pour "bénéficier de l'indexation...";
- 2- qu'il est difficile de prouver que les cotisations sont suffisantes pour l'octroi de l'indexation;
- 3- que 27 ans de laxisme, justifie la même attitude en 1988, en présence de la décision impérative du C.F. du 9 mars 1987;
- 4- la timidité de la mise en pratique de la volonté politique du 9 mars 1987, envers la Belgique,
- 5- l'absence de volonté de culpabiliser le Gouvernement belge sur la retenue annuelle de Frs.S. 1,3 millions au titre d'indexation des pensions;
- 6- l'absence de volonté de réclamer les arriérés se montant avec les intérêts à plusieurs dizaines millions de francs suisses.

* * *

L'année 1988 fut une année funeste de rétrogradation du problème, par le refus d'exiger un dû de la Belgique mais une soumission aux thèses belges qui sont en contradiction avec le droit des gens et les avantages acquis et reconnus avant 1960 par la Confédération elle-même.

Nous ne voyons pour notre part aucune excuse, ni aucune justification dans l'attitude du DFAE durant l'année 1988, qui a contribué à retarder l'échéance du paiement juste et raisonnable de pensions indexées, payées (obligatoirement) par les ayants-droit.

Nous nous réservons d'étudier attentivement toute réponse éventuelle, notamment sous l'angle de la responsabilité de la Confédération et dans la perspective du tort moral indiscible subi par des centaines de concitoyens, dont un tiers sont morts depuis le 1.7.1960.

Nos membres ont pris connaissance avec satisfaction de la décision du Conseil fédéral du 30 janvier 1989, tendant à faire un geste envers la Belgique pour l'obtention de l'égalité de traitement.

Il nous est revenu que l'administration belge, habituée au laxisme helvétique a même décliné l'entrée en matière sur l'égalité de traitement, même avec un geste de la Confédération...

Désirant que ce lancinant problème soit résolu avant le 30 juin 1989, notre Association est prête à vous faire des propositions, à l'intention du Conseil fédéral.

En vous remerciant, Monsieur le Président, Messieurs les Conseillers nationaux, pour votre précieuse intervention, nous vous prions de croire à notre haute considération.

Le président:



LISTE No 1 du: 3.4.1989.

2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
NOM	PRENOM	date naiss.	ADRESSE	No matric.	pension dès le:	FB PENSION DUE:	FB PENSION PAYEE	ARRIERES D U S	INTERETS dès l.1.88	RELEVE 30.6.60	CAPITAL actualisé
MÜRGIN	Andreas	6.4.14	Mittlere Rainweg 7 4414 Füllingsdorf	1405/22007	28.5.75	env. 350.400.	selon Brevet*) 46.720.	env. **) 4.811.375.	sur col. 8 moins col.9 plus col.10 ...		
DELABAYS	Louis	16.10 1922	Fraisiers 13 1212 Grd-Lancy	19519 00 5	16.10.87	588.780.	78.542	63.780.	...		
HAGER	Karl	28.7.22	Beethovenstr. 31 3073 Gümligen	31813 00 4	28.7.87	220.770.-	29.436.-	79.723.	...		
ANGARTNER	Paul	5.2.22	Pierraz 10 1066 Epalinges	20123 00 8	5.2.87	173.325.-	27.732.-	133.460.-	...		
LEPP	Max	12.2.06	Seestr. 79 F 3800 Unterseen	0602 / 22	28.1.65	362.348.-	48.313,73	8.857.602.	...		
MÜRLIMANN	Paul	14.5.22	Zürcherstr.68A 5400 Baden	22675 00 9	14.5.87	219.600.-	29.280.-	118.950.	...		
ANZ	Heinz	23.7.30	4145 GEMPEN	3007/53155	4.5.85	127.785.-	17.038.-	362.160.-	...		
MARECHAL	Georges	15.3.21	Chamâts 3 1293 BELLEVUE	2103/30740	15.3.83	560.592.-	46.716.-	2.000.687.-	...		
MEIER	Hans		Rosenweg 6 8962 Bergdie- tikon	2603/43.787	15.8.80	142.148.-	18.953.	1.231.304.	...		
SIEDLER	Jokob	7.12.14	Cabutz 68 1508 Oleyres	1412 / 21006	7.12.79	633.270.-	84.436.-	5.485.486.-	...		

jusqu'au jourdu paiement effectif.

sous réserve
données incorrectes de l'OSSOM.**) Les tables de calcul de l'OSSOM n'étant pas disponibles;
Calculs faits par années entières: intérêts de retard comptés à 7 %
jusqu'au 1.1.88.

2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
NOM	PRENOM	date naiss.	ADRESSE	No matric.	pension dès le:	FB PENSION DUE:	FB PENSION PAYEE	ARRIERES D U S	INTERETS dès 1.1.88		
BOILLET	Henry	21.6.20	Clochatte 28 1018 Lausanne	2008/ 28304	1.6.85	365.295.-	48.706.-	1.380.230.-	...		
DESMEULES	Jean	17.2.22	Palettes 11 1212 Grd Lancy	45792 00 5	24.2.86	311.850.-	41.580.-	880.436.-	...		
GRASSLER	Ernest	29.11.23	Höflistr. 46 8135 LANGNAU	2311/ 54026	18.11.79	75.285.-	10.038.-	727.322.-	...		
HAUSER	Armin	1.1.24	Häglistr. 31 4103 Bottmingen	2401/24071	1.7.75	238.852.-	31.847.-	3.279.706.-	...		
NICOLLIER	Georges	3.2.20	Pléiades 2 1814 T.d.PEILZ	2005/41498	3.5.83	282.420.-	37.656.-	1.612.678.-	...		
POLETTI	Almeto	18.2.24	alte Buchserst. 5 8108 - Dällikon	2402/ 31.170	28.11.77	270.832.-	36.111.-	3.163.573.-	...		
RÜEDI	Albert	28.1.22	Steinhubeli 23 3074 MURI	35090 00 0	28.1.87	188.100.-	25.080.-	352.717.-	...		
TRACHSEL	Kurt	6.2.12	Seestr. 69 8855 Wangen- -NUOLEN	1205/ 33564	6.5.76	138.427.-	18.457.-	1.758.325.-	...	décédé le 27.3.88	
VON WILD	Götz	29.7.29	C.P. 160 6962 Viganello	37446 00 6	1.1.87	524.970.-	69.996.-	984.402.-	...		
YUNG	Jean	29.9.14	Bochet 20 1024 Ecublens	1409/ 30683	29.9.79	1.044.217.-	139.229.-	10.088.174.-	...		

auf erreur et ou omissions.

Col. 8 : environ Col. 9: sous réserves de données incorrectes de l'OSSOM

Col. 10: calculs faits par années entières ; intérêts de retard comptés à 7% jusqu'au 1.1.1988

Col. 11: intérêts sur col. 8 moins col 11 , majoré de la colonne 10 (ARRIERES).

LISTE No 3 du: 5.4.1989

2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
OM	PRENOM	date naiss.	ADRESSE	No matric.	pension dès le:	FB PENSION DUE:	FB PENSION PAYEE	ARRIERES D U S	INTERETS dès 1.1.88	RELEVÉ 30.6.60	CAPITAL ACTUALISE
Y	Robert	12.8.21	Clochettes 20 1206 Genève	2108/ 44363	12.8.76	152.482,5	20.331.-	1.936.853.-	...	210.960	
	Ernst	26.6.24	Schuracher.22 8700 Küsnacht	36497 00 4	8.10.86	382.590.-	51.012.-	1.080.154.-	...		
ER	Paul Ed.	23.5.23	Salette 4 1023 Crissier	27586	23.5.88	544.140.-	72.552.-	0.-	...	296.906	2.969.060.-
S	Hans	28.9.24	Im Ahorn 8 8125 Zollikerbg	52014	28.9.88	205.830.-	27.444.-	0.-	...	131.763.	1.317.630.-
NEY	André	20.12.17	Mon Repos 5 1450 S.CROIX	1712/ 28630	15.12.75	266.355.-	35.514.-	3.383.277.-	...		
LER	Jakob	9.5.21	Stegenhalde 10 6048 HORW	2105/ 39198	9.9.85	195.877.-	26.117.-	740.103.-	...		
ONIN	Albert	11.2.01	Cressire 2 1814 T.d.Peilz	0102/12519	9.7.58	508.380.-	* 49.890.	14.726.962.	...	* au lieu de 67.784.	
TCKLER	Enrique	26.8.18	Seestr. 153 a 8800 THALWIL	44373 00 1	9.10.81	495.540.-	66.072.-	3.801.294.	...		
SER	Gotthard	19.10.17	ch. Vers 9 1228 Pl.Ouates	1710/ 2394	19.10.72	490.545.-	65.406.-	8.272.427.	...		
S	Paul	28.6.13	Schulstr. 20 4313 Möhlin	47330 00 7	4.10.76	179.730.-	23.964.-	2.282.954.	...		

erreur et ou omissions.

8 : environ Col. 9: sous réserves de données incorrectes de l'OSSOM

10: calculs faits par années entières ; intérêts de retard comptés à 7% jusqu'au 1.1.1988

11: intérêts sur col. 8 depuis col. 11 majoré de la colonne 10 (ARRIERES)

Antwort des EDA

April 1988

NATIONALRAT

Geschäftsprüfungskommission

Sektion EDA

Fragen zum Geschäftsbericht 1987

Entwicklungszusammenarbeit und Schuldenkrise

1. Was das Problem der Verschuldungen betrifft, stimmt der Bundesrat mit der Analyse überein, die von der Internationalen Gemeinschaft seit mehreren Jahren als richtig erachtet wird. Die Verschuldungskrise wird nur überwunden werden können, wenn die betroffenen Länder tiefgreifende wirtschaftliche Reformen verwirklichen und gleichzeitig ihr Wachstum wieder ankurbeln. Dazu ist die massive finanzielle Unterstützung von staatlicher und privater Seite aus den Industrieländern erforderlich, aber auch eine weltweite günstige Wirtschafts- und Handelspolitik. Bisher sind diese Voraussetzungen nur in einigen Fällen erfüllt worden. Der Bundesrat bedauert dies und ist vor allem über die Situation der stark verschuldeten Länder mit schwachem Einkommen beunruhigt.

Die Schweiz hat auf die Verschuldungskrise in verschiedener Weise reagiert. Insbesondere hat sie

- die öffentliche Entwicklungshilfe den neuen Situationen angepasst. Sie hat in diesem Zusammenhang durch Mitfinanzierungen an den Massnahmen des Spezialfonds für Afrika teilgenommen und ist kürzlich dem Aktionsprogramm von Weltbank und IWF zur Unterstützung der einkommensschwachen afrikanischen Länder beigetreten.

- Unser Land hat die Notmassnahmen der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich zugunsten einiger grosser Schuldner unterstützt.
 - Bürgschaften für mehrere Hundert Millionen, die von der ERG garantiert werden, sind gestundet worden. Verschiedene Länder, wie Guinea Bissau, sind in den Genuss einer sehr langfristigen Umschuldung gekommen.
 - Die Teilnahme an der erweiterten Strukturanpassungsfazilität des IWF, die nächstens dem Parlament vorgelegt wird, wird dazu beitragen, die ^{Rahmenbedingungen der Verschuldung} ~~Verschuldungsbedingungen~~ der armen Länder gegenüber dem Internationalen Währungsfonds zu verbessern.
2. Die Weltbank und der Währungsfonds haben neue Instrumente geschaffen, um den Transfer der Ressourcen zugunsten der Länder in Schwierigkeiten zu beschleunigen und zu fördern. Sie haben auch schrittweise ihre Forderungen dem strukturellen Charakter der finanziellen Krise angepasst. Sie haben Anstrengungen dafür unternommen, allerdings mit weniger grossem Erfolg, dass die industrialisierten Länder eine Wirtschaft^s und Handelspolitik betreiben, die einer Erleichterung der Schuldenlast förderlich ist.

Verschiedene bilaterale Geldgeber, aber nicht alle, haben auf die Ansprüche verzichtet, die aus der Zusammenarbeit entstanden sind. Die im Pariser Klub vereinigten industrialisierten Länder haben bestimmten armen Ländern eine Umschuldung auf 15 bis 20 Jahre gewährt.

3. Die Verschuldungskrise hat mehrere Länder gezwungen, ihre Entwicklungspolitik zu ändern, um sie langfristig realisierbar zu machen. Verschiedene makroökonomische Verzerrungen mit negativen Auswirkungen auf die Verteilung, beispielsweise überhöhte Wechselkurse, sind korrigiert worden. Diese Entwicklung ist positiv. Leider hat, unter dem Gewicht der Schulden, die Verwirklichung der Reformen häufig hohe wirtschaftliche und beträchtliche soziale Kosten notwendig gemacht. Noch viel schlimmer ist, dass die Notfälle der Finanzkrise die Massnahmen, die zur Förderung der langfristigen Entwicklung unbedingt notwendig waren, in den Hintergrund gedrängt haben (Investitionen, Gesundheit, Erziehung). Aufgrund ihrer Politik hatten die Handelsbanken Zeit, ihre Position dadurch zu verstärken, dass sie zusätzliche Reserven schufen und die Risiken verteilten. Diese Erholungszeit hat sich ganz besonders für die Banken der Schweiz, der BRD und Japans positiv ausgewirkt. Seit einem Jahr jedoch haben die Darlehen an die Dritte Welt bedeutende Geschäftsverluste vor allem in den USA verursacht. Erstmals haben so die Aktionäre die Auswirkungen der Schuldenkrise zu spüren bekommen.
4. Die Gefahr einer schweren Finanzkrise ist zweifellos reduziert worden. Es ist von nun an wenig wahrscheinlich, dass sich spektakuläre Bankenzusammenbrüche aufgrund der Nichtzahlungsfähigkeit von Ländern in Schwierigkeiten ereignen. Unsere Aufmerksamkeit muss sich vielmehr auf die langfristigen wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen der gegenwärtigen Sackgasse richten. Wird das wirtschaftliche Wachstum gebremst, werden die Investitionen reduziert und die laufenden Reformen verlangsamt, dann beeinträchtigt ein im Verhältnis zu den zur Verfügung stehenden Ressourcen übertriebener Schuldendienst die Entwicklung zahlreicher Länder.

5. Die benachteiligten Bevölkerungsgruppen haben zweifellos unter der Rezession, unter der Inflation und unter den Budgetschwierigkeiten gelitten, die die Schuldenkrise begleitet haben. In zahlreichen Ländern haben sich die sozialen Indikatoren in der ersten Hälfte der achtziger Jahre verschlechtert. Obwohl sie im allgemeinen Ziele verfolgte, die der Zunahme der Beschäftigung und einer besseren Einkommensverteilung förderlich waren, hat die Strukturpolitik ^{anpassungspolitik} keine signifikante Erleichterung gebracht, ausser da, wo spezielle Programme mit sozialer Zielsetzung dank der Unterstützung der Weltbank und anderer Geldgeber (die Schweiz nimmt an solchen Initiativen in Bolivien und Ghana teil) realisiert werden konnten. Seit geraumer Zeit nimmt die Frage der sozialen Kosten der Krise und der Anpassung einen breiten Platz in der internationalen Diskussion ein.
6. Zur Lösung der Krise sind zahlreiche Vorschläge gemacht worden. Der Bundesrat hat sich jenen Initiativen angeschlossen, die am meisten versprochen, und verfolgt sein Engagement in mehreren Richtungen. Einige davon verdienen es, hier erwähnt zu werden.
- Im Pariser Klub könnten die armen afrikanischen Länder, die Strukturprogramme durchführen, eine Vorzugsbehandlung erhalten. Die garantierte Handelsverschuldung wird dann sehr langfristig und zu einem günstigen Zinssatz umgeschuldet. Zurzeit stösst diese Idee noch auf die Opposition einiger grosser Gläubigerländer. Die Schweiz hat bereits ihre Bereitschaft erklärt, an dieser Massnahme teilzunehmen, wenn ein internationaler Konsens erreicht wird.

- Die Schulden der Entwicklungsländer können auf den Finanzmärkten mit einem häufig beachtlichen Diskont bezahlt werden. Das ermöglicht Entschuldungsmassnahmen, die die Marktlogik berücksichtigen und eine Behandlung von Fall zu Fall erlauben und die von den Organisationen für Zusammenarbeit zugunsten bestimmter armer Länder verwirklicht werden sollen. Bolivien könnte das erste Land sein, das von einer solchen Massnahme profitiert. Denn Bolivien hat die Rückbezahlung seiner Schulden in Zusammenarbeit mit den Gläubigerbanken und dem IWF organisiert. Die Schweiz ist bereit, an dieser Transaktion finanziell teilzunehmen, wenn andere Länder der Zehnergruppe sich daran beteiligen und ein bedeutender Teil der Schulden zurückgekauft werden kann.
- Die Handelsgespräche der Uruguay Runde bieten eine einmalige Möglichkeit, den Zugang zu Produkten aus Schuldnerländern für die Märkte der industrialisierten Länder zu verbessern. Die armen Länder sind besonders an einer Liberalisierung des Handels von Produkten aus den Tropen, Agrargütern und Textilien interessiert. Die Ueberwindung der internationalen Schuldenkrise hängt zum grossen Teil von den Resultaten ab, die in diesem Bereich erzielt werden.

9301 EDA 11
+ Resi

LE CHEF
DU DÉPARTEMENT FÉDÉRAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

3003 Berne, le 18 août 1989

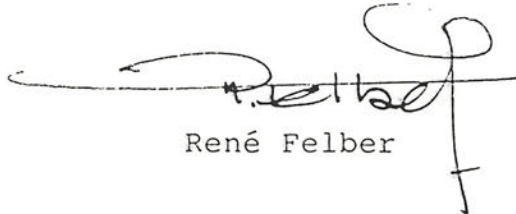
Monsieur le Conseiller
national François Jeanneret
Ch. de Chair d'Ane 10
2072 Saint-Blaise

Monsieur le Conseiller national,

Faisant suite au souhait que vous aviez exprimé lors de la séance du 11 avril 1989 de la Commission de gestion du Conseil national, la Direction du droit international public du DFAE a préparé un rapport intermédiaire sur l'état des négociations en cours en matière d'indemnisation.

Je vous remets ci-joint un exemplaire de ce document, en vous priant de le traiter confidentiellement. Désirant, en raison du contenu de ce texte, ne pas le distribuer à un cercle trop large, j'ai renoncé pour l'heure à l'envoyer à d'autres membres de la Commission de gestion. Je ne manquerai pas cependant de le remettre à ceux qui manifestent un intérêt à cette question.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller national, l'expression de ma considération distinguée.



René Felber

Annexe
Rapport du 18.7.1989
"Zwischenbericht des EDA zuhanden der
GPK des Nationalrats"

Copies (sans annexe) :

- Secrétariat de la Commission de gestion du Conseil national
- GT

s.B.34.66.0. - BC/RIM

Bern, den 18. Juli 1989

VERTRAULICH

Nationalisierung schweizerischen Vermögens im Ausland;
Stand der offenen Entschädigungscontentieux

(Zwischenbericht des EDA zuhanden der
Geschäftsprüfungskommission des Nationalrats)

Pro memoria sei einleitend erwähnt, dass die Schweiz seit dem 2. Weltkrieg mit 12 Staaten Abkommen über die Entschädigung nationalisierten schweizerischen Vermögens abgeschlossen hat (Jugoslawien, Polen, Tschechoslowakei, Frankreich, Ungarn, Rumänien, Bulgarien, Japan, Aegypten, Kuba, Marokko und Zaire). Die von diesen Staaten bezahlten Entschädigungen machen einen Betrag von insgesamt rund 390 Mio. Fr. aus.

Einer Regelung noch nicht zugeführt werden konnten dagegen die schweizerischen Ansprüche auf Nationalisierungsentschädigungen gegenüber der DDR, der Sowjetunion, der Volksrepublik China und Algerien. Der Vollzug des Entschädigungsabkommens mit Zaire ist noch pendent. Daneben bestehen ungelöste Einzelfälle in Aethiopien und Aegypten.

Nachstehend sei der aktuelle Stand dieser zur Zeit offenen Entschädigungscontentieux mit dem Ausland kurz dargestellt.

./.

1. Deutsche Demokratische Republik (DDR)

Mit Vereinbarung vom 12.7.1972 über den Austausch von staatlichen Handelsmissionen erklärte sich die DDR bereit, nach Herstellung diplomatischer Beziehungen mit der Schweiz - sie ist im Dezember 1972 erfolgt - Verhandlungen über die seit dem 2. Weltkrieg ungelösten vermögensrechtlichen Fragen aufzunehmen. In den seit 1973 laufenden Verhandlungen fanden bisher 13 Expertenbesprechungen und 15 Verhandlungsrunden auf Delegationschefebene statt.

In der ersten Phase ging es darum, die persönliche und sachliche Legitimation der rund 2'500 schweizerischen Einzelansprüche abzuklären, die aufgrund öffentlicher Aufrufe des EDA in den Jahren 1975 und 1977 der DDR unterbreitet werden konnten. Davon anerkannte deren Delegation schliesslich rund 1'200 als Verhandlungsgegenstand. Es geht dabei in der Regel um Vermögen, das bereits bei Kriegsende, d.h. am 8.5.1945, schweizerisches Eigentum war und gemäss einer Verordnung der DDR seit 1951 staatlicher Zwangsverwaltung untersteht. Andererseits blieben rund 200 Fälle umstritten: die schweizerische Delegation verlangt gemäss Völkerrecht ihren Einschluss in ein Abkommen, wogegen die DDR-Delegation dies aufgrund ihrer Doktrin ablehnt.

Nach Abschluss der Legitimationsphase im Jahr 1984 und intensiven Diskussionen über die Bewertungsproblematik zeigte sich, dass eine Einigung auf eine gemeinsame Bewertungsmethode kaum erreichbar sein würde und nur eine Globallösung zum Ziel führen kann (schweizerischerseits wird der Verkehrs- oder Marktwert zur Zeit des staatlichen Eingriffs als massgebend betrachtet, DDR-seits der niedrige heutige Zeitwert nach DDR-

- 3 -

Recht abzüglich aufgelaufener Steuern, Verwaltungskosten usw.).

Trotz Einigung auf dieses Prinzip erwiesen sich jedoch die seit 1985 laufenden eigentlichen Globalverhandlungen als äusserst mühsam. Die DDR-Delegation konnte sich bisher von technischen Detailfragen bezüglich der Vermögenskategorien und Einzelfälle nicht lösen und war zu globalen Konzessionen, die über eine Berichtigung ihrer Bewertung nach DDR-Recht hinausgehen, nicht bereit. Ihrem Delegationschef fehlt das Mandat, über die Höhe der Entschädigung auch zu verhandeln und an derselben Runde mehr als einen Schritt zu tun. Dies wirkt sich umso verzögernder aus, als der DDR wegen paralleler Verhandlungen mit anderen Staaten eine Steigerung des Verhandlungsrhythmus' angeblich nicht möglich ist.

Erschwerend kommt hinzu, dass die DDR Gegenforderungen erhebt (Anteil an den Aktiven des Deutschen Reiches, nach dem 2. Weltkrieg zeitweise gesperrtes "ostdeutsches" Vermögen in der Schweiz, angebliche Schäden im Bereich des geistigen Eigentums infolge ihrer Nichtanerkennung durch die Schweiz).

Die schweizerische Delegation hat ihre Globalforderung von ursprünglich 120 Mio. Fr. inzwischen auf rund 70 Mio. Fr. reduziert, die DDR-Delegation ihr erstes Angebot von 14 Mio. Fr. abzüglich Gegenforderungen von 8 - 14 Mio. Fr. auf 24 Mio. Fr. (Gegenforderungen nicht beziffert) erhöht.

Die nächste 16. Verhandlungsrunde soll im kommenden Herbst stattfinden.

Die DDR hat bisher mit Finnland (1984; Globalentschädigung 2,4 Mio. Fr.), Schweden und Oesterreich (1986; je rund 15 Mio. Fr.) sowie Dänemark (1987; 4 Mio. Fr.) Entschädigungsabkommen abgeschlossen.

./.

2. Sowjetunion

Beim Entschädigungscontentieux mit der UdSSR ist zu unterscheiden zwischen den Ansprüchen aus Schäden nach dem 1.9.1939 und den nach 1917 eingetretenen sogenannten "Revolutionsschäden".

a) Schäden nach dem 1.9.1939

Es geht dabei um Nationalisierungsschäden in den im Zuge des 2. Weltkrieges sowjetisch gewordenen Gebieten der baltischen Staaten (Estland, Lettland, Litauen), Ostpolens, Ostpreussens und Bessarabiens (heute SSR Estland, SSR Lettland, SSR Litauen, Teile der SSR Ukraine und der SSR Weissrussland, westliches oder Kaliningradgebiet des Russischen Foederativen SSR, SSR Moldavien).

1970 erklärte sich die UdSSR erstmals bereit, Vorgespräche über beidseitige Forderungen in bezug auf Verluste in diesen Gebieten aufzunehmen, wobei sie gleichzeitig einen "link" mit einer Schadenersatzforderung der sowjetischen Staatsbank (Gosbank) wegen der Sperre ihrer Guthaben in der Schweiz während des 2. Weltkriegs herstellte. Erste Gespräche in den Jahren 1972, 1976 und 1980 wurden infolge bescheidener Ergebnisse und unter dem Eindruck der Afghanistankrise zunächst nicht weitergeführt.

Die Politik Gorbatschows bzw. schweizerischer Druck im Zusammenhang mit der Emission einer ersten öffentlichen sowjetischen Anleihe auf dem Finanzplatz Schweiz ermöglichten dann aber im März 1988 die Wiederaufnahme der Gespräche. Nach Übergabe sämtlicher bekannten und unterbreitbaren schweizeri-

- 5 -

schen Einzelfälle im Laufe des letzten Jahres und deren Prüfung durch die örtlichen Sowjetbehörden fand im Mai 1989 eine weitere Präliminarrunde statt. Dabei schlug die sowjetische Delegation erwartungsgemäss ein Abkommen "mit geschlossener Börse" vor, d.h. die Verrechnung der von ihr anerkannten schweizerischen Ansprüche mit Gegenforderungen der UdSSR (privatrechtlich verjährte kommerzielle Forderungen baltischer Gläubiger gegen schweizerische Firmen sowie die erwähnte Forderung der Gosbank), welche sie mit je rund 5 Mio. Fr. bezifferte.

Zu den unterbreiteten 843 schweizerischen Fällen liegen nur mangelhafte oder keine Beweismittel vor. Sie beruhen auf einer Enquête der ehemaligen Schweizerischen Verrechnungsstelle von 1942. Einen öffentlichen Aufruf erliess das EDA nicht, um keine falschen Hoffnungen zu wecken. Ohne Berücksichtigung der bisher nicht bekannten Kriegsschäden könnten die Verluste theoretisch auf rund 50 Mio. Fr. eingeschätzt werden (Kurse von 1940). Die sowjetischen Nachforschungen ergaben nun aber, dass das Vermögen v.a. in den Gebieten Ostpreussen, Ostpolen und Bessarabien weitgehend kriegszerstört war und somit nur ein Betrag von etwa 14,7 Mio. Fr. völkerrechtlich einigermaßen vertretbar ist.

Die schweizerische Delegation wies demzufolge den sowjetischen Vorschlag zurück und machte klar, dass für die Schweiz nur eine Lösung mit einem mehr als bloss symbolischen Saldo zu ihren Gunsten akzeptabel wäre. Bei teilweiser Anrechnung der Gegenforderungen der UdSSR, die insgesamt 6,8 Mio. Fr. ausmachen, nannte sie einen Betrag von 13,5 Mio. Fr. als Ausgangssumme für allfällige Verhandlungen.

./.

- 6 -

Die sowjetische Delegation kündigte auch unter diesen für sie schwierigen Voraussetzungen an, im kommenden Herbst formell die Aufnahme eigentlicher Verhandlungen zum Abschluss eines Globalentschädigungsabkommens zu beantragen. Die erste Verhandlungsrunde könnte somit noch vor Ende 1989 stattfinden.

Ueber diesen Komplex hat die UdSSR in den 50er und 60er Jahren bereits mit einigen Staaten Entschädigungsabkommen abgeschlossen. Es handelte sich dabei de facto mehr oder weniger um Abkommen mit geschlossener Börse (z.B. Schweden 1964 und Grossbritannien 1968).

b) Revolutionsschäden

Es geht hierbei um Schulden des Zarenreichs (v.a. Wertpapiere) und um nach 1917 erlittene Nationalisierungsschäden, die weit bedeutender sind als die Verluste nach 1939: Die schweizerische Statistik weist rund 7'500 Einzelfälle im Wert von rund 1,5 Mia. Fr. aus.

Die Sowjetunion hat sich nicht nur der Schweiz, sondern allen Staaten gegenüber bisher stets grundsätzlich geweigert, über dieses Contentieux zu verhandeln. Anlässlich der Wiederaufnahme der erwähnten Präliminargespräche im März 1988 wurde indessen schweizerischerseits auch dieses Problem erneut zur Diskussion gestellt. Die sowjetische Delegation hat jedoch kein diesbezügliches Mandat; doch hat sie künftige Gespräche auch hierüber nicht mehr grundsätzlich ausgeschlossen.

Die 1918 gegründete und 1951 aufgelöste Schweizerische Hilfs- und Kreditorengenossenschaft für Russland ("SECRUSSE") hatte seinerzeit eine Bestandesaufnahme dieser Schäden gemacht. Die diesbezüglichen Akten befinden sich im Bundesarchiv.

./.

Ueber die Revolutionsschäden hat die UdSSR bisher nur mit den USA (Teilregelung 1933) und Grossbritannien (1986) Abkommen abgeschlossen, dabei aber praktisch nichts bezahlt, sondern nur auf Vermögen verzichtet, welches diese Staaten als Pfand einsetzen konnten (blockierte russische Vermögen in diesen Staaten).

3. Volksrepublik China

Jahrelang hatte sich China einer Entschädigung von Ausländern, die während der Revolution von 1949 Nationalisierungsschäden erlitten hatten, grundsätzlich widersetzt. Im Zuge der Oeffnung seiner Wirtschaft bzw. im Hinblick auf die erstmalige Emission einer öffentlichen Anleihe auf dem schweizerischen Finanzplatz schlug es nach einer schweizerischen Intervention in einem Einzelfall im Frühjahr 1988 erstmals eine Gesamtrege- lung der privaten schweizerischen Entschädigungsansprüche auf dem Verhandlungsweg vor.

Das EDA ging auf dieses Angebot ein und erstellte unter Mit- hilfe der Vereinigung ehemaliger China-Schweizer und der Schweizerischen Bankiervereinigung ein Inventar der unter- breithbaren Ansprüche. Auch hier sah es vorläufig vom Erlass eines öffentlichen Aufrufs ab. Dieses Inventar wurde China im März 1989 unterbreitet und wird zur Zeit von dessen zuständi- gen Behörden geprüft. Eine erste Gesprächsrunde wurde noch vor den jüngsten Ereignissen in China auf Herbst dieses Jahres in Aussicht gestellt.

- 8 -

Die 19 Fälle sowie die 75 bei Schweizer Banken deponierten Wertpapiere (Anlehensobligationen) werden von den Gesuchstellern auf rund 20 Mio. Fr. eingeschätzt.

China hat bisher Entschädigungsabkommen 1979 mit den USA ("geschlossene Börse", je 80,5 Mio. \$) und 1987 mit Grossbritannien abgeschlossen (China zahlte rund 23,5 Mio. £, Grossbritannien 3,8 Mio. US \$).

4. Algerien

Dieses stellt sich allen Staaten gegenüber seit jeher auf den Standpunkt, als ehemalige Kolonie für die nach Erlangen der Unabhängigkeit 1962 ergriffenen Nationalisierungsmaßnahmen gegen ausländisches Vermögen niemandem etwas zu schulden. Die langjährigen Bemühungen des EDA, Algerien zur Aufnahme von Verhandlungen zu bewegen - es wurden zur Finanzierung einer globalen Entschädigung auch konkrete pragmatische Lösungen im Zusammenhang mit den Handelsbeziehungen (Oel, Gas, Wein) vorgeschlagen - blieben angesichts der unbeweglichen Haltung Algeriens ergebnislos.

Der Bundesrat hat demzufolge am 30.1.1989 beschlossen, von weiteren diplomatischen Interventionen abzusehen, solange Algerien von seinem dogmatischen Standpunkt nicht abgeht. Gleichzeitig hat er die Möglichkeit einer allfälligen internen Lösung (Kompensation aus der Bundeskasse) geprüft, eine solche jedoch so lange für verfrüht gehalten, als in den laufenden Verhandlungen mit der DDR und der Sowjetunion nicht eine Regelung oder zumindest ein Durchbruch erzielt worden ist.

./.

- 9 -

Die etwa 250 Entschädigungsansprüche belaufen sich auf rund 35 Mio. Fr. Ein öffentlicher Aufruf zur Anmeldung wurde nie erlassen. Die Geschädigten sind in einem Verein organisiert, der sich seit Jahren in den Medien lautstark für eine internschweizerische Regelung der Forderungen der ehemaligen Algerien-Schweizer einsetzt (Association des Suisses spoliés d'Algérie et d'Outre-Mer, ASSAOM).

Konsequenterweise hat Algerien bis heute mit keinem Staat ein Entschädigungsabkommen abgeschlossen.

5. Republik Zaire

Das am 8.10.1980 unterzeichnete Entschädigungsabkommen mit Zaire trat nach Ratifikation auch durch Zaire erst am 18.1.1984 in Kraft. Es regelt Schäden infolge der 1973/74 durchgeführten Nationalisierungsmassnahmen ("zairianisations", "radicalisations"), nicht aber die seit der Unabhängigkeit im Jahr 1960 erlittenen Unruheschäden.

Angesichts der wirtschaftlichen Schwierigkeiten des Schuldnerstaates gelang es erst im Herbst 1987, die im Abkommen offen gelassenen Zahlungsmodalitäten zu regeln. Zaire kam sodann seiner Verpflichtung zur Zahlung einer Entschädigung in Landeswährung, die 1,824 Mio. Fr. entspricht, bis Ende 1987 nach.

Der Vollzug des Abkommens durch die Kommission für ausländische Entschädigungen (KAE) ist noch nicht abgeschlossen, da in 8 der 19 Fälle die Gesuchsteller bei der Rekurskommission

./.

- 10 -

(REKAE) Beschwerde geführt haben und die Beschwerdeentscheide noch ausstehen. Die Entschädigung wird indessen voraussichtlich bis Ende 1989 verteilt werden können.

Ausser mit der Schweiz hat Zaire bisher lediglich 1976 mit Belgien als ehemaliger Kolonialmacht ein Entschädigungsabkommen abgeschlossen (keine Globalsumme; fallweise Regelung, vorfinanziert durch Belgien).

6. Aethiopien

Dieses Land kennt eine interne Entschädigungsgesetzgebung. Eine Entschädigungskommission handelt mit den geschädigten ausländischen Privatpersonen und Firmen Entschädigungsverträge auf Gesuch hin direkt aus.

Nach der Regelung eines zweiten Falles im Juni dieses Jahres bleiben noch zwei schweizerische Entschädigungsgesuche pendent (Schadenssumme rund 18 Mio. Fr.). Die Schweizerische Botschaft in Addis Abeba lässt den Geschädigten flankierende Unterstützung zukommen.

7. Entschädigungsansprüche aufgrund von Investitionsschutzabkommen

Während die Entschädigungspflicht für Nationalisierungsverluste ihren Rechtsgrund in der Regel - wie bei den oben ge-

./.

schilderten Contentieux - im Völkergewohnheitsrecht findet, können Eingriffe von Staaten, mit welchen die Schweiz Investitionsschutzabkommen (ISA) abgeschlossen hat - rund 35 stehen in Kraft -, auf der Grundlage dieser Staatsverträge geregelt werden. In diesem Zusammenhang sind zwei Fälle zu erwähnen:

a) Ecuador

Der Fall Hamburger (Nationalisierung eines landwirtschaftlichen Gutes im Jahr 1984) konnte dank dem ISA von 1968 durch Notenaustausch vom 17.2.1989 einer befriedigenden Regelung zugeführt werden (Zahlung von US \$ 800'000.-- in Lokalwährung).

b) Aegypten

Im Fall Gasche (de facto-Nationalisierung eines Nutzungsrechtes an einem Grundstück im Jahr 1983, Wert 1,3 Mio. Fr.) wurden im Januar 1989 Gespräche gemäss dem ISA von 1973 aufgenommen. Die Angelegenheit wird zur Zeit von den ägyptischen Behörden geprüft.

Zusammenfassend kann festgestellt werden, dass gegenwärtig etwa 10'000 den schweizerischen Behörden bekannte offene schweizerische Entschädigungsansprüche gegenüber ausländischen Staaten im Betrag von rund 1,65 Mia. Fr. einer Regelung harren. Sieht man von den Revolutionsschäden (UdSSR) ab, geht es um etwa 2'500 Fälle im Betrag von rund 150 Mio. Fr.

- 12 -

(Diese Zahlen beziehen sich auf den jeweils aktuellen Verhandlungsstand der Contentieux, wie hievore erläutert. Was die Abgeltungsquote von Entschädigungsansprüchen in Globalabkommen betrifft, ist darauf hinzuweisen, dass naturgemäss regelmässig schon die Bewertungsbasis umstritten ist (Umfang der Ansprüche, Bewertungsmethoden). Erfahrungen der Schweiz und anderer Staaten zeigen, dass in den letzten Jahren nur noch Abgeltungen von zwischen kaum 10 % (Zaire) und 20 % (Marokko) erzielbar gewesen sind.)